

| N° | Signature Signatur | Genre Typ | Affaire Geschäft | Traitement Behandlung | Personnes Personen | Remarques Bemerkungen | Cat. Kat. |
|----|-----------------------|--------------------------------|---|---|---|--------------------------|--------------|
| 1. | 2013-GC-4 | Divers <i>Verschiedenes</i> | Communications <i>Mitteilungen</i> | | | | |
| 2. | 2016-DFIN-16 | Loi <i>Gesetz</i> | Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (extrait spécial du casier judiciaire et droit de grève) <i>Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (Sonderprivatauszug aus dem Strafregister und Streikrecht)</i> | Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i> | Benoît Rey Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Georges Godel Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |
| 3. | 2017-DICS-47 | Décret <i>Dekret</i> | Crédit d'engagement en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg <i>Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg</i> | Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i> | Jean-Daniel Wicht Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |
| 4. | 2016-DICS-28 | Décret <i>Dekret</i> | Participation de l'Etat de Fribourg au financement de la société SLSP SA (plateforme commune des bibliothèques scientifiques suisses) <i>Beteiligung des Staates Freiburg an der Finanzierung der SLSP AG (gemeinsame Plattform der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz)</i> | Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i> | Michel Zadory Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> | | I |
| 5. | 2013-GC-41 | Divers <i>Verschiedenes</i> | Clôture de la session <i>Schluss der Session</i> | | | | |



Message 2016-DFIN-16

11 septembre 2017

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur le personnel de l'Etat (extrait spécial du casier judiciaire et droit de grève)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1); la loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (LS; RSF 411.0.1) et la loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE; RSF 835.1). Le présent message est articulé de la manière suivante:

| | |
|---|----------|
| 1. Introduction | 1 |
| 2. Extrait spécial du casier judiciaire | 2 |
| 2.1. Présentation de la mesure | 2 |
| 2.2. Activités impliquant des contacts avec des mineur-e-s | 2 |
| 2.3. Personnes âgées et personnes en situation de handicap | 3 |
| 2.4. Autres fonctions considérées à risques | 3 |
| 3. Extrait casier judiciaire dans l'accueil extrafamilial | 4 |
| 3.1. Dispositif en vigueur | 4 |
| 3.2. Attentes des partenaires | 4 |
| 4. Grève | 4 |
| 5. Commentaire des dispositions | 5 |
| 5.1. Extrait spécial du casier judiciaire | 5 |
| 5.2. Loi sur la scolarité obligatoire (LS; RSF 411.0.1) | 6 |
| 5.3. Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE; RFS 835.1) | 6 |
| 5.4. Droit de grève | 6 |
| 5.5. Dispositions relatives au calcul de la durée du droit au traitement (art. 48 al. 1 1 ^{re} phr. et 110 al. 1 LPers) | 9 |
| 6. Incidences financières et en personnel | 9 |
| 7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité | 9 |
| 8. Soumission au référendum | 9 |
| 9. Conclusion | 9 |

1. Introduction

Par motion déposée le 3 juillet 2014 (2014-GC-123), les députés Nicolas Kolly et Albert Lambelet ont demandé d'introduire dans la LPers l'obligation de consulter l'extrait spécial du casier judiciaire avant l'engagement de tout-e employé-e de l'Etat ayant une activité impliquant des contacts réguliers avec des mineur-e-s. Ils se réfèrent à l'art. 371a du code pénal (CP), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, qui a introduit un extrait «spécial» du casier judiciaire sur la base duquel les

employeurs peuvent vérifier si une interdiction d'exercer une activité professionnelle ou non professionnelle, a été prononcée à l'encontre du candidat ou de la candidate retenu-e pour un poste en lien avec des mineur-e-s. Les motionnaires sont d'avis que la modification du code pénal permet de renforcer la lutte contre la délinquance sexuelle dirigée contre les enfants.

Dans sa réponse du 25 novembre 2014, le Conseil d'Etat a invité le Grand Conseil à accepter cette motion, estimant que toutes les mesures de précaution devaient être prises pour empêcher que des personnes, ayant commis une infraction contre un ou une mineur-e, ne soient engagées au sein de l'Etat dans des fonctions impliquant des contacts avec des mineur-e-s. Cette motion a été acceptée par le Grand Conseil dans sa séance du 18 décembre 2014 par 73 voix, aucun refus et une abstention.

La LPers est également modifiée concernant le droit de grève. L'interdiction générale de la grève telle que le prévoit l'art. 68 LPers ne peut plus se justifier et être maintenue (cf. réponse du 30 juin 2015 à la question des députés Xavier Ganioz et Hugo Raemy sur le droit de grève (2015-CE-129).

Par motion développée le 19 décembre 2014 (2014-GC-212), les députées Susanne Aebischer et Antoinette Badoud ont appelé de leurs vœux l'introduction d'une base légale dans la loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) permettant aux autorités de surveillance de prendre tous les renseignements de police utiles afin de déterminer l'aptitude personnelle et le caractère des personnes assurant le placement, ainsi que pour pouvoir enquêter sur les personnes habitant le lieu d'accueil et pouvant, de ce fait, entrer en contact avec les enfants accueillis.

Le Conseil d'Etat a proposé de fractionner la motion en acceptant de modifier la LStE et en y introduisant la production d'un extrait du casier judiciaire au sens de l'art. 371 CP et un certificat médical en procédure de postulation pour le personnel des structures d'accueil extrafamilial et les assistantes parentales. Par contre, il s'est opposé – pour des motifs de légalité et praticabilité, mais aussi pour éviter des exigences administratives disproportionnées par rapport à l'effet escompté – à l'exigence d'un extrait des procédures pénales en cours. Le 6 octobre 2016, le Grand Conseil a suivi la proposition du Conseil d'Etat et pris en considération la partie de la motion relative à la production d'un extrait du casier judiciaire et d'un certificat médical, tout en rejetant les demandes allant au-delà.

Le présent projet donne suite aux deux motions précitées. Les modifications demandées ont été regroupées dans un seul acte modificateur compte tenu de la proximité des deux objets.

2. Extrait spécial du casier judiciaire

2.1. Présentation de la mesure

Depuis le 1^{er} janvier 2015, l'Office fédéral de la justice a mis en place un nouvel extrait «spécial» du casier judiciaire, en plus de l'extrait «ordinaire». L'extrait spécial ne peut être commandé que par une personne qui postule à une activité impliquant des contacts réguliers avec des mineur-e-s ou des

personnes vulnérables, ou par une personne qui exerce déjà une telle activité. Pour commander un extrait spécial de son casier judiciaire, le postulant ou la postulante retenu-e pour le poste doit être en possession d'un formulaire écrit et signé par le futur employeur qui spécifie la fonction pour laquelle il ou elle postule (cf. art. 371a al. 2 CP). Avec son contenu limité, l'extrait spécial a l'avantage que le postulant ou la postulante n'est pas obligé-e de divulguer l'ensemble de ses antécédents pénaux à son employeur (p.ex. peines pour infraction routière ou vol à l'étalage), mais seulement d'éventuelles interdictions incompatibles avec les activités impliquant des contacts avec des mineur-e-s. A ce jour, aucune disposition fédérale n'oblige un employeur à contrôler l'extrait spécial de son ou sa futur-e collaborateur ou collaboratrice.

2.2. Activités impliquant des contacts avec des mineur-e-s

Il s'agit de préciser quelles sont les activités impliquant des contacts avec des mineur-e-s. Le terme de «contact» est large et laisse une marge d'appréciation significative. Il ne donne aucune information sur la fréquence des contacts, leur durée ou leur intensité.

Les Directions et établissements personnalisés du canton ont été consultés en mars 2015 afin de connaître leur avis sur la manière dont cette nouvelle obligation à charge des autorités d'engagement devra être appliquée. Une majorité d'entre eux a estimé opportun de limiter les fonctions touchées par cette mesure afin de ne pas augmenter la bureaucratie de manière disproportionnée. Ils ont également effectué un premier recensement des fonctions «à risques», dont le résultat est présenté dans le document annexé au présent message (cf. annexe).

a) Définition des fonctions «à risques»

Le Conseil d'Etat propose de se distancer de la notion «d'activités impliquant des contacts réguliers avec des mineurs» développée au niveau fédéral (cf. art. 25e de l'ordonnance VOSTRA, RS 331), dès lors que cette définition est très large et sujette à interprétation. Elle englobe des fonctions n'ayant que peu de liens avec des mineur-e-s. Le Conseil d'Etat estime que l'obligation de contrôle à introduire dans la LPers ne doit pas être disproportionnée au regard des fonctions qu'elle touche, car cela aurait pour conséquence de compliquer inutilement le travail administratif des autorités d'engagement sans que le but de prévention recherché ne soit atteint.

Le Conseil d'Etat propose la définition suivante:

Les fonctions touchées par la mesure sont celles: (conditions cumulatives)

- a) exercées en contact direct avec des mineur-e-s

Il s'agit des activités qui impliquent le fait de travailler en relation directe avec des mineur-e-s ou qui sont exercées sous la forme d'une intervention sur leur personne (activités exercées au sein d'écoles, de foyers, d'internats, des services pédiatriques, du service dentaire scolaire, etc.), pour autant qu'elles permettent de développer un lien étroit avec les mineur-e-s (cf. ci-dessous). Il faut que le contact soit indispensable à l'accomplissement des tâches.

- b) qui impliquent une relation de confiance, un lien de dépendance ou rapport de subordination entre l'adulte et l'enfant.

L'activité doit permettre de développer une relation étroite entre l'adulte et le ou la mineur-e. Tel est le cas des activités d'enseignant ou enseignante, de directeur ou directrice d'école, de médiateur ou médiatrice, d'éducateur ou éducatrice, d'assistant ou assistante social-e, de maître ou maîtresse d'apprentissage, de personnel du planning familial, de policier ou policière, etc. Les contacts avec des mineur-e-s qui créent une relation de confiance, dépendance ou subordination entre l'adulte et l'enfant exigent davantage de garanties de protection.

b) Particularités de certains contrats d'engagement

Lors de la consultation des Directions et établissements personnalisés, l'accent a été mis sur le fait que cette mesure pouvait poser problème lors de certaines procédures d'engagement. Pour ces cas, les solutions suivantes sont proposées:

> Contrats de très courte durée

Les contrats de très courte durée concernent principalement la DICS. Il s'agit souvent de trouver – dans un bref délai et pour une courte durée – un remplaçant ou une remplaçante afin de suppléer l'absence d'un enseignant ou d'une enseignante. Au vu du nombre d'enseignants et enseignantes, de remplaçants et remplaçantes engagés par année, seules les personnes au bénéfice d'un contrat écrit avec l'Etat (dès trois mois) sont concernées par l'obligation de présenter un extrait spécial du casier judiciaire. Pour les autres personnes, l'autorité d'engagement a toujours la possibilité de demander un tel extrait. Cette façon de procéder permet d'assurer aux autorités d'engagement un fonctionnement acceptable.

> Conclusion successive de contrats de durée déterminée (CDD)

La conclusion de CDD successifs impliquerait la nécessité pour le collaborateur ou la collaboratrice de produire, à chaque renouvellement de son contrat, un

nouvel extrait spécial de son casier judiciaire. Pour éviter d'être trop contraignant, il est prévu de procéder à un seul contrôle lors du premier engagement si les CDD sont reconduits sans interruption dans le temps. Cela se justifie par égalité de traitement avec les collaborateurs ou collaboratrices engagés avec un CDI et qui doivent produire un extrait de leur casier judiciaire une seule fois au début de l'engagement. Toutefois, si les CDD sont reconduits de manière discontinue, il est prévu de procéder à un contrôle par année.

> Personnel de la justice et de la police

La mesure ne s'applique pas, en principe, aux collaborateurs ou collaboratrices de la justice et de la police, car, d'une part, leurs contacts avec les mineur-e-s sont très formalisés (auditions en présence de tiers, box d'arrestation provisoire sous surveillance vidéo, etc.) et, d'autre part, la majorité d'entre eux sont déjà soumis à l'obligation de fournir un extrait ordinaire de leur casier judiciaire à leur engagement (tel est le cas des policiers et policières et des membres du Tribunal cantonal).

> Activités d'intendance

Les activités d'intendance (conciergerie, secrétaire, personnel de la cantine scolaire, personnel de ménage) exercées dans des établissements destinés aux enfants ne sont pas soumises à cette mesure, puisque les contacts directs avec les mineur-e-s ne sont, en principe, par nécessaires à l'accomplissement des tâches et n'impliquent pas un lien étroit avec les mineur-e-s.

2.3. Personnes âgées et personnes en situation de handicap

La procédure de consultation a montré une volonté claire de protéger non seulement les mineur-e-s, mais également les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. Le Conseil d'Etat a donc souhaité étendre la mesure aux nouveaux engagements au sein du personnel des établissements pour personnes âgées et institutions spécialisées pour personnes en situation de handicap. Toutefois, la LPers n'étant pas directement applicable aux institutions précitées, il a été décidé d'intégrer cette mesure dans les conditions fixées pour l'obtention d'une autorisation d'exploitation (à laquelle sont soumises toutes les institutions de santé). L'intégration de l'obligation de contrôle à l'embauche dans l'autorisation d'exploiter plutôt que dans la LPers permet, de surcroît, d'assurer l'égalité de traitement entre les institutions qui soumettent leur personnel à la LPers et celles qui ne soumettent pas leur personnel à la LPers. Les démarches législatives idoines sont actuellement en cours. La liste des fonctions touchées au sein de ces institutions sera établie par la Direction compétente pour délivrer les autorisations d'exploitation.

2.4. Autres fonctions considérées à risques

Pour tenir compte de la diversité des métiers au sein des Directions et établissements de l'Etat, les autorités d'engagement peuvent également étendre le contrôle à l'engagement d'autres fonctions considérées à risques.

3. Extrait casier judiciaire dans l'accueil extrafamilial

La motion Aebischer/Badoud (2014-GC-212) propose l'introduction d'une base légale dans la LStE pour que les autorités de surveillance telles que le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ) et les associations de familles de jour (qui exercent une surveillance par délégation) puissent prendre tous les renseignements de police utiles afin de déterminer l'aptitude personnelle et le caractère des personnes assurant le placement. Cela concerne les membres de la direction des structures, mais aussi le personnel éducatif.

L'objectif de cette motion est de nature similaire à celui de la motion Kolly/Lambelet (2014-GC-123). Ainsi, l'objectif central, à savoir la protection des mineurs, et l'axe d'intervention, à savoir l'exigence d'un extrait du casier judiciaire, demeurent les mêmes. Partant, il est judicieux de préserver la cohérence en liant ces deux objets.

3.1. Dispositif en vigueur

Le traitement de la motion Aebischer/Badoud a permis de tirer un bon bilan global sur la surveillance dans les structures d'accueil extrafamilial de jour. Cela a été relevé positivement par le Grand Conseil lors du débat de prise en considération.

En substance, la réponse à la motion était l'occasion de mentionner les pratiques suivantes déjà en vigueur au moment du dépôt de la motion:

- > En procédure d'autorisation, les crèches, garderies et accueils extrascolaires doivent déjà déposer un extrait du casier judiciaire et un certificat médical de la personne responsable. Il incombe à la crèche ou à la garderie de demander ces documents à tous les autres collaborateurs et collaboratrices.
- > Pour l'accueil familial de jour, on fait une distinction entre les assistantes parentales affiliées à une association et les assistantes parentales dites indépendantes: les assistantes parentales affiliées à une association doivent s'annoncer auprès de l'association et sont surveillées par cette dernière, alors que les assistantes parentales indépendantes s'annoncent au SEJ et doivent déjà déposer un extrait du casier judiciaire et un certificat médical.

Vu ce qui précède, le Conseil d'Etat s'est montré favorable à la proposition de généraliser la demande d'un extrait du casier

judiciaire et de doter le canton d'une base légale en conséquence.

En complément de la question du casier judiciaire, la motion Aebischer/Badoud demande une base légale pour requérir un formulaire médical à l'engagement du personnel. Fribourg utilise déjà un formulaire médical avec des questions relativement ouvertes, ce qui responsabilise le ou la médecin et lui donne aussi plus la possibilité de s'exprimer sur des spécificités qui ne figureraient pas sur un formulaire standardisé. Le Conseil d'Etat soutient l'introduction d'une base légale concernant ce certificat médical.

3.2. Attentes des partenaires

Dans le cadre de l'examen et de la préparation de la réponse à la motion Aebischer/Badoud, la Direction de la santé et des affaires sociales a consulté les principaux partenaires externes, c'est-à-dire l'Association des communes fribourgeoises, la Fédération fribourgeoise des accueils extrascolaires, la Fédération des crèches et garderies fribourgeoises et la Fédération fribourgeoise d'accueil familial de jour ou encore la Police cantonale et a sollicité leur avis sur la motion. De plus, des renseignements sur les bonnes pratiques ont été pris dans d'autres cantons latins.

Le Conseil d'Etat a déjà pu faire état des différentes positions des partenaires dans sa réponse du 23 août 2016 à la motion. En particulier, il sied de rappeler que la Fédération fribourgeoise des accueils extrascolaires a souhaité que les employé-e-s des structures soient soumis-e-s aux mêmes exigences que celles de la LPers et que la Fédération fribourgeoise d'accueil familial de jour ne souhaitait pas obtenir de données de police sensibles, mais uniquement un préavis positif ou négatif à l'engagement donné par un organisme à déterminer. Pour l'Association des communes fribourgeoises, la production de l'extrait du casier judiciaire doit incomber à la personne qui postule pour une place dans une structure d'accueil, tout comme les frais y relatifs. En connaissance des différentes positions, le Conseil d'Etat a retenu la solution susmentionnée.

4. Grève

Les nouvelles dispositions sur le droit de grève tiennent compte des conditions posées par la Cst. fribourgeoise et la Cst. fédérale. Un organe de conciliation et d'arbitrage est institué pour régler les conflits. De même, un service minimum est assuré dans les secteurs où un arrêt de travail mettrait en péril, directement ou indirectement, les prestations indispensables à la population. A l'instar d'autres législations cantonales en la matière, et conformément à la Cst. fédérale et la Cst. cantonale, il est prévu d'introduire l'interdiction de la grève pour un certain nombre de fonctions: police, prisons.

5. Commentaire des dispositions

5.1. Extrait spécial du casier judiciaire

Art. 26 al. 3^{bis}

Personnes à protéger: mineur-e-s jusqu'à 18 ans.

Personnes à contrôler: le candidat ou la candidate retenu-e pour un poste impliquant des contacts directs avec des mineur-e-s ainsi qu'un lien de confiance, subordination ou dépendance avec eux. **Les collaborateurs et collaboratrices déjà engagés ne sont pas concernés par cette mesure, à moins que ces personnes changent de poste ou de fonction ou encore que leur cahier de charges soit modifié.** Les ressortissants et ressortissantes étrangers non domiciliés en Suisse ou domiciliés récemment en Suisse, devront produire un document équivalent de leur Etat d'origine ou de provenance. En effet, les autorités suisses ne sont pas en mesure de donner des renseignements sur les antécédents pénaux de ces personnes.

Processus d'engagement: Lorsque l'autorité d'engagement aura porté son choix sur un candidat ou une candidate, elle devra signer une «confirmation de l'employeur» attestant que cette personne postule pour un emploi impliquant des contacts avec des mineur-e-s (condition nécessaire à la délivrance de l'extrait spécial) et la faire parvenir au candidat ou à la candidate choisi-e pour le poste. Un court délai sera donné à cette personne pour qu'elle produise un extrait spécial de son casier judiciaire. Afin de ne pas ralentir le processus d'engagement, il est prévu que le candidat ou la candidate retenu-e puisse entrer en fonction immédiatement, si le poste doit être repourvu sans délai, et produire par la suite son extrait spécial. Le refus de produire l'extrait spécial ou la production d'un extrait mentionnant une infraction incompatible avec la fonction est de nature à mettre immédiatement fin au processus d'engagement ou à entraîner la résiliation immédiate des rapports de travail. Afin de garantir la protection des données, des mesures organisationnelles et techniques sont prises afin que les données confidentielles et sensibles de l'extrait spécial ne puissent être consultées que par le cercle limité des personnes qui décident de l'engagement du candidat ou de la candidate.

Pour rappel, lors du processus d'engagement, il n'est pas prévu que les autorités d'engagement se renseignent auprès de la police pour vérifier l'existence de procédures pénales en cours (cf. réponse du Conseil d'Etat à la motion Aebischer/Badoud Augmentation de la sécurité des enfants confiés aux structures d'accueil extrafamilial (2014-GC-212) du 23 août 2016.

Cet alinéa donne au Conseil d'Etat la compétence de préciser, dans une directive, quelles sont les fonctions soumises à l'obligation de contrôle.

Art. 26 al. 3^{ter}

Pour tenir compte de la diversité des métiers au sein des Directions et établissements de l'Etat, les autorités d'engagement peuvent également étendre le contrôle à l'engagement à d'autres fonctions considérées à risques (qui ne figurent pas dans la liste des fonctions annexée).

Art. 26 al. 3^{quater}

Bien que le contrôle de l'extrait spécial du casier judiciaire permette un renforcement de la protection des mineur-e-s et est donc souhaitable, il présente l'inconvénient d'être peu efficace durant les premières années. En effet, le contenu de l'extrait spécial est, à ce jour, presque toujours vierge, car l'interdiction d'exercer une profession en lien avec des mineur-e-s n'a que rarement été prononcée par la justice pénale avant 2015. A titre d'exemple, la justice fribourgeoise l'a prononcée une seule fois entre 2004 et 2014 (chiffres obtenus auprès du MP de Fribourg).

Cette réalité s'explique juridiquement par la raison suivante. Avant 2015 (date de l'entrée en vigueur de la modification du code pénal), le juge pénal ne pouvait prononcer une interdiction d'exercer une profession que pour les infractions commises dans le cadre professionnel. Par exemple, une interdiction d'exercer pouvait être prononcée contre un enseignant ou une enseignante qui commettait un abus sexuel dans le milieu scolaire (cadre professionnel), mais pas contre un enseignant ou une enseignante qui commettait un abus sexuel à son domicile sur l'un de ses enfants (cadre privé). Les infractions sur mineur-e commises avant 2015 dans le cadre privé (qui constituent la majorité des abus sexuels) n'apparaissent pas dans l'extrait spécial. Elles figurent par contre dans l'extrait ordinaire du casier judiciaire. Depuis 2015, le code pénal étend la possibilité de prononcer une interdiction d'activité aux cas où l'infraction a été commise hors du cadre professionnel. A l'avenir, de telles interdictions devraient être prononcées presque automatiquement, en présence d'un risque de récidive, contre l'auteur-e d'une infraction contre un-e mineur-e et elles figureront dans l'extrait spécial. Plus les années passeront, plus l'extrait spécial renseignera de manière complète sur les antécédents pénaux en lien avec des mineur-e-s et deviendra fiable pour l'Etat-employeur.

Pour cette raison, le Conseil d'Etat recommande l'adoption de la solution transitoire suivante. Durant une période de dix ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate à un poste en lien avec des mineur-e-s devra produire un extrait ordinaire de son casier judiciaire, en plus de l'extrait spécial. Cette solution transitoire permet à la nouvelle mesure d'atteindre, dès son entrée en vigueur, le but de protection des mineur-e-s souhaité par les député-e-s.

Durant la période transitoire, l'extrait ordinaire du casier judiciaire sera systématiquement exigé en plus de l'extrait

spécial. De ce fait, les autorités d'engagement auront connaissance d'infractions sans aucun rapport avec la fonction pour laquelle le candidat ou la candidate postule. Juridiquement, il n'est pas admis de renoncer à un engagement pour une infraction sans rapport avec la fonction (discrimination à l'embauche). Seules les infractions ayant entraîné une interdiction d'activité en lien avec des mineur-e-s (abus sexuels) ainsi que les cas de maltraitance pourront justifier le refus d'un engagement. L'égalité de traitement entre les candidats et candidates impose que les antécédents judiciaires soient examinés selon les mêmes critères durant la période transitoire, qu'au terme de celle-ci lorsque l'autorité d'engagement n'aura plus connaissance des antécédents judiciaires complets.

5.2. Loi sur la scolarité obligatoire (LS; RSF 411.0.1)

Dans le cadre de la révision partielle de la LPers, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) a estimé que certaines fonctions liées à l'école, mais ne dépendant pas de cette Direction, devaient être soumises, elles aussi, au contrôle à l'engagement. La loi sur la scolarité obligatoire doit être modifiée en conséquence.

Art. 23 al. 2

La Constitution du canton de Fribourg confère aux Eglises et aux communautés religieuses reconnues le droit d'organiser un enseignement religieux dans le cadre de l'école obligatoire (art. 64 al. 4). S'agissant de l'Eglise catholique romaine, les personnes enseignant la religion à l'école primaire relèvent des paroisses et ne sont pas soumises à la législation sur le personnel de l'Etat, alors que les personnes enseignant la religion au cycle d'orientation sont engagées par l'Etat et sont soumises à la législation sur le personnel de l'Etat. Concernant l'Eglise évangélique réformée, les personnes enseignant la religion à l'école primaire et au cycle d'orientation relèvent des paroisses et ne sont pas soumises à la législation sur le personnel de l'Etat. Afin de traiter de la même façon l'ensemble des enseignants de religion, il faut exiger, lors de l'engagement de ces personnes par les Eglises reconnues, la présentation d'un extrait spécial du casier judiciaire.

Art. 57 al. 2^{bis} (nouveau)

Outre les thérapeutes des services de logopédie, psychologie et psychomotricité (cf. art. 63 LS) pour lesquels un extrait spécial du casier judiciaire est exigé, les communes engagent de nombreuses personnes actives dans le cadre scolaire. Tel est le cas du personnel administratif et technique (administration, secrétariat, conciergerie, etc.), du personnel des bibliothèques scolaires, des transports scolaires, d'infirmierie, du personnel enseignant ou éducatif. Pour toutes ces personnes, mais aussi pour les personnes accompagnant les

activités extrascolaires, il est rappelé que les communes ont la possibilité d'exiger un extrait spécial du casier judiciaire.

Art. 63 al. 2

La DICS n'est pas l'employeur des thérapeutes intervenant dans les services de logopédie, psychologie et psychomotricité. Par contre, elle en est l'autorité de surveillance. A ce titre, elle souhaite exiger, lors de l'engagement des thérapeutes par les services communaux, la présentation d'un extrait spécial du casier judiciaire.

5.3. Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE; RFS 835.1)

Art. 7a LStE Engagement du personnel

La présente disposition introduit une obligation de produire un extrait du casier judiciaire et un certificat médical. Elle est notamment applicable au personnel en cas d'engagement dans une crèche, d'affiliation d'un-e assistant-e parental-e à une association ou encore de l'annonce au SEJ d'un-e assistant-e parental-e non-affilié-e. A l'instar de ce qui est prévu pour la LPers, les documents sont à remettre à l'employeur, respectivement au SEJ pour les assistant-e-s parental-e-s non-affilié-e-s.

5.4. Droit de grève

Art. 68 Paix du travail et recours à la grève

L'alinéa 1 met au premier plan le respect, par le personnel mais aussi par l'Etat, de la paix du travail. C'est ce qui est prévu dans la Cst. fribourgeoise et la Cst. fédérale. De plus, tant dans le secteur public que privé, la paix du travail, mise au premier plan par les associations de personnel et d'employeurs, garantit la stabilité et le développement économique et social de la Suisse. A l'instar des dispositions sur le droit de grève pour le personnel de la Confédération et des cantons, le Conseil d'Etat tient à rappeler et à mettre au premier plan le principe de la paix du travail, le recours à la grève devant rester exceptionnel.

L'alinéa 2 reprend les conditions fixées par l'article 27 al. 3 de la Cst. fribourgeoise, tout en réservant l'alinéa 7 (interdiction de la grève).

L'article 27 Cst. fribourgeoise a la teneur suivante:

Art. 27 Liberté syndicale

¹ Les travailleurs, les employeurs et leurs organisations ont le droit de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts, de créer des associations et d'y adhérer ou non.

² Les conflits sont, autant que possible, réglés par la négociation ou la médiation.

³ La grève et la mise à pied collective sont licites quand elles se rapportent aux relations de travail et sont conformes aux obligations de préserver la paix du travail ou de recourir à une conciliation.

⁴ La loi peut interdire le recours à la grève à certaines catégories de personnes.

La doctrine et la jurisprudence retiennent les conditions suivantes pour qu'une grève soit considérée comme licite (Rémy Wyler, Droit du travail, 3^e édition, Berne 2008 et jurisprudence citée, p. 793 et ss):

1. Art. 68 al. 2 let. a: la grève doit se rapporter aux relations de travail. Cela exclut les grèves politiques ou les grèves préventives, lesquelles visent à faire pression sur les autorités. La grève ne peut avoir trait qu'à des conditions de travail futures (par exemple, hausse des salaires, mise en place d'un plan social en cas de licenciement collectif). En revanche, l'irrespect par l'employeur d'obligations découlant de la loi ou du contrat (par exemple, versement d'un salaire majoré en cas d'accomplissement d'heures supplémentaires) ne saurait légitimer une grève et doit être sanctionné par la procédure prévue pour les litiges (décision, avec voie de recours). En fin de compte, la grève doit poursuivre des buts susceptibles d'être réglementés dans le cadre des dispositions légales relatives au statut du personnel.
2. Art. 68 al. 2 let. b: la grève doit être soutenue par une organisation de travailleurs et travailleuses. La grève concerne donc un conflit collectif et non pas un conflit individuel de travail qui doit être tranché par voie de décision susceptible de recours. Ce n'est donc pas le nombre de personnes concernées qui permet de dire s'il s'agit d'un conflit collectif ou non. Pour parler de conflit collectif, il faut que le litige soit organisé et soutenu par une association représentant les collaborateurs et les collaboratrices. Si ces deux éléments sont réunis, on présume que le conflit est collectif. En cas de doute, c'est l'organe de conciliation (cf. ci-dessous, ad art. 68a) qui tranche.
3. Art. 68 al. 2 let. c: l'organe de conciliation a été saisi et a délivré un acte de non-conciliation. C'est l'obligation constitutionnelle de préserver la paix du travail (cf. art. 27 al. 3 Cst. fribourgeoise) qui impose cette condition pour qu'une grève soit licite. Par conséquent, dans le but de préserver la paix du travail, préalablement à la grève, il faut saisir l'organe de conciliation mis en place et avoir obtenu de celui-ci un acte de non-conciliation. Avec cette condition, on le voit, les grèves préventives ou politiques, dans le but de faire pression sur les autorités, sont illicites, car elles ne respecteraient pas la condition de l'article 68 al. 2 let. c.

4. Art. 68 al. 2 let. d: la grève est proportionnée au but poursuivi et n'est utilisée qu'en dernier ressort. Le respect du principe de proportionnalité n'est pas mentionné expressément à l'article 27 al. 2 Cst. fribourgeoise. La doctrine et la jurisprudence, à propos de la Cst. fédérale (semblable à la Cst. fribourgeoise), déduisent le respect du principe de proportionnalité de cette disposition (soit l'article 27 al. 2 Cst. fribourgeoise). En vertu du principe de la proportionnalité, une grève ne peut être licite que si elle représente une «ultima ratio», c'est-à-dire que toutes les possibilités de négociation et de conciliation ont été tentées, mais ont échoué. Concrètement, tant que les parties discutent et négocient (Etat-employeur et partenaires sociaux), tant aussi que l'organe de conciliation saisi n'a pas délivré un acte de non-conciliation, il n'y a pas de possibilité de faire grève. Si une grève est faite pendant le processus de discussions et de négociations, pour faire pression sur les autorités, alors elle serait considérée comme illicite au sens de l'article 68 al. 2 LPers.

Ainsi, le nouvel article 68 est conforme à l'ordre constitutionnel supérieur (art. 27 Cst. fribourgeoise).

L'alinéa 3 mentionne que suite à la délivrance de l'acte de non-conciliation, l'organisation des travailleurs et travailleuses qui entend faire la grève doit en informer, par un préavis, les entités concernées par la grève. Celui-ci a notamment pour objet d'indiquer suffisamment tôt le jour, l'heure, le lieu de la grève, etc., afin que les mesures organisationnelles utiles puissent être mise en œuvre.

L'alinéa 4 précise que le personnel, qui fait la grève dans les conditions de l'alinéa 2, n'est pas rétribué. Cette disposition exclut en outre la compensation de l'absence pour raison de grève par des heures supplémentaires ou des vacances ou sous une autre forme.

L'alinéa 5 stipule que, si la grève est faite dans l'irrespect des conditions mentionnées à l'alinéa 2, le Conseil d'Etat prend les mesures appropriées. Le personnel viole ses devoirs de service, s'il effectue une grève illicite. Une infraction aux devoirs de service est sanctionnée selon les dispositions de la LPers (avertissement jusqu'au licenciement). En outre, en cas de grève illicite, le Conseil d'Etat peut interrompre ses relations avec l'association de personnel reconnue qui a incité à une grève illicite.

L'alinéa 6 est la base légale pour permettre l'instauration d'un service minimum. En effet, même si, selon les conditions mentionnées à l'alinéa 2, la grève est licite, il est nécessaire d'instaurer, dans la fonction publique, un service minimum, afin de garantir l'exécution des prestations indispensables à la population. L'alinéa 6 est la base légale qui donne la compétence au Conseil d'Etat de déterminer les secteurs d'activité

astreints au service minimum et de fixer les modalités de ce service minimum sur préavis de l'autorité d'engagement.

Les alinéas 7 et 8 sont les bases légales pour permettre l'interdiction de la grève pour certaines catégories de personnel. Si l'exercice des droits fondamentaux du personnel de l'Etat doit être soumis à des restrictions plus strictes que celles applicables aux employés du secteur privé, le principe de la légalité exige qu'elles soient contenues dans une loi formelle. Les alinéas 7 et 8 énumèrent donc les limitations des droits fondamentaux qui dépassent celles qui ont cours dans l'économie privée: il définit quels sont les droits fondamentaux qui peuvent être limités ou supprimés et quelles sont les conditions à respecter dans ce contexte.

Cela étant, l'alinéa 7 interdit d'emblée le droit de grève pour certaines catégories de personnel: les policiers et policières, les gardiens et gardiennes de prisons. Cette interdiction se justifie dès lors qu'il s'agit ici de fonctions régaliennes de l'Etat, dont le personnel accomplit des tâches essentielles, et pour lesquelles l'interruption de l'exercice pourrait porter un grave préjudice à la vie, à la santé et à la sécurité de la population, et cela même si un service minimum était mis en place dans ces institutions.

L'alinéa 8 offre la possibilité aux Directions et aux établissements d'élargir l'interdiction de la grève à certaines fonctions et catégories professionnelles si les circonstances le commandent. Les conditions dans lesquelles une Direction ou un établissement peut prendre cette mesure sont définies de manière restrictive. Elles sont soumises aux principes de la nécessité et de la proportionnalité. A titre d'exemple, cette interdiction est admise si elle s'avère nécessaire à la sauvegarde de la sécurité publique, de l'ordre, de la santé. En outre, l'interdiction sera fixée que pour une durée limitée, qui pourra être interrompue ou prolongée en fonction d'une nouvelle appréciation de la situation. Afin de donner la possibilité de réagir rapidement, la compétence est donnée aux Directions et aux établissements, pour ces derniers avec le préavis de la Direction de l'Etat dont ils dépendent, d'interdire le droit de grève.

Art. 68a (nouveau) Organe de conciliation et d'arbitrage

L'article 68 LPers, adapté au droit constitutionnel, oblige l'Etat à mettre sur pied un organe de conciliation, pour trancher les conflits collectifs de travail. Certes, il existe un organe de conciliation pour le secteur économique privé. Cela dit, un tel organe n'est pas adéquat pour le secteur public. Il est donc proposé d'instituer un organe de conciliation et d'arbitrage pour la fonction publique. Le modèle proposé s'inspire de la solution qui existe dans le canton de Vaud.

Al. 1

L'organe de conciliation et d'arbitrage est appelé à trancher des conflits collectifs de travail. En cas d'arbitrage, la décision est définitive. Dans le but de donner le plus de chance à la conciliation d'aboutir, cet organe est une autorité externe au pouvoir exécutif. Cet organe est donc nommé par le Tribunal cantonal. Il est composé de 3 membres, soit d'un Président ou d'une Présidente, qui est un-e juge cantonal-e, et d'un représentant ou une représentante de l'employeur et d'un représentant ou d'une représentante du personnel, ce qui constitue l'aspect paritaire de l'organe.

Al. 2

Le Tribunal cantonal désigne un-e juge cantonal-e pour en assurer la présidence. Le Conseil d'Etat propose le représentant ou la représentante de l'employeur et les associations de personnel reconnues celui ou celle du personnel.

Al. 3

Il s'agit également de nommer les suppléants ou suppléantes des membres de l'organe de conciliation. Leur désignation et leur nomination se fait au cours de la même procédure et selon le même mode.

Al. 4

Les représentants ou les représentantes de l'employeur seront la Délégation du Conseil d'Etat pour les questions de personnel (DCEQP), voire son Président ou sa Présidente, ou, suivant l'objet à traiter, une Direction, voire le Conseiller ou la Conseillère d'Etat en charge. Le personnel est représenté par les représentants ou les représentantes des associations de personnel reconnues. L'organe de conciliation tente une conciliation aussi longtemps qu'une solution amiable est envisageable. L'idée est de favoriser la paix du travail et que la grève ne soit admise qu'en tout dernier ressort. En cas d'échec, l'organe de conciliation délivre un acte de non-conciliation. Il faut préciser qu'une des conditions pour considérer qu'une grève soit licite, c'est d'avoir saisi l'organe de conciliation et que celui-ci ait délivré un acte de non-conciliation (cf., ci-dessus, art. 68 al. 2 let. c).

Al. 5

Avant de faire grève, les parties peuvent encore décider, d'un commun accord, au plus tard 10 jours après réception de l'acte de non-conciliation, de soumettre le différend à l'arbitrage des personnes désignées à l'alinéa 1^{er}. Cela signifie que ce sont les mêmes personnes membres de l'organe de conciliation qui feront l'arbitrage. La sentence arbitrale est définitive et obligatoire pour les parties.

Al. 6

Un règlement du Conseil d'Etat précisera les modalités de fonctionnement de l'organe de conciliation et d'arbitrage.

5.5. Dispositions relatives au calcul de la durée du droit au traitement (art. 48 al. 1 1^{re} phr. et 110 al. 1 LPers)

Article 48 al. 1 1^{re} phr. et article 110 al. 1

L'actuel article 48 al. 1 1^{re} phr. LPers parle de 360 jours, l'article 110 LPers mentionne 720 jours. L'article 4 de l'ordonnance du Conseil d'Etat du 16 septembre 2003 sur la garantie de la rémunération en cas de maladie et d'accident du personnel de l'Etat (RSF 122.72.18) mentionne les durées de 365 jours et 730 jours. En fait, les articles 48 al. 1 et 110 LPers mentionnaient les durées de 360 et 720 jours, car, au moment de leur adoption, il n'était pas encore exclu que l'Etat conclut une assurance perte de gain collective avec un assureur privé, lequel assurait des prestations pour une durée de 720 jours. En fin de compte, l'Etat a choisi le système de l'auto-assurance et une garantie de la rémunération sur 2 années civiles, en adoptant l'ordonnance précitée sur la garantie de la rémunération et en précisant, à l'article 4, les durées, soit 365 jours, dans un délai de 547 jours, pour une année et 730 jours pour deux années. Il est donc nécessaire d'adapter les durées mentionnées aux articles 48 al. 1 et 110 LPers.

6. Incidences financières et en personnel

Les modifications légales n'entraînent pas de conséquences financières et en personnel.

Les modifications légales sur le casier judiciaire spécial n'entraînent pas de nouvelles dépenses puisque l'émolument (s'élevant à 20 francs) sera payé par le postulant ou la postulante qui demande un extrait de son casier judiciaire. La mesure ne s'applique pas aux personnes déjà engagées à l'Etat, sauf en cas de changement de poste ou du cahier des charges.

La modification légale concernant le droit de grève a pour conséquence financière minimale le paiement d'indemnités aux membres de l'organe de conciliation et d'arbitrage.

7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

S'agissant de la modification légale relative au casier judiciaire spécial, l'obligation d'exiger un extrait spécial du casier judiciaire constitue un frein à la réinsertion professionnelle des personnes ayant fait l'objet d'une condamnation judiciaire. Cette mesure porte atteinte en particulier à la liberté économique et à la liberté personnelle (droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale et les textes internationaux). Cependant, les droits fondamentaux peuvent être restreints lorsque cette restriction repose sur une base légale, qu'elle répond à un intérêt public prépondérant, qu'elle est conforme au principe de proportionnalité et que l'essence des droits fondamentaux est préservée (art. 36 Cst.). En l'occurrence, le droit des mineur-e-s à une protection particulière

de leur intégrité (art. 11 Cst.) constitue une limite à la liberté économique et à la liberté personnelle. En d'autres termes, il est possible de porter atteinte aux droits fondamentaux de tiers pour protéger les mineur-e-s.

Les modifications légales concernant le droit de grève sont parfaitement conformes au droit constitutionnel.

En fin de compte, toutes les modifications proposées sont conformes au droit constitutionnel, au droit fédéral et ne posent pas de problèmes par rapport à la conformité au droit européen.

8. Soumission au référendum

Le présent projet est soumis au référendum législatif facultatif.

9. Conclusion

Nous vous invitons dès lors à adopter le présent projet de modification de la LPers, de la LS et de la LStE.

Annexe:

—

Liste provisoire des fonctions à risques

Annexe

Liste provisoire des fonctions «à risques»

(mise à jour le 06.06.2017)

Remarques préalables:

- 1) La liste provisoire des fonctions considérées comme étant «à risques» est distribuée à titre d'information. Elle sera adoptée par le Conseil d'Etat par voie de directive.
- 2) Le personnel déjà soumis à l'obligation de fournir un extrait du casier judiciaire lors d'un nouvel engagement, ainsi que le personnel de la justice et le personnel exerçant une activité d'intendance, ne figurent pas sur la présente liste (exclus de l'obligation de contrôle).
- 3) La présente liste n'est pas exhaustive; les Directions et établissements ont la possibilité d'étendre le contrôle à l'engagement à d'autres fonctions non répertoriées ci-dessous.

1. Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS)

Formateur/trice en entreprise
Enseignant/e (niveau primaire, secondaire et secondaire supérieur)
Enseignant/e de classe spéciale et de soutien
Enseignant/e de classe de soutien de CO
Enseignant/e de branches spéciales
Travailleur/euse social-e
Médiateur/trice
Inspecteur/trice
Directeur/trice école du CO
Directeur/trice d'une école du degré secondaire supérieur
Administrateur/trice d'école du degré secondaire supérieur
Adjoint/e du/de la directeur/trice école du CO
Adjoint/adjointe du/de la responsable d'établissement
Doyen/ne
Doyen/ne EP
Proviseur-e
Recteur/trice
Préparateur dans les collèges
Responsable d'établissement primaire
Conseiller/ère pédagogique
Conseiller/ère en orientation
Directeur/trice et professeur-e du Conservatoire
Educateur/trice spécialisé-e

1.1. Université

Formateur/trice en entreprise
Responsable des jeunes en stage d'orientation professionnelle (âge: 13–16 ans/durée du stage 1–3 jours)

2. Direction de la sécurité et de la justice (DSJ)

Formateur/trice en entreprise

2.1. Service de la justice (SJ)

Médiateur/trice du bureau de la médiation pénale pour mineurs
Intervenant/e en protection de l'enfant

3. Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF)

Formateur/trice en entreprise

3.1. Institut agricole de l'Etat de Fribourg (IAG)

Enseignant/e
Collaborateur/trice scientifique
Collaborateur/trice administratif/administrative
Ouvrier/ère qualifié-e
Surveillant/e de nuit
Responsable de stage longue durée
Maître/sse de pratique
Conseiller/ère en économie familiale
Directeur/trice école ménagère agricole
Chef/fe d'atelier
Chef/fe de la culture maraîchère
Chef d'exploitation
Chef/fe de station
Collaborateur/trice technique supérieur

4. Direction de l'économie et de l'emploi (DEE)

Formateur/formatrice en entreprise

4.1. Service de la formation professionnelle (SFP)

Maître/sse professionnel-le
Case manager

4.2. Service de la mobilité

Conseiller/ère en personnel des jeunes

5. Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS)

Formateur/trice en entreprise

5.1. Service du médecin cantonal (SMC)

Formateur/trice en santé sexuelle
Conseiller/ère en planning familial

5.2. Service dentaire scolaire (SDS)

Dentiste, orthodontiste
Assistant-e dentaire
Prophylaxiste

5.3. Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)

Intervenant/e en protection de l'enfance
Psychologue LAVI
Chef-fe de secteur et chef-fe de secteur adjoint

5.4. Hôpital fribourgeois (HFR)

Formateur/trice en entreprise
Infirmier/ère en pédiatrie
Sage-femme
Nurse
Psychologue en pédiatrie
Médecin assistant-e en pédiatrie
Médecin pédiatrie
ASSC en pédiatrie
Aide-soignant/e en pédiatrie
Assistant/e médicale en pédiatrie
Auxiliaire de soins en pédiatrie
Personnel du service du transport des patients

Personnel médico-technique:

- > Diététicien/ne
- > Physiothérapeute
- > Ergothérapeute
- > Technicien/ne en radiologie

5.5. Réseau fribourgeois de soins en santé mentale (RFSM)

Médecins du secteur de la pédopsychiatrie:

- > Médecin directeur
- > Médecin adjoint/e
- > Médecin chef-fe de clinique
- > Médecin assistant/e
- > Médecin stagiaire

Psychologue du secteur de la pédopsychiatrie:

- > Responsable du service de psychologie
- > Psychologue
- > Stagiaire psychologue (pré-master)
- > Psychologue stagiaire (post-master)

Infirmier/ère du secteur de la pédopsychiatrie:

- > Directeur/trice des soins et son adjoint/e
- > ICUS
- > ICUS adjoint/e
- > Infirmier/ère
- > Éducateur/trice spécialisé-e

Thérapeute spécialisé-e du secteur de la pédopsychiatrie:

- > Responsable du service
- > Art-thérapeute
- > Psychomotricien/ne
- > Musicothérapeute
- > animateur/trice
- > Ergothérapeute
- > Stagiaire en formation

Assistant/e social-e

- > Stagiaire du service social

Enseignant/e

Aumônier/ère

Transporteur de patients

Diététicien/ne

6. Direction des finances (DFIN)

Formateur/trice en entreprise

Responsable des jeunes pour les travaux d'archivage/logistique

7. Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC)

Formateur/trice en entreprise

7.1. Service des bâtiments (SBat)

Responsable des jeunes pour les travaux de nettoyage d'été

7.2. Service des constructions et de l'aménagement (SeCA)

Responsable des jeunes pour les travaux de nettoyage d'été



Botschaft 2016-DFIN-16

11. September 2017

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (Sonderprivatauszug aus dem Strafregister und Streikrecht)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1), des Gesetzes vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SchG; SGF 411.0.1) und des Gesetzes vom 9. Juni 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (SGF 835.1; FBG). Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|---|-----------|
| 1. Einleitung | 14 |
| 2. Sonderprivatauszug | 15 |
| 2.1. Beschreibung der Massnahme | 15 |
| 2.2. Tätigkeiten mit regelmässigem Kontakt zu Minderjährigen | 15 |
| 2.3. Ältere Menschen und Menschen mit Behinderung | 16 |
| 2.4. Weitere als risikobehaftet geltende Funktionen | 17 |
| 3. Strafregisterauszug in der familienexternen Tagesbetreuung | 17 |
| 3.1. Geltendes Dispositiv | 17 |
| 3.2. Erwartungen der Partner | 17 |
| 4. Streik | 17 |
| 5. Kommentar der Bestimmungen | 18 |
| 5.1. Sonderprivatauszug | 18 |
| 5.2. Gesetz über die obligatorische Schule (SchG; SGF 411.0.1) | 19 |
| 5.3. Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG; SGF 835.1) | 19 |
| 5.4. Streikrecht | 19 |
| 5.5. Bestimmungen zur Berechnung der Dauer des Gehaltsanspruchs (Art. 48 Abs. 1 erster Satz und 110 Abs. 1 StPG) | 22 |
| 6. Finanzielle und personelle Auswirkungen | 22 |
| 7. Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität | 22 |
| 8. Referendumpflicht | 22 |
| 9. Fazit | 22 |

1. Einleitung

Mit einer am 3. Juli 2014 eingereichten Motion (2014-GC-123) verlangten die Grossräte Nicolas Kolly und Albert Lambelet, im Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1) die Pflicht einzuführen, einen erweiterten Strafregisterauszug von Personen einzuholen, die beim Staat für eine Tätigkeit angestellt werden sollen, die einen regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen umfasst.

Sie beziehen sich auf den am 1. Januar 2015 in Kraft getretenen Artikel 371a des Strafgesetzbuchs (StGB), wonach mit dem «Sonderprivatauszug» ein spezieller Strafregisterauszug eingeführt wurde, anhand dessen die Arbeitgeber abklären können, ob ein Tätigkeitsverbot (berufliche oder nicht berufliche Tätigkeit) gegen eine Bewerberin oder einen Bewerber ausgesprochen wurde, die oder der beim Staat für eine Tätigkeit angestellt werden soll, die einen regelmässigen Kontakt

mit Minderjährigen umfasst. Die Motionäre sind der Auffassung, dass mit dieser Strafgesetzbuchänderung die Minderjährigen besser vor Pädokriminalität geschützt werden können.

In seiner Antwort vom 25. November 2014 empfahl der Staatsrat dem Grossen Rat die Annahme dieser Motion mit der Begründung, dass alle Vorsichtsmassnahmen getroffen werden müssen, um zu verhindern, dass Personen, die eine Straftat gegen Minderjährige begangen haben, beim Staat in Funktionen angestellt werden, die einen regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen umfassen. Der Grosse Rat hat diese Motion in seiner Sitzung vom 18. Dezember 2014 mit 73 Ja-Stimmen und einer Enthaltung angenommen.

Das StPG wurde auch bezüglich des Streikrechts geändert. Ein allgemeines Streikverbot, wie dies Artikel 68 StPG vorsieht, lässt sich nicht mehr rechtfertigen und aufrechterhalten (s. Antwort vom 30. Juni 2015 auf die Anfrage der Grossräte Xavier Ganioz und Hugo Raemy zum Streikrecht (2015-CE-129)).

Mit einer am 19. Dezember 2014 begründeten Motion (2014-GC-212) verlangten die Grossrätinnen Susanne Aebischer und Antoinette Badoud, dass im Gesetz vom 9. Juni 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG) eine Gesetzesgrundlage eingeführt wird, dank der die Aufsichtsbehörden alle erforderlichen polizeilichen Auskünfte zur Überprüfung der persönlichen Eignung und des Charakters der Betreuungspersonen einholen und Nachforschungen zu den Personen, die in der Betreuungsstätte wohnen und somit Kontakt zu den betreuten Kindern aufnehmen können, anstellen dürfen.

Der Staatsrat schlug folgende Aufteilung der Motion vor: Er war damit einverstanden, das FBG dahingehend zu ändern, dass das Personal von familienergänzenden Betreuungseinrichtungen und die Tagesfamilien im Anstellungsverfahren einen Strafregisterauszug im Sinne von Artikel 371 StGB und ein ärztliches Zeugnis vorlegen müssen. Er lehnte aber die Verpflichtung zur Vorlage eines Auszugs aus laufenden Strafverfahren ab, und zwar aus Gründen der Legalität und Praktikabilität, aber auch zur Vermeidung administrativer Umtriebe, die in keinem Verhältnis zum angestrebten Zweck stünden. Am 6. Oktober 2016 folgte der Grosse Rat dem Antrag des Staatsrats und erklärte den Teil der Motion bezüglich Vorlage eines Strafregisterauszugs und eines ärztlichen Zeugnisses erheblich, lehnte aber alles darüber Hin ausgehende ab.

Dieser Entwurf leistet den zwei genannten Motionen Folge. Aufgrund ihrer thematischen Nähe wurden die jeweils erforderlichen Änderungen in einem einzigen Änderungserlass zusammengefasst.

2. Sonderprivatauszug

2.1. Beschreibung der Massnahme

Seit dem 1. Januar 2015 kann beim Bundesamt für Justiz neben dem bisherigen «ordentlichen» Strafregisterauszug (Privatauszug) ein Sonderprivatauszug bestellt werden. Den Sonderprivatauszug kann nur bestellen, wer sich für eine berufliche Tätigkeit mit regelmässigem Kontakt zu Minderjährigen oder zu anderen besonders schutzbedürftigen Personen bewirbt oder bereits eine solche Tätigkeit ausübt. Diese Person muss deshalb mit der Bestellung des Sonderprivatauszugs ein vom künftigen Arbeitgeber ausgefülltes und unterzeichnetes Formular einreichen, in dem dieser angibt, auf welche Funktion sich die Antrag stellende Person bewirbt (S. Art. 371a Abs. 2 StGB). Der Sonderprivatauszug hat den Vorteil, dass Bewerber/innen gegenüber ihrem Arbeitgeber nicht ihr ganzes strafrechtliches Vorleben offenlegen müssen, wenn dieses mit der gewünschten Tätigkeit in keinem Zusammenhang steht (z. B. Vorstrafen wegen Verkehrsdelikten oder Ladendiebstahl), sondern ausschliesslich allfällige Verbote, die mit Tätigkeiten mit regelmässigem Kontakt zu Minderjährigen inkompatibel sind. Gegenwärtig schreibt keine eidgenössische Bestimmung dem Arbeitgeber die Kontrolle des Sonderprivatauszugs der oder des künftigen Mitarbeitenden vor.

2.2. Tätigkeiten mit regelmässigem Kontakt zu Minderjährigen

Es geht um die Bestimmung, welches die Tätigkeiten mit Kontakt zu Minderjährigen sind. Der Begriff «Kontakt» ist weit gefasst und lässt einen erheblichen Ermessensspielraum, und er gibt keinerlei Auskunft über Häufigkeit, Dauer oder Intensität des Kontakts.

Die Direktionen des Staates und die Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit wurden im März 2015 angehört und konnten ihre Stellungnahme abgeben zur Frage, wie diese neue Pflicht der Anstellungsbehörden umgesetzt werden soll. Eine Mehrheit sprach sich für eine Beschränkung der betroffenen Funktionen aus, damit der administrative Mehraufwand in einem vernünftigen Rahmen gehalten werden kann. Sie haben auch eine erste Bestandesaufnahme der «risikobehafteten» Funktionen gemacht. Die entsprechende Liste findet sich im Anhang zu dieser Botschaft.

a) Definition der «risikobehafteten» Funktionen

Der Staatsrat schlägt vor, sich vom Begriff «Tätigkeiten mit regelmässigem Kontakt zu Minderjährigen», wie er auf Bundesebene definiert ist (s. Art. 25e VOSTRA-Verordnung, SR 331), zu distanzieren, da dieser Begriff sehr weit gefasst und auslegungsbedürftig ist. So fallen unter diesen Begriff auch Funktionen, in denen es kaum Berührungspunkte mit Minderjährigen gibt. Für den Staatsrat muss die ins StPG ein-

zuführende Kontrollpflicht in einem vernünftigen Verhältnis zu den davon betroffenen Funktionen stehen, da sonst die administrative Arbeit der Anstellungsbehörden unnötig und nicht zielführend erschwert wird.

Der Staatsrat schlägt folgende Definition vor:

Von der Massnahme betroffen sind die Funktionen, die die folgenden kumulativen Voraussetzungen erfüllen:

- a) Sie werden direkt gegenüber Minderjährigen ausgeübt.

Es handelt sich um Tätigkeiten, die sich unabdingbar direkt an Minderjährige adressieren und zwingend mit oder an ihnen ausgeführt werden (Tätigkeiten in Schulen, Heimen, Internaten, Pädiatrieabteilungen, in der Schulzahnpflege usw.), sofern eine enge Beziehung mit den Minderjährigen aufgebaut werden kann (s. unten). Der Kontakt muss für die Ausübung der Tätigkeiten unabdingbar sein.

- b) sie setzen ein Vertrauensverhältnis, ein Abhängigkeitsverhältnis oder ein Unterordnungsverhältnis zwischen der erwachsenen und der minderjährigen Person voraus

Bei der Tätigkeit muss es möglich sein, eine enge Beziehung zwischen der erwachsenen und der minderjährigen Person aufzubauen. Das gilt für die Tätigkeiten als Lehrer/in, Schuldirektor/in, Mediator/in, Sozialpädagoge/-pädagogin, Sozialarbeiter/in, Berufsbildner/in, Mitarbeiter/in des FSD, Polizist/innen usw. Für Kontakte mit Minderjährigen, die ein Vertrauens-, Abhängigkeits- oder Unterordnungsverhältnis schaffen, braucht es umfassendere Schutzgarantien.

b) Besonderheiten gewisser Anstellungsverträge

Bei der Konsultation der Direktionen und Anstalten wurde der Schwerpunkt darauf gelegt, dass die Umsetzung dieser Massnahme bei gewissen Anstellungsverfahren Probleme bereiten könnte. Für diese Fälle werden folgende Lösungen vorgeschlagen:

- > Arbeitsverträge für eine sehr kurze Anstellungsdauer
Arbeitsverträge für eine sehr kurze Anstellungsdauer betreffen hauptsächlich die EKSD. Dabei geht es oft darum – rasch und für kurze Zeit – eine Vertretung für eine abwesende Lehrperson zu finden. In Anbetracht der Zahl der jedes Jahr angestellten Lehrpersonen und Vertretungen sind nur diejenigen Personen verpflichtet, einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister vorzulegen, die mit einem schriftlichen Arbeitsvertrag (ab einer Anstellungsdauer von drei Monaten) beim Staat angestellt sind. Die Anstellungsbehörde kann für die anderen

Personen jedoch einen solchen Auszug verlangen. So können die Anstellungsbehörden einen akzeptablen Dienstbetrieb gewährleisten.

- > Wiederholte Anstellung mit befristetem Vertrag
Wird wiederholt ein befristeter Vertrag abgeschlossen, müsste die betroffene Mitarbeiterin oder der betroffene Mitarbeiter bei jeder Vertragserneuerung einen neuen Sonderprivatauszug vorlegen. Damit dies nicht zu aufwändig wird, soll hier nur eine einmalige Kontrolle bei der ersten Anstellung vorgenommen werden, sofern die befristeten Verträge nahtlos ineinander übergehen. Dies ist aus Gründen der Gleichbehandlung mit den unbefristet angestellten Mitarbeitenden, die ihren Strafregisterauszug nur einmal zu Beginn ihrer Anstellung vorlegen müssen, gerechtfertigt. Falls die befristeten Verträge jedoch nicht nahtlos aufeinander folgen, ist eine Kontrolle pro Jahr vorgesehen.
- > Personal von Justiz und Polizei
Die Mitarbeitenden von Justiz und Polizei werden grundsätzlich von der Massnahme ausgenommen, da ihr Kontakt mit Minderjährigen sehr formalisiert abläuft (Anhörung/Verhöre in Anwesenheit Dritter, vorläufige Festnahme in Raum mit Videoüberwachung usw.) und in den meisten Fällen bereits bei der Anstellung ein Strafregisterauszug vorgelegt werden muss (Polizistinnen und Polizisten sowie die Mitglieder des Kantonsgerichts).
- > Hauswirtschaftliche Tätigkeiten
Hauswirtschaftstätigkeiten (Hauswart/in, Sekretär/in, Personal der Schulkantine, Reinigungspersonal) in Einrichtungen für Kinder fallen nicht unter die Massnahme, da es dafür grundsätzlich keinen regelmässigen Kontakt zu Minderjährigen braucht und keine enge Beziehung zu Minderjährigen impliziert wird.

2.3. Ältere Menschen und Menschen mit Behinderung

Im Vernehmlassungsverfahren kam deutlich zum Ausdruck, dass nicht nur Minderjährige, sondern auch Menschen mit Behinderung und ältere Menschen geschützt werden sollen, und der Staatsrat war es somit ein Anliegen, diese Massnahme auch auf die Neuanstellungen in Alters- und Pflegeheimen sowie Sondereinrichtungen für Menschen mit Behinderung auszudehnen. Da das StPG für diese Einrichtungen jedoch nicht unmittelbar anwendbar ist, wurde beschlossen, diese Massnahme in die Voraussetzungen für eine Betriebsbewilligung (die alle Einrichtungen im Gesundheitswesen brauchen) aufzunehmen. Indem hier die Kontrollpflicht bei der Anstellung in die Betriebsbewilligung und nicht ins StPG aufgenommen wird, wird ausserdem die Gleichbehandlung der Einrichtungen, die ihr Personal dem StPG unterstellen,

und derjenigen, die dies nicht tun, gewährleistet. Die diesbezüglichen gesetzgeberischen Arbeiten sind im Gang. Die Direktion, die für die Erteilung der Betriebsbewilligung zuständig ist, wird die Liste der in diesen Einrichtungen betroffenen Funktionen erstellen.

2.4. Weitere als risikobehaftet geltende Funktionen

Um der Vielfalt an Berufen bei den Direktionen und Anstalten des Staates Rechnung zu tragen, können die Anstellungsbehörden die Kontrolle bei der Anstellung auch auf andere als risikobehaftet geltende Funktionen ausdehnen.

3. Strafregisterauszug in der familienexternen Tagesbetreuung

Die Motion Aebischer/Badoud (2014-GC-212) verlangt, dass im FBG eine Gesetzesgrundlage eingeführt wird, dank der die Aufsichtsbehörden (Jugendamt [JA] und beauftragte Vereine) alle erforderlichen polizeilichen Auskünfte zur Überprüfung der persönlichen Eignung und des Charakters der Betreuungspersonen einholen dürfen, und zwar für Krippenleitung und Erziehungspersonal.

Diese Motion verfolgt ein ähnliches Ziel wie die Motion Kolly/Lambelet (2014-GC-123). Das zentrale Anliegen, das heisst der Schutz Minderjähriger, sowie das entsprechende Vorgehen, also die Vorlage eines Strafregisterauszugs, bleiben sich also gleich, weshalb diese beiden kohärenten Belange miteinander verknüpft bleiben sollten.

3.1. Geltendes Dispositiv

Mit der Behandlung der Motion Aebischer/Badoud konnte eine gute Gesamtbilanz über die Aufsicht über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen gezogen werden, was vom Grossen Rat bei der Beratung über die Erheblichkeitsklärung positiv hervorgehoben wurde.

Im Wesentlichen konnten in der Antwort auf die Motion die folgenden, zum Zeitpunkt der Einreichung der Motion bereits geltenden Praktiken dargelegt werden:

- > Für eine Betriebsbewilligung müssen Krippen, Horte und ausserschulische Betreuungseinrichtungen bereits einen Strafregisterauszug und ein ärztliches Zeugnis der verantwortlichen Person vorweisen können. Es obliegt der Krippe oder dem Hort, diese Dokumente auch von allen anderen Mitarbeitenden einzufordern.
- > Bei den Tagesfamilien ist zwischen einem Verein angegliederten Tageseltern und so genannten selbstständigen Tageseltern zu unterscheiden: Erstere müssen sich beim Verein anmelden und werden von diesem beaufsichtigt; Zweitere melden sich direkt beim JA an und müssen

heute schon einen Strafregisterauszug und ein ärztliches Zeugnis einreichen.

Der Staatsrat sprach sich demnach für den Vorschlag aus, die Vorlage eines Strafregisterauszugs für alle zur Pflicht zu machen und eine entsprechende kantonale Gesetzesgrundlage vorzusehen.

Ausser dem Strafregisterauszug verlangt die Motion Aebischer/Badoud auch eine Gesetzesgrundlage für einen medizinischen Fragebogen bei der Personalanstellung. Im Kanton Freiburg wird bereits ein medizinischer Fragebogen verwendet, mit relativ offenen Fragen, wodurch die Ärztin oder der Arzt mehr Verantwortung hat und somit auch die Möglichkeit bekommt, sich zu Besonderheiten zu äussern, die auf einem Standard-Formular nicht vorkommen. Der Staatsrat befürwortet für die Einführung einer gesetzlichen Grundlage für dieses ärztliche Zeugnis.

3.2. Erwartungen der Partner

Bei der Prüfung und Vorbereitung der Antwort auf die Motion Aebischer/Badoud konsultierte die Direktion für Gesundheit und Soziales die hauptsächlichen externen Partner, nämlich den Freiburger Gemeindeverband, den Verband der ausserschulischen Betreuungseinrichtungen des Kantons Freiburg, den Freiburger Krippenverband und den Verband Freiburgerischer Tagesfamilien und auch die Kantonspolizei und bat sie um Stellungnahme zur Motion. Ausserdem wurden auch bei anderen lateinischen Kantonen Erkundigungen über bewährte Vorgehensweisen eingeholt.

Der Staatsrat konnte bereits in seiner Antwort vom 23. August 2016 auf die Motion die verschiedenen Stellungnahmen dieser Partner bekanntgeben. So wünschte etwa der Verband der ausserschulischen Betreuungseinrichtungen des Kantons Freiburg, dass für die Angestellten von Betreuungseinrichtungen die gleichen Bestimmungen gelten wie für das Staatspersonal, und der Verband Freiburgerischer Tagesfamilien wollte nicht die Möglichkeit erhalten, auf heikle Polizeidaten zuzugreifen, sondern lediglich einen positiven oder negativen Vorbescheid in Bezug auf die Anstellung einer Person bekommen, wobei dieser von einer noch zu bestimmenden Einrichtung abgegeben werden soll. Der Freiburger Gemeindeverband ist der Ansicht, dass die Person, die sich um eine Stelle in einer Betreuungseinrichtung bewirbt, den Auszug aus dem Strafregister einreichen und auch für die damit verbundenen Kosten aufkommen soll. In Anbetracht der verschiedenen Stellungnahmen entschied sich der Staatsrat für die obenerwähnte Lösung.

4. Streik

Die neuen Bestimmungen über das Streikrecht tragen den Vorgaben der Freiburger Kantonsverfassung und der Bun-

desverfassung Rechnung. Es wird ein Schlichtungs- und Schiedsorgan zur Regelung der Konflikte eingeführt. Weiter wird in denjenigen Sektoren, in denen die für die Bevölkerung unerlässlichen Dienstleistungen durch eine Arbeitsniederlegung direkt oder indirekt gefährdet werden könnten, ein Minimalbetrieb gewährleistet. Wie in anderen kantonalen Gesetzgebungen und gemäss Bundes- und Kantonsverfassung soll für einige Funktionen (Polizei, Gefängnisse) ein Streikverbot eingeführt werden.

5. Kommentar der Bestimmungen

5.1. Sonderprivatauszug

Art. 26 Abs. 3^{bis}

Personen, die geschützt werden müssen: Minderjährige.

Personen, die kontrolliert werden müssen: Bewerber/innen für Stellen mit direktem Kontakt mit Minderjährigen sowie einem Vertrauens-, Unterordnungs- oder Abhängigkeitsverhältnis. **Bereits angestellte Mitarbeitende sind von dieser Massnahme nicht betroffen, ausser sie wechseln die Stelle oder Funktion oder ihr Pflichtenheft ändert sich.** Ausländische Personen, die ihren Wohnsitz nicht oder erst seit kurzem in der Schweiz haben, müssen ein gleichwertiges Dokument ihres Heimat- oder Herkunftsstaates vorlegen, denn die Schweizer Behörden können keine Auskunft über deren Vorstrafen geben.

Anstellungsverfahren: Nachdem sich die Anstellungsbehörde für eine Bewerberin oder einen Bewerber entschieden hat, muss sie eine «Arbeitgeberbestätigung» unterzeichnen, mit der sie bescheinigt, dass sich diese Person bei ihr um eine berufliche Tätigkeit bewirbt, die einen regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen umfasst (zwingende Voraussetzung für die Ausstellung eines Sonderprivatauszugs) und die Bestätigung der Bewerberin oder dem Bewerber zustellen. Der Bewerberin oder dem Bewerber wird eine kurze Frist zur Beibringung des Sonderprivatauszugs anberaunt. Damit sich das Anstellungsverfahren nicht verzögert, soll die ausgewählte Bewerberin oder der ausgewählte Bewerber das Amt direkt antreten, sofern die Stelle sofort besetzt werden soll, und den Sonderprivatauszug später abliefern. Eine Weigerung, den Sonderprivatauszug vorzulegen, oder wenn darin ein mit der Funktion nicht vereinbares Vergehen aufgeführt ist, hat zur Folge, dass das Anstellungsverfahren sofort gestoppt oder das Dienstverhältnis sofort gekündigt wird. Zur Gewährleistung des Datenschutzes sollen organisatorische und technische Massnahmen getroffen werden, damit vertrauliche und sensible Daten aus dem Sonderauszug nur von einem begrenzten Kreis von Personen eingesehen werden können, die über die Anstellung der Bewerberin oder des Bewerbers entscheiden,

Es ist nicht vorgesehen, dass die Anstellungsbehörden während des Anstellungsverfahrens polizeiliche Auskünfte über laufende Strafverfahren gegen die entsprechenden Personen einholen (s. Antwort des Staatsrats vom 23. August 2016 auf die Motion Aebischer/Badoud Mehr Sicherheit für Kinder in familienergänzenden Betreuungseinrichtungen im Kanton Freiburg).

Dieser Absatz überträgt dem Staatsrat die Kompetenz, in einer Richtlinie zu bestimmen, für welche Funktionen diese Kontrollpflicht besteht.

Art. 26 Abs. 3^{ter}

Um der Vielfalt an Berufen bei den Direktionen und Anstalten des Staates Rechnung zu tragen, können die Anstellungsbehörden die Kontrolle bei der Anstellung auch auf andere als risikobehaftet geltende Funktionen (die nicht in der Liste im Anhang verzeichnet sind) ausdehnen.

Art. 26 Abs. 3^{quater}

Obwohl mit der Kontrolle des Sonderprivatauszugs Minderjährige besser geschützt werden können und sie somit zu begrüssen ist, ist sie in den ersten Jahren leider nicht sehr effizient. Die Sonderprivatauszüge sind heute nämlich meistens leer, da von den Strafgerichtsbehörden vor 2015 kaum Verbote zur Ausübung von Berufen mit Kontakt zu Minderjährigen ausgesprochen worden sind. So hat etwa die Freiburger Justiz gemäss Auskunft der Staatsanwaltschaft zwischen 2004 und 2014 ein einziges solches Verbot ausgesprochen.

Dafür gibt es folgenden Grund: Vor 2015 (vor Inkrafttreten der Änderung des Strafgesetzbuchs) konnte der Strafrichter ein Berufsverbot nur verhängen, wenn die Tat in Ausübung des Berufs begangen worden war. So konnte etwa bei sexuellen Übergriffen einer Lehrperson im schulischen Umfeld (beruflicher Kontext) ein Berufsverbot gegen sie verhängt werden, nicht aber wenn die sexuellen Übergriffe derselben Person zu Hause gegen die eigenen Kinder stattfanden (privater Rahmen). Übergriffe auf Minderjährige, die vor 2015 im privaten Rahmen erfolgten (was bei sexuellen Übergriffen mehrheitlich der Fall ist), sind im Sonderprivatauszug nicht aufgeführt. Sie sind hingegen im ordentlichen Strafregisterauszug enthalten. Ab 2015 weitet das Strafgesetzbuch die Möglichkeit zur Verhängung eines Tätigkeitsverbots auf die Fälle aus, in denen das Delikt nicht in Ausübung der beruflichen Tätigkeit begangen wurde. Künftig dürften bestimmte Sexualstraftaten gegen Minderjährige (bei Wiederholungsgefahr) fast automatisch zur Verhängung eines Tätigkeitsverbots führen, das im Sonderprivatauszug aufgeführt ist. Mit den Jahren wird der Sonderprivatauszug immer umfassender über Vorstrafen wegen Sexualdelikten gegen Minderjährige Auskunft geben und für den Arbeitgeber Staat an Zuverlässigkeit gewinnen.

Aus diesen Gründen befürwortet der Staatsrat eine Übergangsbestimmung. Während zehn Jahren, das heisst bis 31. Dezember 2026 müssen Bewerber/innen für eine Stelle mit Kontakt zu Minderjährigen zusätzlich zum Sonderprivatauszug auch einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen. Mit dieser Übergangslösung kann das angestrebte Ziel, nämlich der Schutz von Minderjährigen, gleich ab Inkrafttreten der neuen Massnahme erreicht werden.

In der Übergangsperiode wird zusätzlich zum Sonderprivatauszug immer auch der ordentliche Strafregisterauszug verlangt. Fakt ist also, dass die Anstellungsbehörden dadurch Kenntnis von Delikten haben werden, die in keinem Zusammenhang mit der Funktion stehen, für die sich die betreffende Person bewirbt. Juristisch ist es nicht zulässig, von einer Anstellung abzusehen wegen eines Delikts, das nichts mit der Funktion zu tun hat (Diskriminierung bei der Einstellung). Nur Straftaten, die zu einem Verbot zur Ausübung von Berufen mit Kontakt zu Minderjährigen führen (sexueller Missbrauch) sowie Fälle von Misshandlungen können die Verweigerung einer Anstellung rechtfertigen. Die rechtsgleiche Behandlung der Bewerber/innen gebietet es, dass Vorstrafen in der Übergangsperiode nach den gleichen Kriterien geprüft werden wie danach, wenn die Anstellungsbehörde nicht mehr von allen Vorstrafen Kenntnis hat.

5.2. Gesetz über die obligatorische Schule (SchG; SGF 411.0.1)

Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) setzte sich im Rahmen der Teilrevision des StPG dafür ein, dass die Kontrolle bei der Anstellung ebenfalls für gewisse Funktionen gelten sollte, die einen Bezug zur Schule haben, aber nicht der EKSD unterstellt sind. Das Gesetz über die obligatorische Schule muss dementsprechend angepasst werden.

Art. 23 Abs. 2

Die Freiburger Kantonsverfassung verleiht den anerkannten Kirchen und Religionsgemeinschaften das Recht, im Rahmen der obligatorischen Schulzeit Religionsunterricht zu erteilen (Art. 64 Abs. 4 KV). In der römisch-katholischen Kirche sind die Pfarreien für die Personen zuständig, die auf der Primarstufe Religionsunterricht erteilen, und diese sind nicht dem StPG unterstellt. Die Personen, die in der Orientierungsschule Religionsunterricht erteilen, sind hingegen vom Staat angestellt und unterstehen der Personalgesetzgebung. In der evangelisch-reformierten Kirche unterstehen sowohl für die Personen, die Religionsunterricht auf der Primarstufe als auch die Personen, die Religionsunterricht in der Orientierungsschule erteilen, den Kirchgemeinden und sind somit nicht der Personalgesetzgebung unterstellt. Damit alle gleich behandelt werden, muss bei ihrer Anstellung durch die anerkannten Kirchen die Vorlage eines Sonderprivatauszugs aus dem Strafregister verlangt werden.

Art. 57 Abs. 2^{bis} (neu)

Die Gemeinden stellen neben verschiedenen Therapeutinnen und Therapeuten in den Bereichen Logopädie, Psychologie, Psychomotorik (s. Art. 63 SchG), für die ein Sonderprivatauszug aus dem Strafregister erforderlich ist, zahlreiche weitere Personen an, die im schulischen Umfeld aktiv sind. So etwa administratives und technisches Personal (Administration, Sekretariat, Hausdienst usw.), Personal der Schulbibliotheken, Personal für Schultransporte, Pflegepersonal, Lehr- und Erziehungspersonal. Es sei daran erinnert, dass die Gemeinden für all diese Personen sowie auch für die Personen, die die ausserschulischen Aktivitäten betreuen, einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister verlangen können.

Art. 63 Abs. 2

Die EKSD ist nicht Arbeitgeberin aber Aufsichtsbehörde der Therapeutinnen und Therapeuten, die in den Bereichen Logopädie, Psychologie und Psychomotorik tätig sind. Und also solche will sie einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister verlangen, wenn Therapeutinnen und Therapeuten von den Gemeinden angestellt werden.

5.3. Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG; SGF 835.1)

Art. 7a FBG Anstellung des Personals

Diese Bestimmung führt die Pflicht zur Vorlage eines Strafregisterauszugs und eines ärztlichen Zeugnisses ein. Sie gilt namentlich bei der Anstellung in einer Krippe, beim Anschluss von Tageseltern bei einem Tageselternverein oder bei der Meldung keinem Verein angeschlossener Tageseltern beim JA. Wie nach StPG sind die Unterlagen dem Arbeitgeber zuzustellen beziehungsweise dem JA im Fall keinem Verein angeschlossener Tageseltern.

5.4. Streikrecht

Art. 68 Arbeitsfrieden und Streik

Absatz 1 stellt in Übereinstimmung mit der Freiburger Kantonsverfassung und der Bundesverfassung die Wahrung des Arbeitsfriedens durch das Personal, aber auch durch den Staat in den Vordergrund. Sowohl im öffentlichen wie im privaten Sektor ist der für Personalverbände und Arbeitgeber im Vordergrund stehende Arbeitsfrieden Garant für Stabilität und wirtschaftliche und soziale Entwicklung in der Schweiz. Wie nach den Bestimmungen über das Streikrecht für das Personal von Bund und Kantonen will auch der Staatsrat darauf hinweisen und den Arbeitsfrieden in den Vordergrund rücken; Streik soll die Ausnahme bleiben.

Absatz 2 übernimmt die Voraussetzungen nach Artikel 27 Abs. 3 der Freiburger Kantonsverfassung, wobei Absatz 7 vorbehalten bleibt (Streikverbot).

Artikel 27 KV hat folgenden Wortlaut:

Art. 27 Koalitionsfreiheit

¹Die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, die Arbeitgeberinnen und Arbeitgeber sowie ihre Organisationen haben das Recht, sich zum Schutz ihrer Interessen zusammen zu schließen, Vereinigungen zu bilden und solchen beizutreten oder fernzubleiben.

²Streitigkeiten sind nach Möglichkeit durch Verhandlung oder Vermittlung beizulegen.

³Streik und Aussperrung sind zulässig, wenn sie Arbeitsbeziehungen betreffen und wenn keine Verpflichtungen entgegenstehen, den Arbeitsfrieden zu wahren oder Schlichtungsverhandlungen zu führen.

⁴Das Gesetz kann bestimmten Kategorien von Personen den Streik verbieten.

Nach Lehre und Rechtsprechung müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein, damit ein Streik als rechtmässig gilt (Rémy Wyler, *Droit du travail*, 3. Aufl., Bern 2008 und zitierte Rechtsprechung, S. 793 ff.

1. Art. 68 Abs. 2 Bst. a: Der Streik muss Arbeitsbeziehungen betreffen. Dies schliesst politischen oder vorbeugenden Streik aus, mit dem auf die Behörden Druck ausgeübt werden soll. Streikgrund können nur künftige Arbeitsbedingungen sein (beispielsweise Lohnerhöhungen, Sozialplan bei Massentlassungen). Hält ein Arbeitgeber hingegen gesetzliche oder vertragliche Verpflichtungen nicht ein (z. B. Lohnzuschlag bei Überstunden), ist dies kein Streikgrund, sondern es muss das für Rechtsstreitigkeiten vorgesehene Verfahren gewählt werden (beschwerdefähige Verfügung). Mit einem Streik müssen also letztlich Ziele verfolgt werden, die sich in Bestimmungen über das Dienstverhältnis des Staatspersonals regeln lassen.
2. Art. 68 Abs. 2 Bst. b: Der Streik muss von einer Arbeitnehmendenorganisation unterstützt werden und bezieht sich somit auf eine Kollektivstreitigkeit und nicht auf einen individuellen Arbeitskonflikt, über den mit beschwerdefähiger Verfügung entschieden werden muss. Massgebend dafür, ob es sich um eine Kollektivstreitigkeit handelt, ist nicht die Anzahl der betroffenen Personen, sondern dass sie von einer Arbeitnehmendenorganisation organisiert und unterstützt wird. Trifft dies zu, kann man von einem kollektiven Konflikt ausgehen. Im Zweifelsfall entscheidet das Schlichtungsorgan (s. unten zu Art. 68a).

3. Art. 68 Abs. 2 Bst. c: Das Schlichtungsorgan ist angerufen worden und hat eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt. Die verfassungsmässige Pflicht zur Wahrung des Arbeitsfriedens (s. Art. 27 Abs. 3 KV Freiburg) macht dies zur Voraussetzung dafür, dass ein Streik legal ist. Demnach muss zur Wahrung des Arbeitsfriedens vor dem Streik das eingesetzte Schlichtungsorgan angerufen werden und dieses muss eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt haben. Diese Voraussetzung macht deutlich, dass politische oder vorbeugende Streiks, mit denen auf die Behörden Druck ausgeübt werden soll, illegal sind und im Widerspruch zu 68 Abs. 2 Bst. c stünden.
4. Art. 68 Abs. 2 Bst. d: Der Streik muss in Bezug auf die Zielsetzung verhältnismässig sein und als letztes Mittel eingesetzt werden. Die Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit ist in Artikel 27 Abs. 2 KV Freiburg nicht ausdrücklich erwähnt. Nach Lehre und Rechtsprechung zur Bundesverfassung (ähnlich wie die KV Freiburg) lässt sich die Einhaltung des Verhältnismässigkeitsprinzips aus dieser Bestimmung ableiten (also aus Art. 27 Abs. 2 KV Freiburg). Nach dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit kann ein Streik nur als «ultima ratio» legal sein, das heisst nachdem alle Verhandlungs- und Schlichtungsversuche gescheitert sind. Konkret ist also kein Streik möglich, solange die Parteien diskutieren und verhandeln (Arbeitgeber Staat und Sozialpartner) und solange das angerufene Schlichtungsorgan keine Bescheinigung für das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt hat. Wird gestreikt, während der Diskussions- und Verhandlungsprozess noch im Gange ist, um Druck auf die Behörden auszuüben, so wäre dies nach Artikel 68 Abs. 2 StPG illegal.

So stimmt der neue Artikel 68 mit dem übergeordneten Verfassungsartikel (Art. 27 KV Freiburg) überein.

Absatz 3 führt aus, dass nach Ausstellung der Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs die Arbeitnehmendenorganisation, die in Streik treten will, die vom Streik betroffenen Entitäten rechtzeitig mit einer Streikankündigung informieren muss. Die Streikankündigung muss insbesondere Auskunft geben über Tag, Zeit, Ort des Streiks usw., damit die entsprechenden organisatorischen Massnahmen getroffen werden können.

Nach Absatz 4 erhält das Personal, das unter den Voraussetzungen nach Absatz 2 streikt, keinen Lohn. Diese Bestimmung schliesst ausserdem auch die Kompensation der streikbedingten Abwesenheit durch Überstunden oder Ferien oder in einer andern Form aus.

Nach Absatz 5 trifft der Staatsrat geeignete Massnahmen, wenn in Nichterfüllung der Voraussetzungen nach Absatz 2 gestreikt wird. In diesem Fall verletzt das Personal mit der

Teilnahme an einem illegalen Streik seine Dienstpflichten. Eine Verletzung der Dienstpflichten wird nach den Bestimmungen des StPG sanktioniert (Verwarnung bis hin zur Entlassung). Bei illegalem Streik kann der Staatsrat ausserdem seine Beziehungen zum anerkannten Personalverband, der zu einem illegalen Streik aufgerufen hat, abbrechen.

Absatz 6 begründet die Rechtsgrundlage für die Möglichkeit eines Minimalbetriebs. Selbst wenn ein Streik nach den Voraussetzungen von Absatz 2 illegal ist, muss nämlich im öffentlichen Dienst ein Minimalbetrieb bestehen, damit die für die Bevölkerung unerlässlichen Leistungen garantiert bleiben. Absatz 6 ist die Rechtsgrundlage für die Befugnis des Staatsrats, die Sektoren zu bestimmen, in denen ein Minimalbetrieb gewährleistet werden muss, und nach Stellungnahme der Anstellungsbehörde die Einzelheiten dieses Minimalbetriebs festzulegen.

Die Absätze 7 und 8 bilden die Rechtsgrundlage für das Streikverbot für gewisse Personalkategorien. Wenn die Ausübung der fundamentalen Rechte des Staatspersonals stärker eingeschränkt werden muss als dies für die Angestellten in der Privatwirtschaft der Fall ist, so verlangt der Grundsatz der Rechtmässigkeit, dass diese Einschränkungen in einem formellen Gesetz verankert sind. Die Absätze 7 und 8 zählen somit die Einschränkungen der Grundrechte auf, die weiter gehen als in der Privatwirtschaft: Es wird bestimmt, welches die Grundrechte sind, die eingeschränkt oder ausser Kraft gesetzt werden können und welche Bedingungen dabei eingehalten werden müssen.

Absatz 7 nimmt zum Vornherein gewisse Personalkategorien vom Streikrecht aus, nämlich Polizistinnen und Polizisten sowie Gefängniswärterinnen und Gefängniswärter. Dieses Streikverbot rechtfertigt sich dadurch, dass es sich dabei um hoheitliche Staatsfunktionen handelt und das entsprechende Personal grundlegende Aufgaben wahrnimmt, bei denen ein Unterbruch einen schweren Schaden für die Gesundheit und die Sicherheit der Bevölkerung zur Folge haben könnte, und zwar auch dann, wenn ein Minimalbetrieb gewährleistet würde.

Absatz 8 gibt den Direktionen und Anstalten die Möglichkeit, das Streikverbot auf gewisse Funktions- und Berufskategorien auszudehnen, sofern die Umstände dies erfordern. Die Voraussetzungen, unter denen eine Direktion oder Anstalt zu dieser Massnahme greifen kann, sind sehr restriktiv formuliert. Sie sind an den Grundsatz der Notwendigkeit und der Verhältnismässigkeit gebunden. So ist dieses Verbot etwa zulässig, wenn es notwendig ist für den Schutz der öffentlichen Sicherheit, Ordnung und Gesundheit. Überdies handelt es sich um ein zeitlich befristetes Streikverbot, dessen Dauer je nach neuer Lagebeurteilung unterbrochen oder verlängert werden kann. Damit sie rasch reagieren können, erhalten die Direktionen und die Anstalten nach Stellungnahme der

zuständigen Direktion die Befugnis, das Streikrecht einzuschränken.

Art. 68a (neu) Schlichtungs- und Schiedsorgan

Der an das Verfassungsrecht angepasste Artikel 68 StPG verpflichtet den Staat dazu, ein Schlichtungsorgan einzusetzen, das sich mit den kollektiven Arbeitsstreitigkeiten befasst. In der Privatwirtschaft gibt es zwar schon eine Schlichtungsstelle, die sich aber nicht für den öffentlichen Sektor eignet. Es wird also vorgeschlagen, ein Schlichtungs- und Schiedsorgan für den öffentlichen Dienst zu errichten. Das vorgeschlagene Modell lehnt sich an die im Kanton Waadt bestehende Lösung an.

Abs. 1

Das Schlichtungs- und Schiedsorgan beurteilt kollektive Arbeitsstreitigkeiten. Der Schiedsspruch ist endgültig. Um die Erfolgchancen einer Einigung zu erhöhen, ist dieses Organ nicht in die Exekutivbehörde eingebunden. Dieses Organ wird demnach vom Kantonsgericht eingesetzt. Es setzt sich aus drei Mitgliedern zusammen, nämlich der Präsidentin/dem Präsidenten, die oder der Kantonsrichter/in ist, sowie aus jeweils einer Arbeitgebervertreterin/einem Arbeitgebervertreter und einer Personalvertreterin/einem Personalvertreter, womit der paritätische Charakter des Organs zum Ausdruck kommt.

Abs. 2

Das Kantonsgericht bezeichnet eine Kantonsrichterin oder einen Kantonsrichter, die oder der das Präsidium übernimmt. Der Staatsrat schlägt die Arbeitgebervertreterin/den Arbeitgebervertreter vor, und die anerkannten Personalverbände schlagen die Personalvertreterin/den Personalvertreter vor.

Abs. 3

Es müssen auch Stellvertreter/innen der Mitglieder des Schlichtungsorgans ernannt werden. Ihre Bezeichnung und Ernennung erfolgt im selben Verfahren und nach demselben Modus.

Abs. 4

Arbeitgebervertreter/innen sind die Delegation des Staatsrats für Personalfragen bzw. ihr Präsident oder ihre Präsidentin oder je nachdem, worum es geht, eine Direktion bzw. die betreffende Staatsrätin oder der betreffende Staatsrat. Das Personal wird vertreten durch die Vertreter/innen der anerkannten Personalverbände. Das Schlichtungsorgan versucht, so lange zu schlichten, wie eine gütliche Einigung möglich ist. Dahinter steht die Idee, dass der Arbeitsfrieden gefördert und nur als Ultima Ratio gestreikt werden darf. Kommt keine Einigung zustande, so stellt das Schlichtungsorgan eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlich-

tungsversuchs aus. Als eine der Voraussetzungen dafür, dass ein Streik legal ist, muss das Schlichtungsorgan angerufen und von diesem eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt worden sein (s. Art. 68 Abs. 2 Bst. c weiter oben).

Abs. 5

Bevor gestreikt wird, können die Parteien in gemeinsamem Einvernehmen noch bis spätestens 10 Tage nach Erhalt der Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs beschliessen, die Streitsache einem von den in Absatz 1 bezeichneten Personen durchgeführten Schiedsverfahren zu unterziehen. Das heisst, dass dieselben Personen, die Mitglieder des Schlichtungsorgans sind, das Schiedsverfahren durchführen. Der Schiedsspruch ist endgültig und für die Parteien verbindlich.

Abs. 6

Die Funktionsweise des Schlichtungs- und Schiedsorgans werden in einem Reglement des Staatsrats in den Einzelheiten geregelt.

5.5. Bestimmungen zur Berechnung der Dauer des Gehaltsanspruchs (Art. 48 Abs. 1 erster Satz und 110 Abs. 1 StPG)

Artikel 48 Abs. 1 1. Satz und Artikel 110 Abs. 1

Im geltenden Artikel 48 Abs. 1, 1. Satz StPG ist von 360 Tagen die Rede, in Artikel 110 StPG von 720 Tagen. In Artikel 4 der Verordnung vom 16. September 2003 über die Lohngarantie des Staatspersonals bei Krankheit und Unfall (SGF 122.72.18) wird von einer Gehaltsanspruchsdauer von 365 und 730 Tagen gesprochen. Tatsache ist, dass in Artikel 48 Abs. 1 und 110 StPG von 360 und 720 Tagen die Rede ist, weil zum Zeitpunkt ihrer Verabschiedung noch nicht ausgeschlossen war, dass der Staat eine kollektive Taggeldversicherung mit einem Privatversicherer über eine Leistungsdauer von 720 Tagen abschliesst. Letztlich hat sich der Staat für das Selbstversicherungssystem und eine Lohngarantie über 2 Kalenderjahre entschieden und dazu die vorerwähnte Verordnung über die Lohngarantie verabschiedet, in deren Artikel 4 die Dauer des Gehaltsanspruchs, also 365 Tage in einer Rahmenfrist von 547 Tagen für ein Jahr und 730 Tage für zwei Jahre verankert ist. Die in Artikel 48 Abs. 1 und 110 StPG genannten Zeitspannen müssen also angepasst werden.

6. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Die Gesetzesänderungen haben keinerlei finanzielle und personelle Auswirkungen.

Die Gesetzesänderungen in Bezug auf den Sonderprivatauszug ziehen keine neuen Ausgaben nach sich, da die Gebühr

(von 20 Franken) von der Antrag stellenden Person bezahlt wird, die einen sie betreffenden Strafregisterauszug anfordert. Dies gilt nicht für Personen, die schon beim Staat angestellt sind, ausser bei Stellenwechsel oder Änderung des Pflichtenhefts.

Bei der Gesetzesänderung in Bezug auf das Streikrecht ist die Zahlung von Entschädigungen an die Mitglieder des Schlichtungs- und Schiedsorgans eine kaum ins Gewicht fallende finanzielle Folge.

7. Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

Bei der Gesetzesänderung in Bezug auf den Sonderprivatauszug behindert die Pflicht, einen Strafregisterauszug einzufordern, die berufliche Wiedereingliederung von bereits strafrechtlich verurteilten Personen. Diese Massnahme beeinträchtigt insbesondere die Wirtschaftsfreiheit und die persönliche Freiheit (von der Bundesverfassung und internationalen Texten garantierte Grundrechte). Allerdings können Grundrechte eingeschränkt werden, wenn diese Einschränkungen auf einer gesetzlichen Grundlage beruhen, durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt sind, verhältnismässig sind und wenn der Kerngehalt der Grundrechte nicht angetastet wird (Art. 36 BV). In diesem Fall hört die Wirtschaftsfreiheit und die persönliche Freiheit dort auf, wo der Anspruch der Minderjährigen auf besonderen Schutz ihrer Unversehrtheit (Art. 11 BV) ins Spiel kommt. Mit anderen Worten können die Grundrechte Dritter zum Schutz Minderjähriger eingeschränkt werden.

Die Gesetzesänderungen in Bezug auf das Streikrecht sind vollumfänglich verfassungsrechtskonform.

Schlussendlich sind alle Änderungsvorschläge verfassungs- und bundesrechtskonform und auch hinsichtlich Europarechtskonformität unproblematisch.

8. Referendumpflicht

Der Entwurf untersteht dem Gesetzesreferendum.

9. Fazit

Wir laden Sie ein, diesen Entwurf zur Änderung des StPG, des SchG und des FBG anzunehmen.

Anhang

—
Provisorisches Verzeichnis der risikobehafteten Funktionen

Anhang

Provisorisches Verzeichnis der risikobehafteten Funktionen

(Stand 06.06.2017)

Vorbemerkungen

- 1) Das provisorische Verzeichnis der risikobehafteten Funktionen hat rein informativen Charakter. Es wird vom Staatsrat in Form einer Richtlinie verabschiedet.
- 2) Das Personal, das bei einer Neuanstellung bereits einen Strafregisterauszug vorweisen muss, sowie das Personal der Justiz und das Personal im Hauswirtschaftsdienst, ist in dieser Liste nicht aufgeführt.
- 3) Diese Liste erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Die Direktionen und Anstalten können die Kontrolle bei der Anstellung auf andere, hier nicht verzeichnete Funktionen ausdehnen.

1. Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

Lehrer/in (Primarstufe, Sekundarstufe I und II)

Sonder- und Förderklassenlehrer/in

Förderklassenlehrer/in OS

Lehrer/in für besondere Fächer OS

Sozialarbeiter/in

Mediator/in

Inspektor/in

Orientierungsschuldirektor/in

Mittelschuldirektor/in

Schulverwalter/in Sekundarstufe II

Stellvertretende Orientierungsschuldirektorin/Stellvertretender Orientierungsschuldirektor

Stellvertretende Schulleiterin/Stellvertretender Schulleiter

Abteilungsleiter/in

Abteilungsvorsteher/in BS

Vorsteher/in

Rektor/in

Arbeitsvorbereiter/in an den Kollegien

Schulleiter/in Primarschule

Pädagogische Beraterin/Pädagogischer Berater

Berufs-, Studien- und Laufbahnberater/in

Direktor/in und Lehrer/in am Konservatorium

Sozialpädagogin/Sozialpädagoge

1.1. Universität

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

Verantwortlich/r für Jugendliche in der Schnupperlehre (Alter: 13–16 Jahre, Dauer: 1–3 Tage)

2. Sicherheits- und Justizdirektion (SJD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

2.1. Das Amt für Justiz (AJ)

Mediator/in im Büro für Mediation in Jugendstrafsachen (AJ)
Fachperson für Kinderschutz (AJ)

3. Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

3.1. Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg (LIG)

Lehrer/in
Wissenschaftliche Mitarbeiterin/Wissenschaftlicher Mitarbeiter
Verwaltungssachbearbeiter/in
Qualifizierte Handwerkerin/Qualifizierter Handwerker
Nachtwächter/in
Verantwortliche/r Langzeitpraktikum
Werklehrer/in
Hauswirtschaftliche Beraterin/Hauswirtschaftlicher Berater
Vorsteher/in der landw. Hauswirtschaftsschule
Werkstattmeister/in
Chef/in des Gemüsebaus
Betriebsleiter/in
Stationschef/in
Höhere technische Sachbearbeiterin/Höherer technischer Sachbearbeiter

4. Volkswirtschaftsdirektion (VWD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

4.1. Amt für Berufsbildung (BBA)

Berufsfachschullehrer/in
Case Manager/in

4.2. Amt für Mobilität

Personalberater/in Jugendliche

5. Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

5.1. Kantonsarztamt (KAA)

Sexualpädagogin/Sexualpädagoge
Berater/in für Familienplanung

5.2. Schulzahnpflegedienst (SZPD)

Zahnärztin/Kieferorthopädin/Zahnarzt/Kieferorthopäde
Dentalassistent/in
Schulzahnpflege-Instruktor/in

5.3. Jugendamt (JA)

Fachperson für Kinderschutz
OHG-Psychologin/Psychologe
Sektorchef/in und Stellvertr. Sektorchef/in

5.4. freiburger spital (HFR)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)
Pflegefachfrau Pädiatrie
Hebamme/Entbindungshelfer
Nurse
Psychologin/Psychologe Pädiatrie
Assistenzärztin/Assistenzarzt Pädiatrie
Ärztin/Arzt Pädiatrie
FaGe Pädiatrie
Pflegeassistent/in Pädiatrie
Medizinische Praxisassistentin/Medizinischer Praxisassistent Pädiatrie
Pflegehelfer/in Pädiatrie
Personal Patiententransport

Medizinisch-technisches Personal

- > Ernährungsberater/in
- > Physiotherapeut/in
- > Ergotherapeut/in
- > Röntgentechniker/in

5.5. Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG)

Ärztinnen/Ärzte Kinderpsychiatrie

- > Chefärztin-Direktorin/Chefarzt-Direktor
- > Stellv. Ärztin/Arzt
- > Leitend. Ärztin/Arzt Klinik
- > Assistenzärztin/Assistenzarzt
- > Praktikumsärztin/Praktikumsarzt

Psychologin/Psychologe Kinderpsychiatrie

- > Verantwortliche/r Psychologischer Dienst
- > Psychologin/Psychologe
- > Psychologin/Psychologe (Praktikant/in vor Master).
- > Psychologin/Psychologe (Praktikant/in nach Master).

Pflegefachfrau/-fachmann Kinderpsychiatrie:

- > Stationsleiter/in und Stellvertreter/in
- > Stationsleiter/in
- > stellvertr. Stationsleiter/in
- > Pflegefachfrau/-fachmann
- > Sozialpädagogin/Sozialpädagoge

Fachtherapeut/in Kinderpsychiatrie

- > Abteilungsleiter/in
- > Kunsttherapeut/in
- > Psychomotoriktherapeut/in
- > Musiktherapeut/in

Aktivierungstherapeut/in

- > Ergotherapeut/in
- > Praktikant/in in Ausbildung

Sozialarbeiter/in

- > Praktikant/in Sozialdienst

Lehrer/in

Seelsorger/in

Mitarbeiter/in Patiententransport

Ernährungsberater/in

6. Finanzdirektion (FIND)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

Verantwortliche/r für die Jugendlichen, die für Archivierungsarbeiten/Logistik angestellt werden (KSTV)

7. Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD)

Berufsbildner/in (Lehrbetrieb)

7.1. Hochbauamt: (HBA)

Verantwortliche/r für die Jugendlichen, die im Sommer für Reinigungsarbeiten angestellt werden

7.2. Bau- und Raumplanungsamt (BRPA)

Verantwortliche/r für die Jugendlichen, die im Sommer für Reinigungsarbeiten angestellt werden

Loi

du

modifiant la loi sur le personnel de l'Etat

(extrait spécial du casier judiciaire et droit de grève)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2016-DFIN-16 du Conseil d'Etat du 11 septembre 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1) est modifiée comme il suit:

Art. 26 al. 3^{bis}, 3^{ter} et 3^{quater} (nouveaux)

^{3bis} Pour toutes les fonctions impliquant des contacts réguliers avec des personnes mineures, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire un extrait spécial de son casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Le Conseil d'Etat détermine, par voie de directive, quelles sont les fonctions soumises à cette obligation.

^{3ter} Les autorités d'engagement des Directions et des établissements peuvent également étendre le contrôle à l'engagement à d'autres fonctions considérées à risques.

^{3quater} Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal

(Sonderprivatauszug aus dem Strafregister und Streikrecht)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2016-DFIN-16 des Staatsrats vom 11. September 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (SGF 122.70.1) wird wie folgt geändert:

Art. 26 Abs. 3^{bis} (neu), 3^{ter} (neu) und 3^{quater} (neu)

^{3bis} Wer sich für eine Funktion bewirbt, die regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen umfasst, muss einen ihn betreffenden Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Der Staatsrat bestimmt in einer Richtlinie, für welche Funktionen diese Pflicht besteht.

^{3ter} Die Anstellungsbehörden der Direktionen und Anstalten können die Kontrolle auch auf die Anstellung in anderen Funktionen, die als risikobehaftet gelten, ausweiten.

^{3quater} Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 48 al. 1, 1^{re} phr.

¹ L'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident entraîne une cessation de plein droit des rapports de service lorsque sa durée dépasse 365 jours complets ou partiels d'absence, dans une période de 547 jours consécutifs. (...).

Art. 68 Paix du travail et recours à la grève

¹ Les collaborateurs et collaboratrices, ainsi que l'Etat, respectent la paix du travail.

² Sous réserve de l'alinéa 7, la grève est licite aux conditions cumulatives suivantes:

- a) elle se rapporte aux relations du travail;
- b) elle concerne un conflit collectif;
- c) l'organe de conciliation a été saisi et a délivré un acte de non-conciliation;
- d) elle est proportionnée au but poursuivi et n'est utilisée qu'en dernier ressort.

³ A la suite de la délivrance de l'acte de non-conciliation, l'organisation de travailleurs ou travailleuses qui entend faire grève dépose, en temps voulu, un préavis de grève.

⁴ Les collaborateurs et collaboratrices qui s'abstiennent de travailler sur la base de l'alinéa 2 ne sont pas rétribués.

⁵ En cas d'irrespect des conditions fixées à l'alinéa 2, le Conseil d'Etat prend les mesures appropriées.

⁶ Un service minimal est assuré dans les secteurs où un arrêt de travail mettrait en péril, directement ou indirectement, les prestations indispensables à la population. Le Conseil d'Etat détermine les secteurs d'activité et fixe les modalités de service minimal sur le préavis de l'autorité d'engagement.

⁷ La grève est interdite pour les catégories de personnel suivantes: policiers et policières, gardiens et gardiennes de prisons.

Art. 48 Abs. 1, 1. Satz

¹ Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall führt von Rechts wegen zur Beendigung des Dienstverhältnisses, wenn sie mehr als 365 Ganztages- oder Teilabwesenheiten innerhalb von 547 aufeinanderfolgenden Tagen umfasst. (...).

Art. 68 Arbeitsfrieden und Streik

¹ Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sowie der Staat wahren den Arbeitsfrieden.

² Unter Vorbehalt von Absatz 7 ist Streik zulässig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- a) Der Streik muss Arbeitsbeziehungen betreffen.
- b) Er muss sich auf eine Kollektivstreitigkeit beziehen.
- c) Das Schlichtungsorgan ist angerufen worden und hat eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt.
- d) Der Streik muss für die Zielsetzung verhältnismässig sein und als letztes Mittel eingesetzt werden.

³ Nachdem die Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs ausgestellt wurde, hinterlegt die Arbeitnehmendenorganisation, die in Streik treten will, rechtzeitig eine Streikankündigung.

⁴ Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die gemäss Absatz 2 der Arbeit fernbleiben, erhalten keinen Lohn.

⁵ Sind die Bedingungen nach Absatz 2 nicht erfüllt, so trifft der Staatsrat die geeigneten Massnahmen.

⁶ Ein Minimalbetrieb wird in denjenigen Sektoren gewährleistet, in denen eine Arbeitsniederlegung die unerlässlichen Dienstleistungen für die Bevölkerung direkt oder indirekt gefährden könnte. Der Staatsrat bestimmt nach Stellungnahme der Anstellungsbehörde die Tätigkeitsbereiche und legt die Einzelheiten für einen Minimalbetrieb fest.

⁷ Für folgende Personalkategorien gilt ein Streikverbot: Polizistinnen und Polizisten sowie Gefängniswärterinnen und Gefängniswärter.

⁸ Les Directions et les établissements, pour ces derniers sous réserve du préavis de la Direction de l'Etat dont ils dépendent, peuvent, dans des situations exceptionnelles, restreindre le droit de grève de certaines fonctions et catégories professionnelles, notamment si cela s'avère nécessaire à la sauvegarde de la sécurité publique, de l'ordre, de la santé. Les associations de personnel responsables de la grève sont tenues de coopérer à l'application de telles mesures.

Art. 68a (nouveau) Organe de conciliation et d'arbitrage

¹ L'organe de conciliation est composé de trois membres et de leurs suppléants ou suppléantes nommés pour la durée de la législature par le Tribunal cantonal au début de chaque législature.

² Le Tribunal cantonal désigne un ou une juge cantonal-e pour en assurer la présidence. De leur côté, le Conseil d'Etat et les associations de personnel reconnues proposent chacun un représentant ou une représentante.

³ La désignation et la nomination des suppléants ou suppléantes se fait au cours de la même procédure et selon le même mode.

⁴ Dès sa saisie, l'organe de conciliation convoque les parties, à savoir les personnes représentant l'employeur et celles qui représentent les collaborateurs et collaboratrices. Il tente la conciliation aussi longtemps qu'une solution amiable est envisageable. En cas d'échec, il délivre un acte de non-conciliation.

⁵ Après le constat de l'échec de la conciliation, les parties peuvent décider, au plus tard dix jours après réception de l'acte de non-conciliation, de soumettre le différend à l'arbitrage des personnes désignées à l'alinéa 1. La sentence arbitrale est définitive et obligatoire pour les parties.

⁶ Un règlement, adopté par le Conseil d'Etat, précise les modalités.

Art. 110 al. 1

¹ En cas d'incapacité de travail, la rémunération du collaborateur ou de la collaboratrice est garantie pendant 730 jours.

⁸ Die Direktionen und die Anstalten unter Vorbehalt der Stellungnahme der für sie zuständigen Direktion können das Streikrecht gewisser Personalkategorien in Ausnahmesituationen einschränken, namentlich wenn dies für den Schutz der öffentlichen Sicherheit, Ordnung und Gesundheit nötig ist. Die für den Streik verantwortlichen Personalverbände sind gehalten, bei der Umsetzung solcher Massnahmen mitzuwirken.

Art. 68a (neu) Schlichtungs- und Schiedsorgan

¹ Dem Schlichtungsorgan gehören drei Mitglieder und jeweils eine Stellvertreterin oder ein Stellvertreter, die zu Beginn jeder Legislaturperiode vom Kantonsgericht für die Dauer der Legislatur ernannt werden, an.

² Das Kantonsgericht bezeichnet eine Kantonsrichterin oder einen Kantonsrichter, die oder der das Präsidium übernimmt. Der Staatsrat einerseits und die anerkannten Personalverbände andererseits stellen je eine Vertreterin oder einen Vertreter aus ihren Reihen.

³ Die Stellvertreter/innen werden auf gleiche Weise und im Verlauf desselben Verfahrens bezeichnet und ernannt.

⁴ Wird das Schlichtungsorgan angerufen, so beruft dieses die Parteien ein, das heisst die Arbeitgeber- und Arbeitnehmendenvertreter/innen. Es versucht so lange zu schlichten, wie eine gütliche Einigung möglich ist. Gelingt ihm das nicht, so stellt es eine Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs aus.

⁵ Nachdem festgestellt wurde, dass der Schlichtungsversuch gescheitert ist, können die Parteien bis spätestens zehn Tage nach Erhalt der Bescheinigung über das Scheitern des Schlichtungsversuchs die Streit Sache den Personen nach Absatz 1 zur Beurteilung im Schiedsverfahren unterbreiten. Der Schiedsspruch ist endgültig und für die Parteien verbindlich.

⁶ Die Einzelheiten werden in einem vom Staatsrat genehmigten Reglement bestimmt.

Art. 110 Abs. 1

¹ Bei Arbeitsunfähigkeit haben die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter Anspruch auf ihr Gehalt während 730 Tagen.

Art. 2

La loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (RSF 411.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 23 al. 2

² L'Etat peut participer à la rémunération des personnes chargées de l'enseignement religieux confessionnel selon des modalités fixées par convention. La convention détermine également le statut de ces personnes, lesquelles doivent produire, lors de leur engagement, un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Art. 57 al. 2^{bis} (nouveau)

^{2bis} Par analogie avec l'article 26 al. 3^{bis} à 3^{quater} de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat, les communes peuvent, en tant qu'autorité d'engagement, exiger, pour toute fonction ou activité impliquant des contacts réguliers avec des personnes mineures, un extrait spécial du casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent.

Art. 63 al. 2

² Les communes peuvent charger des centres régionaux d'assumer ces tâches [*aide en matière de psychologie, logopédie et psychomotricité*]. Les thérapeutes du service doivent produire, lors de leur engagement, un extrait spécial de leur casier judiciaire, au sens de l'article 371a du code pénal suisse, ou, pour les ressortissants et ressortissantes étrangers, un document équivalent. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Art. 2

Das Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SGF 411.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 23 Abs.2

² Der Staat kann sich an der Vergütung der Lehrpersonen für den konfessionellen Religionsunterricht beteiligen, wobei die Einzelheiten in einer Vereinbarung geregelt werden. In dieser Vereinbarung wird auch das Dienstverhältnis der betreffenden Lehrpersonen festgelegt, die bei ihrer Anstellung einen sie betreffenden Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen müssen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 57 Abs. 2^{bis} (neu)

^{2bis} In Anlehnung an Artikel 26 Abs. 3^{bis}–3^{quater} des Gesetzes über das Staatspersonal können die Gemeinden als Anstellungsbehörde für jede Funktion oder Tätigkeit, die regelmässigen Kontakt mit Minderjährigen umfasst, einen Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument verlangen.

Art. 63 Abs.2

² Die Gemeinden können die Erfüllung dieser Aufgaben [*Hilfe in den psychologischen, logopädischen und psychomotorischen Bereichen*] regionalen Zentren übertragen. Die Therapeutinnen und Therapeuten des Dienstes müssen bei ihrer Anstellung einen sie betreffenden Sonderprivatauszug aus dem Strafregister gemäss Artikel 371a des Schweizerischen Strafgesetzbuchs oder bei ausländischer Staatsangehörigkeit ein gleichwertiges Dokument vorlegen. Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 3

La loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RSF 835.1) est modifiée comme il suit:

Art. 7a (nouveau) Engagement du personnel

¹ Lors de son engagement, toute personne travaillant dans une structure d'accueil extrafamilial de jour transmet à l'employeur un extrait du casier judiciaire ainsi qu'un certificat médical attestant son aptitude physique et psychique.

² Les assistants ou assistantes parentaux transmettent ces documents à l'association à laquelle ils sont affiliés ou, à défaut d'une telle affiliation, à l'autorité de surveillance.

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 3

Das Gesetz vom 9. Juni 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (SGF 835.1) wird wie folgt geändert:

Art. 7a (neu) Anstellung des Personals

¹ Wer in einer familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtung arbeitet, muss dem Arbeitgeber bei der Anstellung einen Strafregisterauszug sowie eine ärztliche Bescheinigung der physischen und psychischen Eignung zur Berufsausübung vorweisen.

² Tageseltern stellen diese Unterlagen ihrem jeweiligen Tageselternverein oder, falls sie keinem Verein angeschlossen sind, der Aufsichtsbehörde zu.

Art. 4

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL

2016-DFIN-16

Projet de loi
Modification de la loi sur le personnel de l'Etat (extrait
spécial du casier judiciaire et droit de grève)

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-014

Présidence : Benoît Rey

Membres : Nicolas Bürgisser, Hubert Dafflon, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Nicolas Kolly, Gabriel Kolly, Nicole Lehner-Gigon, Benoît Piller, Rose-Marie Rodriguez, Dominique Zamofing

Entrée en matière

A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 1 La loi sur le personnel de l'Etat est modifiée comme il suit :

Art. 26 al. 3^{quater} (nouveau)

^{3quater} Durant une période transitoire expirant le 31 décembre ~~2021~~ 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

Art. 68 al. 7

⁷ La grève est interdite pour les catégories de personnel suivantes: policiers et policières, agents et agentes de détention gardiens et gardiennes de prisons et personnel de soins.

A1

A3

Anhang

GROSSER RAT

2016-DFIN-16

Gesetzesentwurf
Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal
(Sonderprivatauszug aus dem Strafregister und Streikrecht)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-014

Präsidium: Benoît Rey

Mitglieder: Nicolas Bürgisser, Hubert Dafflon, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Nicolas Kolly, Gabriel Kolly, Nicole Lehner-Gigon, Benoît Piller, Rose-Marie Rodriguez, Dominique Zamofing

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1 Das Gesetz über das Staatspersonal wird wie folgt geändert:

Art. 26 Abs. 3^{quater} (neu)

^{3quater} Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember 2041 ~~2026~~ müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 68 Abs. 7

⁷ Für folgende Personalkategorien gilt ein Streikverbot: Polizistinnen und Polizisten, ~~so wie Gefängniswärterinnen und Gefängniswärter~~ Fachfrauen und Fachmänner für Justizvollzug und Pflegepersonal.

Art. 68a (nouveau) al. 1et 2

Art. 68a (neu) Abs. 1 und 2

¹ L'organe de conciliation est composé de trois membres et de leurs suppléants ou suppléantes ~~élus nommés~~ pour la durée de la législature par le Grand Conseil Tribunal cantonal au début de chaque législature.

A4

¹ Dem Schlichtungsorgan gehören drei Mitglieder und jeweils eine Stellvertreterin oder ein Stellvertreter, die zu Beginn jeder Legislaturperiode vom Grossen Rat ~~Kantonsgericht~~ für die Dauer der Legislatur gewählt ~~ernannt~~ werden, an.

² Le Tribunal cantonal propose au Grand Conseil désigne un ou une juge cantonal-e pour en assurer la présidence. De leur côté, le Conseil d'Etat et les associations de personnel reconnues proposent chacun un représentant ou une représentante.

² Das Kantonsgericht schlägt dem Grossen Rat bezeichnet eine Kantonsrichterin oder einen Kantonsrichter vor, die oder der das Präsidium übernimmt. Der Staatsrat einerseits und die anerkannten Personalverbände andererseits stellen je eine Vertreterin oder einen Vertreter aus ihren Reihen.

Art. 2 La loi sur la scolarité obligatoire est modifiée comme il suit :
Art. 23 al. 2

Art. 2 Das Gesetz über die obligatorische Schule wird wie folgt geändert:
Art. 23 Abs. 2

² [...]. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre ~~2041~~ 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

A5

² [...]Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember ~~2041~~ 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Art. 63 al. 2

Art. 63 Abs. 2

² [...]. Durant une période transitoire expirant le 31 décembre ~~2041~~ 2026, le candidat ou la candidate retenu-e doit produire en sus un extrait ordinaire de son casier judiciaire.

A6

² [...]Während einer Übergangsperiode bis 31. Dezember ~~2041~~ 2026 müssen die erfolgreichen Bewerberinnen und Bewerber zusätzlich einen ordentlichen Strafregisterauszug vorlegen.

Vote final

A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie 1 (freie Beratung) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Amendements

Art. 1 La loi sur le personnel de l'Etat est modifiée comme il suit :
Art. 68 al. 7

Biffer

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition A3 est refusée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A4, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 4 (1 membre absent).

Deuxième lecture

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A4, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A5, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

La proposition A6, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4. Il n'y a pas d'abstention.

Änderungsanträge

Art. 1 Das Gesetz über das Staatspersonal wird wie folgt geändert:
Art. 68 Abs. 7

A2 *Streichen*

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.

A2 Antrag A2 unterliegt gegen Antrag A3 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A3 Antrag A3 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A4 Antrag A4 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 6 zu 4 Stimmen (1 Mitglied ist abwesend).

Zweite Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A3 Antrag A3 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A4 Antrag A4 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A5 Antrag A5 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A6 Antrag A6 obsiegt gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Troisième lecture

La proposition A5, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est confirmée tacitement.

Le 30 octobre 2017

Dritte Lesung

A5
CE Antrag A5 obsiegt stillschweigend gegen die ursprüngliche Fassung des Staatsrats.

Den 30. Oktober 2017



Message 2017-DICS-47

19 septembre 2017

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 39 520 000 francs en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg.

Le présent message comprend les points suivants:

| | |
|---|----------|
| 1. Contexte | 1 |
| 2. Etude des besoins et objectifs principaux des travaux | 2 |
| 2.1. Sécurité | 2 |
| 2.2. Assainissements nécessaires | 2 |
| 2.3. Evolution des effectifs et besoins en surface | 2 |
| 3. Concours de projets d'architecture et projet retenu | 3 |
| 4. Développement du projet depuis la demande du crédit d'étude | 5 |
| 4.1. Evolution du projet | 4 |
| 4.2. Evolution du programme des locaux | 4 |
| 4.3. Evolution des coûts | 4 |
| 5. Description du projet final | 5 |
| 5.1. Conception des bâtiments | 5 |
| 5.2. Installations techniques | 7 |
| 5.3. Aménagements extérieurs | 7 |
| 5.4. Programme des locaux | 7 |
| 6. Estimation des coûts et financement | 8 |
| 6.1. Devis de l'opération | 8 |
| 6.2. Crédit d'engagement demandé | 8 |
| 7. Referendum | 8 |
| 8. Calendrier | 8 |
| 9. Développement durable | 8 |
| 10. Conclusion | 9 |

1. Contexte

Fondée en 1904 par les sœurs de Menzingen, l'Académie Sainte-Croix, créée comme université pour femmes, et devenue en 1909 lycée pour jeunes filles, a d'abord été située dans

un grand bâtiment sis au bout du boulevard de Pérolles, aujourd'hui occupé par l'école du cycle d'orientation.

La construction du Collège Sainte-Croix a été acceptée en votation populaire le 8 juin 1980 et s'est terminée pour la rentrée 1983. On y prévoyait l'accueil de 26 classes et la

construction d'une halle de sport triple, financée également par la ville de Fribourg.

Cet établissement accueillant 483 élèves en 1983 et 569 en 1990, il a fallu ajouter un quatrième étage, composé de salles de classe, en 1991/92.

Fin 1999, alors que 832 élèves fréquentaient ce collège et que le bâtiment principal devenait trop exigü, le deuxième étage de la Villa Gallia est transformé pour les arts visuels. Les effectifs continuant à augmenter, de même que le nombre de classes, le premier étage de la Villa Gallia, qui était occupé par des ateliers d'artistes, a également été attribué au Collège Sainte-Croix dès la rentrée 2009/10. A la fin de l'année scolaire 2012/13, le Conservatoire (théâtre et danse) a déménagé dans le quartier du Jura. Tout le bâtiment est ainsi disponible pour le Collège Sainte-Croix.

Il est à relever que les installations sportives intérieures (halle triple avec gradins) sont également utilisées, en dehors des horaires scolaires, par des tiers (Université de Fribourg, clubs sportifs de la région) de même que les locaux servants (vestiaires, sanitaires, salle de travail, buvette, cafétéria).

Entre 2010 et 2015, 850 à 980 élèves francophones, allemands et bilingues étudiaient au Collège Sainte-Croix. L'effectif a depuis été progressivement réduit afin de diminuer les besoins en locaux durant les travaux.

Le 18 mars 2016, le Grand Conseil a octroyé un crédit d'études de 2 270 000 francs en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix.

2. Etude des besoins et objectifs principaux des travaux

2.1. Sécurité

En 2008, une étude relative aux voies d'évacuation du bâtiment principal et de celles de la Villa Gallia avait constaté des failles importantes au niveau de la sécurité. Plusieurs mesures urgentes ont été entreprises depuis (signalétique, signalisation des voies de sortie, contrôle de diverses installations, verrouillages de portes, exercices d'évacuation, nomination d'un responsable «santé et sécurité au travail» et d'un groupe d'intervention,...). D'autres points de l'étude avaient trait à des éléments qui ne pouvaient pas être modifiés sans toucher à la structure des bâtiments, en particulier à la villa Gallia, et sans impliquer des investissements conséquents. Il est dès lors raisonnable de les envisager dans un contexte d'investissement plus large.

L'étude préliminaire réalisée en 2014 confirme la situation préoccupante de la sécurité des bâtiments existants. Les voies d'évacuations ne sont pas les seuls éléments diagnostiqués non conformes. Les revêtements des parois et des plafonds combustibles sont également concernés. Selon les experts

consultés, la conjugaison de ces défauts peut créer des situations à risque.

2.2. Assainissements nécessaires

Les bâtiments construits sur le site en 1983 (bâtiment principal et halle de sport) ont près de trente-cinq ans. Si des travaux d'entretien ont été réalisés régulièrement, de nombreux domaines comme l'isolation et l'étanchéité de même que le chauffage, les conduites et les laboratoires requièrent désormais des engagements financiers importants. En effet, de grands travaux sont encore nécessaires et ont été repoussés dans le but de permettre une réflexion globale menant à un assainissement cohérent et pertinent.

D'un point de vue énergétique, la situation est critique. Les déperditions sont élevées. Les charges financières imputables à la consommation énergétique dépassent actuellement les 260 000 francs par année pour cette école qui figure parmi les dix bâtiments les plus énergivores du parc immobilier de l'administration cantonale. Le facteur de perte énergétique par les façades est aujourd'hui environ trois fois supérieur aux standards actuels. Ce constat vaut également pour les installations techniques telles que les groupes de chauffage ou de ventilation qui devront être adaptés.

Les circulations et les espaces communs du bâtiment principal manquent de lumière naturelle. Cette problématique des surfaces borgnes sera corrigée par le projet.

2.3. Evolution des effectifs et besoins en surface

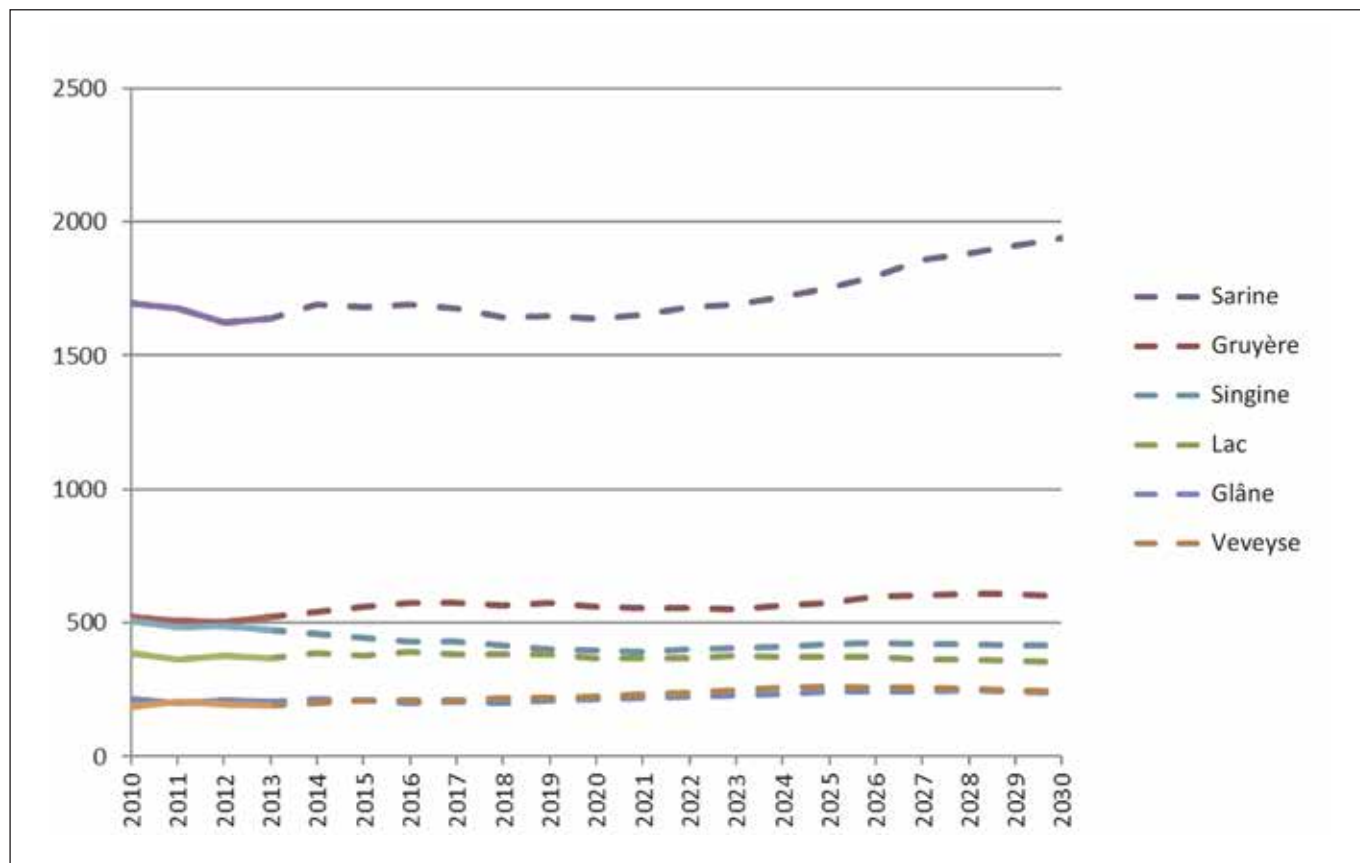
Le Collège Sainte-Croix est composé actuellement d'un bâtiment principal, d'une salle de sport triple et de la villa Gallia. Le bâtiment principal et la salle de sport triple ont été construits en 1983 pour environ 500 élèves. Les locaux communs (aula, cafétéria, bibliothèque) ont été conçus pour la capacité initiale et n'ont jamais été agrandis.

Cet établissement souffre d'un manque important de surfaces et locaux communs ou de dégagements depuis la construction du quatrième étage et, de manière plus aiguë encore, depuis les modifications de 1995 du cursus de maturité gymnasiale qui nécessite un nombre important de locaux pour les travaux en groupes. L'évolution constante des effectifs (augmentation de près de 300 élèves depuis 1990) met également une pression importante sur les besoins en locaux et infrastructures.

Si le nombre d'élèves fréquentant la filière gymnasiale des collèges de la ville de Fribourg a baissé durant ces dernières années, la situation sera certainement différente à moyen et long termes, vu la forte croissance des effectifs dans la scolarité obligatoire. Le Conseil d'Etat a produit en 2014 un rapport sur l'évolution démographique des élèves du degré

secondaire supérieur (gymnases, écoles de commerce et écoles de culture générale) et les conséquences sur les infrastructures et sites scolaires (Rapport 2014-DICS-56 du 17 juin 2014). Cette étude prévoit une forte augmentation du nombre de ces élèves en provenance du district de la Sarine dès 2020. Sur l'ensemble du canton, à l'exception du district de la Broye situé dans l'aire de recrutement du Gymnase intercantonal de

la Broye dont la gestion ne dépend pas uniquement du canton de Fribourg, la filière gymnasiale devrait compter environ 3800 élèves en 2030 contre 3277 pour l'année scolaire 2016/17 (voir graphique ci-après). Ces prévisions sont corroborées par les «Scénarios 2016–2025 pour le degré secondaire II» de l'Office fédéral de la statistique.



Nombre d'élèves, par année et par district, dans la filière gymnasiale
(extrait du Rapport 2014-DICS-56 du 17 juin 2014)

Afin d'être en mesure d'absorber les augmentations futures des effectifs, la capacité du bâtiment doit être accrue d'environ 50%. Cela correspond à des dimensions idéales pour un effectif de 1100 élèves et d'environ 50 classes.

Ajouté à l'extension récente du Collège de Gambach, l'agrandissement du Collège Sainte-Croix permettra à la filière gymnasiale d'avoir une capacité d'accueil suffisante pour les 20 prochaines années en ce qui concerne l'aire de recrutement des gymnases de la ville de Fribourg (hors Collège du Sud et Gymnase intercantonal de la Broye).

3. Concours de projets d'architecture et projet retenu

En respect de l'article 48 du règlement sur les marchés publics, un concours de projets d'architecture à un degré en procédure ouverte a été organisé en 2013. Une réaffectation

générale d'une partie des locaux étant la composante logique de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, il a permis une réflexion générale notamment sur les espaces, leur fonction et leur relation, avec les ajustements utiles. Les adaptations nécessaires pour permettre un accès autonome aux personnes handicapées ont également été étudiées.

Au total, 21 projets ont été remis dans les conditions prescrites par le règlement du concours. A l'unanimité, le jury a recommandé au maître d'ouvrage d'attribuer le mandat pour la poursuite de l'étude à l'auteur du projet intitulé «SUR-MESURE». Le projet lauréat, du bureau Marc Zamparo Architectes à Fribourg, se distingue par une extension linéaire et compacte de l'établissement, ponctuée à l'est par un nouveau volume de dimension moindre profitant des qualités du site. Le bâtiment principal conserve sa hiérarchie de corps central. Le traitement unitaire des façades donne une cohérence à l'ensemble et une nouvelle identité au Collège Sainte-Croix.

4. Développement du projet depuis la demande du crédit d'étude

4.1. Evolution du projet

A la demande du Grand Conseil (amendement accepté lors du traitement du crédit d'étude le 18 mars 2016), une étude complémentaire a été réalisée quant à l'ajustement de certains espaces de l'extension. De nouvelles réflexions ont été menées concernant l'utilisation et l'aménagement de la grande salle, de la bibliothèque-médiathèque, du réfectoire, de la salle d'étude et également de l'utilisation à futur de la salle de sport triple. Les résultats de cette étude ont permis un redimensionnement de ces espaces représentatifs communs et la création d'un espace d'entrée suffisant à l'emblématique salle de sport de Sainte-Croix.

Le développement du projet a par ailleurs permis d'optimiser les emplacements des différentes salles et le rapport entre les surfaces de circulation et les espaces servis. L'avant-projet présenté en mars 2016 au Grand Conseil pour la demande de crédit d'étude disposait déjà de surfaces de circulation augmentées par rapport à la situation actuelle. La perception de ces espaces, actuellement introvertis, sera complètement différente à l'avenir grâce notamment à la création de nouvelles ouvertures. Le projet final prévoit en outre, au rez-de-chaussée du bâtiment principal, la création d'un dégagement suffisant et représentatif permettant la mise en scène d'expositions temporaires et, au premier étage, une liaison entre ce bâtiment et l'extension pour fluidifier les déplacements.

La grande salle, dont les faces rayonnent sur 360° vers les jardins, bénéficie d'un éclairage naturel optimal. Développée avec l'appui des représentants du corps enseignant, elle incarne un espace multifonctionnel dédié à l'enseignement, la musique et les arts dramatiques. Equipée d'une sonorisation et d'un écran de projection, elle peut accueillir des conférenciers, des réunions ou encore des sessions d'examens. Munie d'une scène amovible et d'un éclairage spécialisé, elle peut être utilisée par le chœur, le jazz-band ainsi que pour des pièces de théâtre. La grande salle est également accessible directement depuis l'extérieur.

Voir également point 5.4 et annexe relatifs au programme des locaux.

4.2. Evolution du programme des locaux

Compte tenu de la configuration volumétrique du projet après redimensionnement de certains espaces (voir point 4.1 ci-dessus), deux salles de classe, deux salles de groupe, une salle de sport multi-usages ainsi que des locaux de rangement et de conciergerie ont pu être ajoutés au programme initial. Au niveau de la salle de sport, des vestiaires adaptés et accessibles depuis l'extérieur ont été créés pour le club de tennis du Groupement polysportif de l'Etat. La bibliothèque-média-

thèque (y compris l'ajout d'une salle de lecture), le réfectoire, la grande salle et les salles des professeurs ont été agrandis de manière mesurée. L'équipement du réfectoire sera défini en fonction des synergies possibles avec les mensas disponibles sur le plateau de Pérolles.

4.3. Evolution des coûts

Le projet désigné vainqueur du concours a été évalué à plus de 55 millions de francs. Les architectes et ingénieurs spécialisés ont donc reçu le mandat de réduire les coûts sans modifier de manière trop importante le programme des locaux. Dans un premier temps, une intense collaboration avec les utilisateurs, la rationalisation du programme, la modification de la typologie des façades et la diminution importante du volume construit ont permis de redimensionner le projet pour un coût d'environ 37 millions de francs au moment de la demande de crédit d'étude.

La différence entre ce montant et le devis final de 41 790 000 francs s'explique notamment par les éléments suivants qui étaient inconnus au moment des études préalables:

- > un réglage des surfaces et des volumes conformément à l'étude complémentaire demandée par le Grand Conseil;
- > les conclusions des sondages géotechniques qui imposent l'usage de fondations sur pieux;
- > les résultats des diagnostics complémentaires des installations techniques, réalisés notamment par l'institut de recherche interdisciplinaire du domaine des EPF pour la science des matériaux et la technologie (EMPA), qui imposent le remplacement complet de la distribution du chauffage pour le bâtiment principal et la Villa Gallia;
- > l'augmentation du degré d'exigence des normes de protection incendie (changement de classification d'une partie des ouvrages);
- > les travaux de rétablissement de la polychromie originale des espaces intérieurs de la Villa Gallia suite aux sondages (bâtiment en degré 2 de protection selon la loi sur la protection des biens culturels).

Le devis présenté correspond à un projet fortement redimensionné par rapport au projet de concours mais judicieusement ajusté pour répondre de manière convaincante aux besoins des utilisateurs.

5. Description du projet final



5.1. Conception des bâtiments

«Edifiés pour un avenir meilleur et transformés pour un usage durable»

Les qualités exceptionnelles du site (centralité, calme, accès aux transports publics) et des bâtiments existants (rationalité du système constructif) justifieraient à elles seules le bien-fondé d'une valorisation des infrastructures actuelles. Mais le projet revendique également l'exemplarité en matière d'assainissement et d'adaptation aux besoins futurs. Celle-ci se traduit par un agrandissement équilibré des volumes existants et une attention rigoureuse à l'efficacité énergétique des matériaux et des technologies appliquées.

La topographie du lieu, véritable corniche formée par un méandre expressif du lit de la Sarine, offre des espaces d'implantation restreints dont l'axe de composition se prolonge le long de la rue du Botzet. Le projet d'agrandissement conjugue cette lecture pour réaliser une nouvelle forme urbaine dynamique et équilibrée. Les nouveaux volumes soulignent l'orientation de l'éperon et exploitent un dégagement exceptionnel vers la Sarine. Compact, l'agrandissement préserve les qualités volumétriques de la salle de sport en lien avec le tissu existant et sauvegarde un maximum d'espaces dédiés aux activités extérieures.

Le nouveau Collège Sainte-Croix exprime équilibre et unité, rien ne permettant d'identifier un agrandissement démarqué ou juxtaposé. Ancien et nouveau sont unis dans une conception retenue, en vue d'offrir un dialogue harmonieux entre volumes, matériaux et couleurs.

Système porteur

Suite aux études géotechniques, il apparaît que le sous-sol est de mauvaise qualité (remblais) et nécessite, pour des raisons statiques, de construire l'agrandissement sur un réseau de pieux forés. La structure des niveaux inférieurs et des parties contre terre est en béton armé. Les étages supérieurs sont en charpente métallique. Un noyau en béton armé permet d'assurer la stabilité parasismique. Cette typologie constructive autorise la réalisation de la grande salle dégagée de tout porteur intermédiaire sur une surface de plus de 380 m².

Enveloppe des bâtiments

Les façades du bâtiment principal et de la salle de sport sont remplacées par des triples vitrages isolants pour correspondre au standard Minergie-P et forment une unité avec les façades de l'extension. Le taux de réflexion des vitrages est inférieur à 15% pour permettre aux oiseaux de les discerner.

Les trames constructives des différentes façades existantes sont maintenues afin de rationaliser les coûts. Les fenêtres peuvent être ouvertes manuellement pour la ventilation naturelle. Une protection solaire extérieure évite la surchauffe des locaux et les nouvelles toitures sont végétalisées. A noter que les toitures de la salle de sport et du bâtiment principal ont

été récemment rénovées et ne seront donc pas concernées par les travaux d'assainissement.

Les façades de la Villa Gallia, en parfait état de conservation, ne sont pas modifiées. Tout au plus, d'anciennes ouvertures entre-temps murées en façade sud recouvreront leur aspect d'origine.



Matérialisation

La matérialité de l'extension reprend celle des bâtiments existants afin de renforcer le caractère unitaire de la composition. Il s'agit en particulier des sols en béton lavé avec du gravier du Jura, des murs en béton armé avec coffrages verticaux en lames de sapin et des plafonds en lames de mélèze.

Outre l'utilisation de matériaux minéraux de qualité et durables, le bois est omniprésent pour les menuiseries des portes et armoires, les mains-courantes des escaliers, les revêtements intérieurs et les plafonds.

Polychromie

La polychromie générale de l'extension reprend les couleurs présentes dans les bâtiments existants. Pour les murs et les plafonds des couloirs de la Villa Gallia, des sondages par stratification ont permis de découvrir la polychromie originelle des espaces intérieurs. Celle-ci était composée de dif-

férentes couleurs en harmonie avec les matériaux bruts utilisés en façade. Afin de redonner aux espaces intérieurs leur caractère d'origine, les couleurs et les décors (soubassements et frises) seront restaurés.

Confort acoustique

Il est prévu de soigner le confort acoustique des différents espaces par des plafonds absorbants, y compris dans les espaces de circulation.

Equipements et mobilier

De manière générale et dans un souci de durabilité, le matériel et le mobilier fonctionnels et en bon état sont réutilisés. En principe, seules les salles supplémentaires reçoivent des équipements et du mobilier neufs.

Les nouvelles salles de classe sont équipées selon le même standard que les classes existantes. Le mobilier spécialisé des

salles de science est remplacé. La grande salle, le réfectoire (utilisable également avec la salle de sport) et la bibliothèque-médiathèque jouissent aussi d'un nouveau mobilier.

A l'exception de quelques interventions ponctuelles, les aménagements et les équipements de la salle de sport ne sont pas modifiés, tout comme le secteur du secrétariat qui a bénéficié de transformations récentes.

Assainissement énergétique

Selon une étude réalisée par un ingénieur thermicien, les mesures d'assainissement permettent globalement une réduction de plus de 50% (soit une économie annuelle de quelque 100 000 francs, y compris le coût de l'énergie labellisée conformément aux objectifs donnés par l'art 5. al. 6 de la loi cantonale sur l'énergie) des besoins en énergie, agrandissement des surfaces et volumes compris.

De plus, les installations techniques seront adaptées pour permettre la mise en place de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits sous forme de «contracting énergétique». Il est possible de produire environ 460 kilowatts-crête sur les toitures du bâtiment principal, de l'extension et de la salle de sport.

5.2. Installations techniques

De manière générale, le projet des installations techniques vise à minimiser autant que possible l'utilisation de technologies électroniques et d'appareils ou moteurs induisant une maintenance importante.

La ventilation des salles de classe est assurée naturellement par la combinaison d'ouvrants manuels et motorisés pour le rafraîchissement nocturne. Des monoblocs de ventilation sont installés pour permettre le raccordement des chapelles supplémentaires des salles de science. Dans la Villa Gallia, la ventilation naturelle des locaux par les ouvrants manuels est conservée.

L'actuelle production de chaleur au gaz est remplacée par un raccordement au réseau de chauffage à distance (PLACAD). Les conduites sont déjà installées jusqu'en limite de parcelle. Dans le bâtiment principal, la distribution et les radiateurs doivent être remplacés. Dans l'extension, la distribution du chauffage est réalisée par le sol pour les espaces communs et par des radiateurs pour les salles de classe.

Dans la Villa Gallia, toutes les installations techniques doivent être remplacées. Les radiateurs en fonte, qui datent de la construction, seront restaurés.

Les nouvelles installations sanitaires peuvent être raccordées sur les réseaux existants. L'eau chaude est distribuée seulement dans certains locaux spécifiques comme les salles de science. Les appareils des locaux sanitaires existants du bâti-

ment principal et de la salle de sport ont bénéficié d'un entretien régulier et sont donc conservés.

Le réseau de distribution du gaz n'est pas modifié. Pour les nouveaux besoins, le gaz en bouteille est privilégié.

Les passages et les emplacements techniques ainsi que le renforcement du raccordement au réseau sont prévus pour la mise en place d'une installation photovoltaïque en toiture.

5.3. Aménagements extérieurs

L'entrée principale de l'école offre un mobilier en bois sous la forme de grands bancs pour s'asseoir et permettre l'implantation de végétaux. Cet aménagement permet d'organiser l'entrée du complexe comme un lieu de référence et de rencontre. Un nouvel espace de détente en lien direct avec le réfectoire et orienté au sud est créé. Cette esplanade devient également l'espace d'entrée représentatif pour la salle de sport. Entourée de forêts ordinaires, la végétalisation proche des bâtiments propose un contraste avec des essences aux floraisons colorées. L'emblématique lieu de rassemblement dit «Le Canard», aménagé pour les manifestations à l'air libre, est repositionné au sud, proche de son emplacement actuel et matérialisé sous forme de gradins en pierre.

Les terrains de sport sont rénovés et un mur de grimpe est proposé sous le couvert en bois.

Le projet prévoit la réorganisation des places de stationnement définies par le programme. Les zones de stationnement et les accès piétons restent séparés. La circulation pour le trafic de maintenance et d'urgence reste possible jusqu'aux terrains de tennis. L'éclairage ponctuel des parcours est remplacé.

5.4. Programme des locaux

Le projet prend en compte à la fois l'existant et sa réfection ainsi que les espaces nouveaux à prévoir.

Le programme des locaux s'étend sur un total de 11 052 m² de surface utile (selon la norme SIA 416). Le détail est fourni dans un document annexé au présent message qui distingue les cinq chapitres suivants:

| | |
|---------------------------------------|---------------------|
| 1) Administration et locaux communs | 2163 m ² |
| 2) Salles de classe | 3763 m ² |
| 3) Salles spéciales | 2602 m ² |
| 4) Salles de sport/divers | 2524 m ² |
| 5) Aménagements extérieurs et parking | |

Il est à relever que ces surfaces sont légèrement différentes de celles figurant sur les plans. Sur ces derniers, les surfaces sont calculées jusqu'au contre-cœur et selon la norme SIA 416 alors que dans le programme des locaux, issu du concours, les surfaces étaient calculées jusqu'au vitrage des façades.

6. Estimation des coûts et financement

6.1. Devis de l'opération

Le devis a été calculé selon la classification des frais par CFC (Code de frais de construction). Le devis comprend la TVA calculée à 8.0%.

| CFC | Désignation | Fr. |
|-----|---|-------------------|
| 1 | Travaux préparatoires | 595 100 |
| 2 | Bâtiment | 34 341 900 |
| 3 | Equipements d'exploitation | 928 500 |
| 4 | Aménagements extérieurs | 1 493 500 |
| 5 | Frais secondaires et comptes d'attente | 2 796 300 |
| 6 | Aménagements provisoires | 200 000 |
| 8 | Equipement informatique et petit matériel | 431 600 |
| 9 | Ameublement | 1 003 100 |
| | Coût total | 41 790 000 |

La part de l'assainissement des ouvrages représente environ 50% du volume total des investissements.

Le coût total de 41 790 000 francs comprend les dépenses déjà engagées pour les frais de concours et les études qui s'élèvent à 2 270 000 francs. Les prix ont été calculés sur la base des plans annexés. Ce sont ceux de 2017 et ils devront être indexés sur la base de l'Indice suisse des prix de la construction (ISPC) dans la catégorie «Construction de bâtiment administratif – Espace Mittelland» d'octobre 2016 qui s'élève à 98,9 points (base octobre 2015 = 100).

Sur la base du calendrier des travaux au 29 mai 2017 et sous réserve des dates de facturation effectives des entreprises, le calendrier des décaissements est le suivant:

- > 2018: 3 000 000 francs
- > 2019: 8 000 000 francs
- > 2020: 13 000 000 francs
- > 2021: 11 000 000 francs
- > 2022: 4 520 000 francs

Les mesures d'assainissement permettent globalement une réduction de plus de 50% (soit une économie annuelle de quelque 100 000 francs) des besoins en énergie, agrandissement des surfaces et volumes compris. L'augmentation des surfaces provoquera toutefois une croissance des charges annuelles liées à l'entretien, charge de travail correspondant à environ 1.5 poste équivalent plein temps pour le personnel de nettoyage. Elle ne nécessitera pas l'engagement d'un concierge supplémentaire.

6.2. Crédit d'engagement demandé

Le crédit d'engagement nécessaire pour l'assainissement et l'agrandissement du Collège Sainte-Croix se monte à 39 520 000 francs, selon le détail ci-après:

| | |
|--|--------------------------|
| Coût total: | 41 790 000 francs |
| Crédit d'étude accordé par le Grand Conseil le 18 mars 2016: | 2 270 000 francs |
| <u>Crédit d'engagement:</u> | <u>39 520 000 francs</u> |

7. Referendum

Le crédit d'engagement dépasse la limite prévue par l'article 45 de la Constitution (1% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et devra donc être soumis au référendum financier obligatoire.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

8. Calendrier

Sous réserve de l'issue de la votation populaire qui doit avoir lieu durant le premier semestre 2018, l'agrandissement et l'assainissement du Collège Sainte-Croix se fera en deux étapes afin de réduire les coûts des infrastructures provisoires. La première phase débutera en 2019 par l'extension. En été, le bâtiment principal sera vidé de ses occupants et les travaux de rénovation pourront commencer. Ces travaux dureront deux ans durant lesquels les élèves fréquenteront principalement les locaux de la Haute école de Santé, sis à la Route des Cliniques 15 à Fribourg, qui seront inoccupés suite au déménagement de cet établissement sur le site des Arsenaux. Dès la rentrée 2021, les élèves reviendront dans les bâtiments du Collège Sainte-Croix et la deuxième phase concernera les travaux dans la Villa Gallia pendant une année.

9. Développement durable

Le projet respecte les critères du label Minergie-P pour tous les éléments neufs ou modifiés, conformément à la politique d'exemplarité des collectivités publiques définie dans le règlement cantonal sur l'énergie. Il a été analysé par l'équipe d'audit de Boussole21 au moment de la demande de crédit d'étude.

D'un point de vue économique et en lien avec l'évolution démographique, ce projet participe au maintien de l'offre en formations du degré secondaire supérieur (une des conditions cadre pour l'économie). Il est conforme aux besoins, compte tenu des impératifs financiers. En effet, un

effort considérable a été consenti afin de réduire les coûts de construction. A relever que l'assainissement énergétique permettra de diminuer les frais de fonctionnement et qu'une partie des locaux a été conçue de manière à promouvoir la complémentarité d'usage.

Au niveau environnemental, le projet, très accessible en transports publics et mobilité douce, permet une densification sur un site bâti et ménage les espaces naturels alentours. L'assainissement de l'un des bâtiments les plus énergivores de l'administration cantonale permet de diminuer les émissions de polluants atmosphériques. Le fait de rénover divers bâtiments est économe en énergie grise.

D'un point de vue sociétal, le projet augmente fortement la sécurité en palliant les lacunes concernant les voies d'évacuation et le revêtement des parois et plafonds combustibles. La large offre en infrastructures sportives et de détente est maintenue. La grande salle restera accessible de manière indépendante (location à des tiers). L'agrandissement significatif du réfectoire devrait permettre de promouvoir une alimentation équilibrée et d'offrir un lieu de rencontre. Le nombre de places de parc pour deux-roues sera augmenté (336 au lieu de 110 actuellement) et celui des places pour voitures diminué (24 au lieu de 60). Un plan de mobilité sera mis en place selon la directive du Conseil d'Etat du 6 juin 2016.

Propositions de l'équipe d'audit de Boussole21 intégrées au projet:

- > diversité biologique: végétalisation des toits plats;
- > production d'énergie: préparation des installations techniques des bâtiments à la mise en place de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits;
- > places de parc pour les deux-roues à l'abri de la pluie, sécurisées et éclairées;
- > économie d'énergie et qualité de l'air: production de chaleur décentralisée reliée au circuit de chauffage à distance;
- > qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments: salles de classe sans réseau double flux, ventilation naturelle manuelle et automatisée.

De manière générale, le projet répond au standard Minerergie-P et propose d'aller plus loin en limitant autant que possible toute installation de ventilation mécanisée ainsi que tout matériel ou appareillage électronique sujet à maintenance et à un recyclage difficile.

10. Conclusion

L'assainissement et l'agrandissement du Collège Sainte-Croix répond à une nécessité. Les études ont confirmé la situation préoccupante de la sécurité des bâtiments existants relevée par un rapport en 2008 déjà. Elles démontrent également le manque d'efficacité énergétique des bâtiments concernés et

la nécessité de leur assainissement. Par ailleurs, une étude démographique récente confirme les besoins supplémentaires en locaux.

Le décret proposé n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

En conséquence, le Conseil d'Etat vous invite à adopter le présent projet de décret.

Annexes

—

Programme des locaux

Plans des architectes



Botschaft 2017-DICS-47

19. September 2017

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zu einem Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 39 520 000 Franken für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|--|-----------|
| 1. Hintergrund | 10 |
| 2. Bedarfsanalyse und Ziele der Bauarbeiten | 11 |
| 2.1. Sicherheit | 11 |
| 2.2. Erforderliche Sanierung | 11 |
| 2.3. Entwicklung der Schülerbestände und Flächenbedarf | 11 |
| 3. Architekturwettbewerb und ausgewähltes Projekt | 12 |
| 4. Entwicklung des Projekts seit der Beantragung des Studienkredits | 13 |
| 4.1. Entwicklung des Projekts | 13 |
| 4.2. Entwicklung des Raumprogramms | 13 |
| 4.3. Kostenentwicklung | 13 |
| 5. Beschreibung des endgültigen Projekts | 14 |
| 5.1. Gebäudekonzept | 14 |
| 5.2. Technische Anlagen | 16 |
| 5.3. Umgebung | 16 |
| 5.4. Raumprogramm | 16 |
| 6. Kostenschätzung und Finanzierung | 17 |
| 6.1. Kostenvoranschlag der Arbeiten | 17 |
| 6.2. Verlangter Verpflichtungskredit | 17 |
| 7. Referendum | 17 |
| 8. Zeitplan | 17 |
| 9. Nachhaltige Entwicklung | 18 |
| 10. Schlussbemerkungen | 18 |

1. Hintergrund

Die Akademie Heilig Kreuz wurde 1904 von den Menzinger Schwestern als Hochschule für Frauen gegründet und 1909 zum kantonalen Mädchengymnasium umgewandelt. Die Schule befand sich zuerst in einem grossen Gebäude am Ende der Perolles-Allee, in dem heute die Orientierungsschule untergebracht ist.

Der Bau des heutigen Kollegiums Heilig Kreuz wurde in der Volksabstimmung vom 8. Juni 1980 angenommen und zum Schuljahresbeginn 1983 fertiggestellt. Das neue Schulgebäude war für 26 Klassen angelegt. Die Bauarbeiten umfassten auch eine von der Stadt Freiburg mitfinanzierte Dreifachsporthalle.

Das Kollegium zählte im Jahr 1983 483 Schülerinnen und Schüler und im Jahr 1990 waren es 569. Daher musste 1991/92 das Gebäude um ein viertes Stockwerk für weitere Klassenzimmer erweitert werden.

Ende 1999 zählte das Kollegium 832 Schülerinnen und Schüler und im Hauptgebäude herrschte zunehmend Platzmangel. Daher wurde der zweite Stock der Villa Gallia umgebaut und für den Unterricht in bildnerischem Gestalten eingerichtet. Da die Schülerbestände wie auch die Zahl der Klassen weiter zunahmen, wurde zu Beginn des Schuljahres 2009/10 auch der erste Stock der Villa Gallia, wo bis dahin Künstlerateliers untergebracht waren, für das Kollegium Heilig Kreuz genutzt. Ende des Schuljahres 2012/13 zügelte das Konservatorium (Theater und Tanz) ins Juraquartier. Dem Kollegium Heilig Kreuz steht seither das ganze Gebäude zur Verfügung.

Die Innensportanlage (Dreifachsporthalle mit Zuschauertribüne) werden ausserhalb der Unterrichtszeiten auch von Dritten benutzt (Universität Freiburg, regionale Sportvereine), ebenso die dazugehörigen Räume (Umkleide-, Sanitär- und Arbeitsräume, Getränkestand, Cafeteria).

In den Jahren 2010 bis 2015 zählte das Kollegium Heilig Kreuz 850 bis 980 französisch-, deutsch- und zweisprachige Schülerinnen und Schüler. Seither wurde der Bestand schrittweise verkleinert, um den Raumbedarf während der Arbeiten zu verringern.

Der Grosse Rat gewährte am 18. März 2016 einen Studienkredit von 2 270 000 Franken für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz.

2. Bedarfsanalyse und Ziele der Bauarbeiten

2.1. Sicherheit

2008 deckte eine Untersuchung der Fluchtwege des Hauptgebäudes und der Villa Gallia bedeutende Sicherheitsmängel auf. In der Folge wurden mehrere dringende Massnahmen getroffen (Beschilderung, Kennzeichnung der Fluchtwege, Kontrolle verschiedener Anlagen, Verriegelung von Türen, Evakuierungsübungen, Bezeichnung eines Verantwortlichen für Arbeitssicherheit und Arbeitsgesundheit, Einsetzung einer Interventionsgruppe u. a.). Weitere Punkte der Untersuchung betrafen Aspekte, die sich nicht verändern lassen, ohne die Gebäudestruktur zu tangieren, insbesondere bei der Villa Gallia, und ohne beträchtliche Investitionen zu tätigen. Diese Aspekte sollten daher bei einem umfassenderen Investitionsvorhaben berücksichtigt werden.

Die im Jahr 2014 durchgeführten Vorstudien bestätigten, dass die Sicherheit der bestehenden Gebäude Anlass zur Beunruhigung gibt. So sind die Fluchtwege nicht der einzige Punkt, der als mangelhaft bewertet wurde; brennbare Wand- und Deckenverkleidungen stellen ebenfalls ein Problem dar.

Die befragten Experten sind der Meinung, dass diese Häufung von Mängeln eine Gefahrensituation hervorrufen kann.

2.2. Erforderliche Sanierung

Die 1983 auf dem Areal errichteten Gebäude (Hauptgebäude und Sporthalle) sind fast 35 Jahre alt. Zwar wurden regelmässig Unterhaltsarbeiten ausgeführt, doch in zahlreichen Bereichen wie der Isolation und der Dichtigkeit sind nun bedeutende finanzielle Investitionen nötig. Es müssen umfangreiche Arbeiten getätigt werden, die bisher aufgeschoben wurden, um eine Gesamtplanung für eine kohärente und zweckmässige Sanierung zu ermöglichen.

Aus energietechnischer Sicht ist die Situation kritisch, denn die Verluste sind hoch. Die Ausgaben für den Energieverbrauch belaufen sich gegenwärtig jedes Jahr auf über 260 000 Franken. Diese Schule zählt damit zu den zehn energieintensivsten Gebäuden der Kantonsverwaltung. Der Energieverlust durch die Fassaden übersteigt die heutigen Standards gegenwärtig etwa um das Dreifache. Dies gilt auch für die technischen Installationen wie die Heizungs- oder Lüftungsanlagen, die erneuert werden sollten.

Den Verkehrsflächen und Gemeinschaftsräumen des Hauptgebäudes fehlt es an natürlichem Licht. Das Projekt wird dieses Problem der schlecht beleuchteten Flächen beheben.

2.3. Entwicklung der Schülerbestände und Flächenbedarf

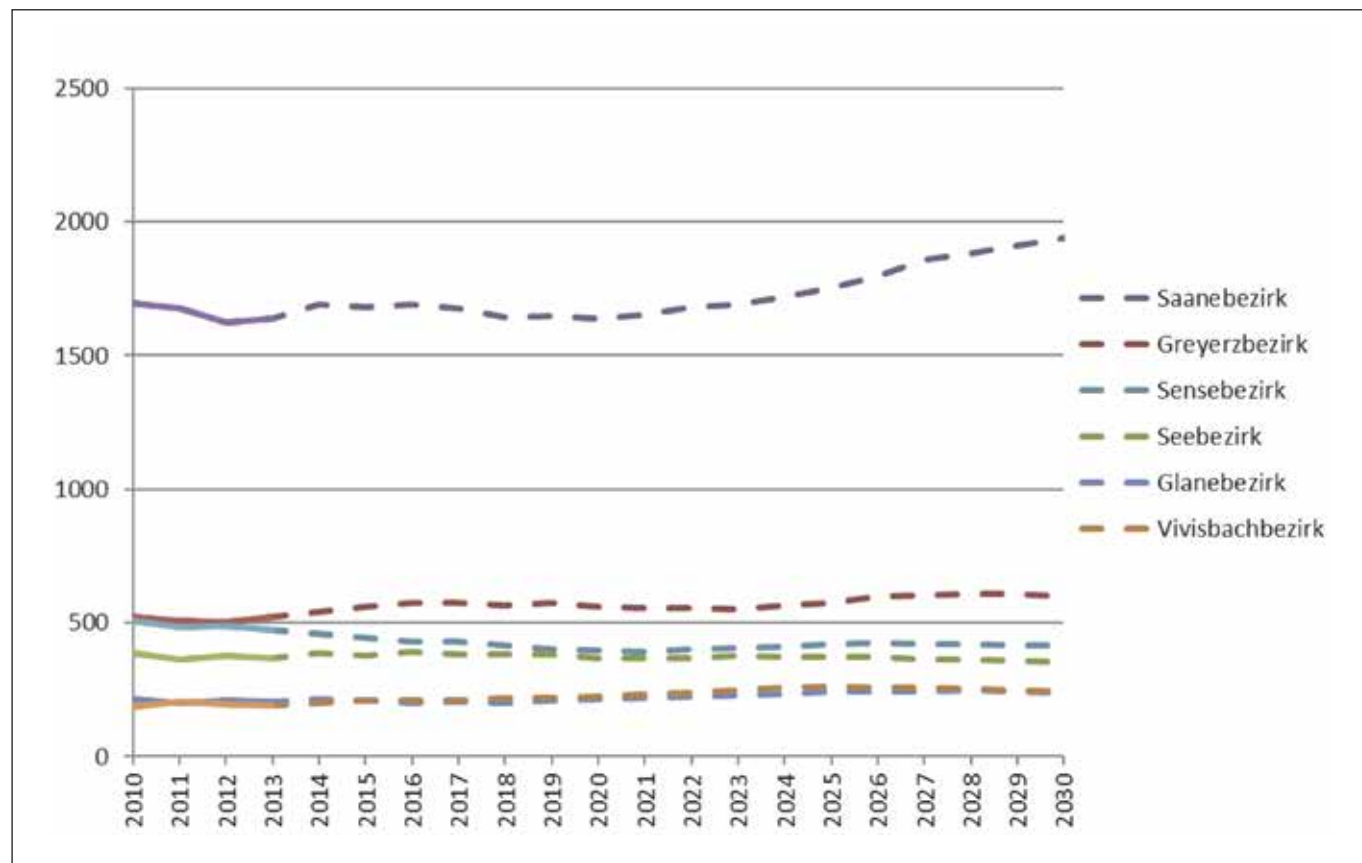
Das Kollegium Heilig Kreuz umfasst gegenwärtig ein Hauptgebäude, eine Dreifachsporthalle und die Villa Gallia. Das Hauptgebäude und die Dreifachsporthalle wurden 1983 für etwa 500 Schülerinnen und Schüler gebaut. Die Gemeinschaftsräume (Aula, Cafeteria, Bibliothek) sind für diese ursprüngliche Kapazität bemessen und wurden seither nie vergrössert.

Die Schule leidet seit dem Bau des vierten Stockwerks unter einem bedeutenden Mangel an Gemeinschaftsflächen und -räumen bzw. Verkehrsflächen. Noch dringlicher ist dieser Raumbedarf seit der Einführung der Änderungen des gymnasialen Lehrgangs im Jahre 1995, da diese zahlreiche Räume für Gruppenarbeiten erfordert. Zudem sind auch die Bestände gewachsen (Zunahme um fast 300 Schülerinnen und Schüler seit 1990).

Zwar ist die Zahl der Schülerinnen und Schüler an den Gymnasien der Stadt Freiburg in den letzten Jahren gesunken, doch wird sich die Situation angesichts der starken Zunahme der Schülerzahlen an den obligatorischen Schulen mittel- und langfristig sicher wieder anders präsentieren. Der Staatsrat legte 2014 einen Bericht über die demografische Entwicklung der Schülerinnen und Schüler auf der allgemeinbildenden Sekundarstufe 2 (Gymnasien, Handelsmit-

telschulen und Fachmittelschulen) und deren allfällige Auswirkungen auf die Schulinfrastrukturen und Schulstandorte vor (Bericht 2014-DICS-56 vom 17. Juni 2014). Der Bericht prognostiziert ab 2020 eine starke Zunahme der Zahl dieser Schülerinnen und Schüler aus dem Saanebezirk. Mit Ausnahme des Brojebezirks, der sich im Einzugsgebiet des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broje befindet, für

das der Kanton Freiburg nicht alleine zuständig ist, wird der gymnasiale Bildungsgang im Jahr 2030 kantonsweit etwa 3800 Schülerinnen und Schüler zählen – gegenüber 3277 im Schuljahr 2016/17 (siehe Abbildung unten). Diese Prognosen werden durch die «Szenarien 2016–2025 für die Sekundarstufe II» des Bundesamtes für Statistik untermauert.



Anzahl Schülerinnen und Schüler nach Jahr und nach Bezirk im gymnasialen Bildungsgang (aus dem Bericht 2014-DICS-56 vom 17. Juni 2014)

Um die künftige Zunahme der Schülerbestände absorbieren zu können, muss die Gebäudekapazität um etwa 50% erhöht werden. Dies entspricht der idealen Grösse für einen Bestand von 1100 Schülerinnen und Schülern und etwa 50 Klassen.

Dank dem Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz und dem kürzlich ebenfalls ausgebauten Kollegium Gambach erhält der gymnasiale Bildungsgang genügend Aufnahmekapazität für die kommenden 20 Jahre im Einzugsgebiet der Kollegien der Stadt Freiburg (ohne das Kollegium des Südens und das Interkantonale Gymnasium der Region Broje).

3. Architekturwettbewerb und ausgewähltes Projekt

In Anwendung von Artikel 48 des Reglements über das öffentliche Beschaffungswesen wurde 2013 ein einstufiger Architekturwettbewerb im offenen Verfahren organisiert.

Da eine generelle Neuzuteilung eines Teils der Räume im Zuge des Ausbaus des Kollegiums Heilig Kreuz naheliegend erschien, konnten die Räume, ihre Funktion, ihr Verhältnis untereinander und nützliche Anpassungen allgemein überdacht werden. Zudem wurde analysiert, welche Anpassungen erforderlich sind, um behinderten Menschen einen selbstständigen Zugang zu ermöglichen.

Insgesamt 21 Projekte wurden eingereicht, die den Bedingungen des Wettbewerbsreglements entsprachen. Die Jury empfahl dem Bauherrn einstimmig das Projekt «SUR-MESURE» zur Weiterbearbeitung». Das Siegerprojekt des Architekturbüros Marc Zamparo Architekten in Freiburg zeichnet sich durch eine lineare und kompakte Erweiterung des Gebäudes aus: Nach Osten hin wird es ergänzt durch ein kleineren Neubau, der sich die Beschaffenheit des Standorts zunutze macht. Das Hauptgebäude behält seine zentrale Stellung. Die einheitliche Fassadengestaltung verleiht dem Ganzen Kohärenz und dem Kollegium Heilig Kreuz eine neue Identität.

4. Entwicklung des Projekts seit der Beantragung des Studienkredits

4.1. Entwicklung des Projekts

Auf Wunsch des Grossen Rates (bei der Beratung des Studienkredits am 18. März 2016 genehmigter Änderungsantrag) wurde eine zusätzliche Untersuchung durchgeführt, um einige Ausbauflächen anzupassen. Auch wurden neue Überlegungen zur Nutzung und Anpassung des grossen Saals, der Bibliothek-Mediathek, des Speisesaals und des Studierzimmers sowie ebenfalls zur künftigen Nutzung der Dreifachsporthalle angestellt. Dank der Ergebnisse dieser Untersuchung konnte die Grösse dieser gemeinsamen repräsentativen Flächen verkleinert werden und zudem entstand ein ausreichender Eingangsbereich für die symbolträchtige Sporthalle Heilig-Kreuz.

Im Zuge der Weiterentwicklung des Projekts konnten zudem die Standorte der verschiedenen Säle/Räume und das Verhältnis zwischen Verkehrsflächen und bedienten Räumen optimiert werden. Das im März 2016 dem Grossen Rat vorgelegte Vorprojekt für die Beantragung des Studienkredits sah bereits grössere Verkehrsflächen als die heute vorhandenen vor. Der beengte Eindruck, den diese Flächen derzeit vermitteln, wird sich künftig komplett ändern, unter anderem dank neuer Öffnungen. Das endgültige Projekt sieht zudem im Erdgeschoss des Hauptgebäudes die Einrichtung eines genügend grossen und repräsentativen Eingangsbereichs vor, um Sonderausstellungen zu präsentieren. Im ersten Stockwerk soll zudem eine Verbindung zwischen diesem Gebäude und dem Ausbau eingerichtet werden, damit man leichter von einem zum anderen gelangen kann.

Der grosse Saal, der fast rundum Aussicht auf den Garten bietet, erhält eine optimale natürliche Beleuchtung. Der mit Unterstützung von Vertreterinnen und Vertretern der Lehrkräfte entworfene Saal umfasst einen multifunktionalen Bereich, der für den Unterricht, die Musik und die Schauspielkunst bestimmt ist. Er ist ausgestattet mit einer Beschallungsanlage und einer Leinwand und kann für Vorträge, Versammlungen oder auch Prüfungssessionen genutzt werden. Zudem verfügt der Saal über eine bewegliche Bühne und eine spezielle Beleuchtung und kann vom Chor, von der Jazz-Band sowie für Theaterstücke genutzt werden. Der grosse Saal ist zudem von aussen direkt zugänglich.

Siehe auch Ziffer 5.4 und der Anhang zum Raumprogramm.

4.2. Entwicklung des Raumprogramms

Aufgrund der Raumgestaltung des Projekts nach der Grössenanpassung gewisser Flächen (siehe oben Ziffer 4.1) konnte das ursprüngliche Raumprogramm mit zwei Schulzimmern, zwei Gruppenzimmern, einer Mehrzwecksporthalle sowie Abstell- und Abwarräumen ergänzt werden.

Bei der Sporthalle wurden geeignete, von aussen zugängliche Garderoben für den Tennisclub der Polysportgruppe des Staates eingerichtet. Die Bibliothek-Mediathek (erweitert um einen Lesesaal), der Speisesaal, der grosse Saal und die Lehrpersonenzimmer wurden massvoll vergrössert. Die Ausstattung des Speisesaals wird in Abstimmung mit den auf der Perolles-Ebene vorhandenen Mensen festgelegt.

4.3. Kostenentwicklung

Das Siegerprojekt des Wettbewerbs wurde auf über 55 Millionen Franken veranschlagt. Die Architekten und Fachingenieure erhielten die Aufgabe, die Kosten zu verringern, ohne allzu stark in das Raumprogramm einzugreifen. In einem ersten Schritt konnte das Projekt dank einer intensiven Zusammenarbeit mit den Benutzerinnen und Benutzern, der Straffung des Programms, der Änderung der Fassadentypologie und einer erheblichen Verkleinerung des Bauvolumens bei der Beantragung des Studienkredits um etwa 37 Millionen Franken redimensioniert werden.

Der Unterschied zwischen diesem Betrag und dem Kostenvoranschlag von 41 790 000 Franken erklärt sich insbesondere durch folgende Punkte, die zum Zeitpunkt der Vorstudien noch nicht bekannt waren:

- > eine Anpassung der Flächen und Volumen entsprechend der vom Grossen Rat verlangten Zusatzstudie;
- > die Ergebnisse der geotechnischen Abklärungen, welche die Verwendung von Pfahlfundationen bedingen;
- > die Ergebnisse von zusätzlichen Diagnosen der technischen Anlagen, die namentlich von interdisziplinären Forschungsinstitut des ETH-Bereiches für die Materialprüfungs- und Forschungsanstalt (EMPA) durchgeführt wurden und eine vollständige Ersetzung der Wärmeverteilung für das Hauptgebäude und die Villa Gallia nötig machen;
- > die Verschärfung der Brandschutzvorschriften (Änderung der Einstufung eines Teils der Bauwerke);
- > die Wiederherstellung der ursprünglichen Vielfarbigkeit der Innenräume der Villa Gallia nach den Abklärungen (Gebäude der Schutzkategorie 2 nach dem Gesetz über den Schutz der Kulturgüter).

Der vorliegende Kostenvorschlag wurde für ein gegenüber dem ausgeschriebenen stark redimensioniertes Projekt erstellt. Dieses wurde jedoch geschickt angepasst, damit es den Bedürfnissen der Benutzerinnen und Benutzer bestmöglich entspricht.

5. Beschreibung des endgültigen Projekts



5.1. Gebäudekonzept

«Gebaut für eine bessere Zukunft und erneuert für eine nachhaltige Nutzung»

Schon allein die aussergewöhnlich günstige Beschaffenheit des Standorts (zentrale Lage, Ruhe, gute Anbindung an den öffentlichen Verkehr) und der bestehenden Gebäude (Rationalität des Gebäudekomplexes) würde eine Aufwertung der gegenwärtigen Infrastruktur rechtfertigen. Das Projekt will jedoch auch in Sachen Sanierung und Anpassung an die künftigen Bedürfnisse beispielhaft sein. Dies zeigt sich in einem ausgewogenen Ausbau der bestehenden Volumen sowie darin, dass besonderer Wert auf die Energieeffizienz der verwendeten Materialien und Techniken gelegt wird.

Die Topografie des Standortes, eine durch einen ausgeprägten Mäander der Saane geformte Landzunge, bietet eine beschränkte Bebauungsfläche, deren Kompositionsachse sich entlang der Botzetstrasse verlängert. Das Ausbauprojekt verbindet diese Elemente, um eine neue dynamische und ausgewogene städtische Form zu schaffen. Die neuen Gebäudevolumen unterstreichen die Ausrichtung der Landzunge und bieten eine beeindruckende Öffnung zur Saane. Der kompakte Ausbau bewahrt die Gebäudeeigenschaften der Sporthalle in Verbindung mit dem bestehenden urba-

nen Gefüge und sorgt dafür, dass möglichst viele Flächen für Aussenaktivitäten frei bleiben.

Das neue Kollegium Heilig Kreuz vermittelt einen ausgewogenen, einheitlichen Eindruck, nichts lässt einen sich deutlich abhebenden oder zusammengewürfelten Ausbau erkennen. Alt und neu sind in einem zurückhaltenden Konzept vereint, um einen harmonischen Gesamteindruck von Volumen, Materialien und Farben zu vermitteln.

Tragwerk

Gemäss den geotechnischen Untersuchungen ist der Untergrund offenbar von schlechter Qualität (Aufschüttung). Aus statischen Gründen muss daher der Ausbau auf einem Netz von Bohrpfehlen erfolgen. Die Struktur der Untergeschosse und der Teile gegen Erdreich besteht aus Stahlbeton. Die Obergeschosse sind Stahlbauten. Ein Stahlbetonkern sorgt für die Erdbebensicherheit. Dank dieser Bautypologie kann der grosse Saal ganz ohne Zwischenträger über eine Fläche von 380 m² eingerichtet werden.

Gebäudehülle

Die Fassaden des Hauptgebäudes und der Sporthalle werden durch Dreifach-Isolierglasscheiben ersetzt, um dem Minergie-P-Standard zu entsprechen; sie bilden eine Einheit mit den Fassaden des Ausbaus. Der Reflektionsgrad der Scheiben liegt unter 15%, damit die Vögel sie erkennen können. Die Achsenabstände der bestehenden Fassaden bleiben erhalten, um Kosten einzusparen. Die Fenster können für die natürliche Lüftung manuell geöffnet werden. Ein Aussensonnen-

schutz verhindert das Überhitzen der Räume, zudem werden die neuen Dächer begrünt. Dabei ist anzumerken, dass die Dächer der Sporthalle und des Hauptgebäudes kürzlich renoviert worden sind und daher nicht saniert werden.

Die Fassaden der Villa Gallia sind ausgezeichnet erhalten und werden nicht geändert. Zudem werden frühere Öffnungen, die in der Zwischenzeit in der Südfassade zugemauert wurden, wieder in ihren ursprünglichen Zustand versetzt.



Baumaterialien

Die Materialien des Ausbaus entsprechen jenen der bestehenden Gebäude, um den einheitlichen Charakter des Gefüges zu unterstreichen. Es handelt sich insbesondere um Waschbetonböden mit Kies aus dem Jura, Mauern aus Stahlbeton mit senkrechten Schalungen aus Tannenholzleisten und Decken aus Lärchenholzleisten.

Nebst der Verwendung von hochwertigen, dauerhaften mineralischen Stoffen ist Holz für die Schreinerarbeiten an Türen und Schränken, Treppenläufen, Innenverkleidungen und Decken allgegenwärtig.

Vielfarbigkeit

Die allgemeine Vielfarbigkeit des Ausbaus greift die Farben der bestehenden Gebäude auf. Für die Mauern und die

Decken der Gänge in der Villa Gallia konnte mit Untersuchungen der Schichtungen die ursprüngliche Farbenvielfalt der Innenräume wieder enthüllt werden. Diese bestanden aus verschiedenen, harmonisch auf die für die Fassade verwendeten Rohstoffe abgestimmten Farben. Um den Innenräumen ihren ursprünglichen Charakter zurückzugeben, werden die Farben und Dekorelemente (Sockel und Friese) restauriert.

Akustikkomfort

Das akustische Wohlbefinden der verschiedenen Räume soll mit schallabsorbierenden Decken optimiert werden, auch in den Verkehrsflächen.

Einrichtungen und Mobiliar

Was an Material und Mobiliar noch funktionstüchtig und in guten Zustand ist, soll ganz allgemein und im Sinne der Nachhaltigkeit wiederverwendet werden. Grundsätzlich werden nur die zusätzlichen Räume mit neuen Einrichtungen und neuem Mobiliar ausgestattet.

Die neuen Schulzimmer werden nach dem gleichen Standard ausgestattet wie die bestehenden Klassenzimmer. Das spezielle Mobiliar der Räume für den naturwissenschaftlichen Unterricht wird ersetzt. Der grosse Saal, der Speisesaal (auch mit der Sporthalle nutzbar) und die Bibliothek-Mediathek erhalten ebenfalls neues Mobiliar.

Mit Ausnahme einiger punktueller Eingriffe wird an der Ausstattung und Ausrüstung der Sporthalle nichts geändert, ebensowenig am Sekretariatsbereich, der erst kürzlich renoviert wurde.

Energetische Sanierung

Gemäss einer von einem Wärmetechniker durchgeführten Studie kann mit den Sanierungsmassnahmen insgesamt über 50% des Energieverbrauchs eingespart werden (das entspricht einer jährlichen Einsparung von rund 100 000 Franken, einschliesslich der Kosten von zertifizierter Energie gemäss den Zielsetzungen nach Art. 5. Abs. 6 des kantonalen Energiegesetzes), auch unter Berücksichtigung der zusätzlichen Flächen und Volumen.

Zudem werden die technischen Anlagen angepasst, damit auf den Dächern Photovoltaik-Solarzellen in Form eines «Energie-Contracting» installiert werden können. Auf den Dachflächen des Hauptgebäudes, des Ausbaus und der Sporthalle können etwa 460 Kilowatt-Peak (kWp) produziert werden.

5.2. Technische Anlagen

Bei den geplanten technischen Anlagen sollen allgemein möglichst wenige elektronische Technologien und Geräte oder Motoren, die wartungsintensiv sind, genutzt werden.

Die Lüftung der Schulzimmer erfolgt auf natürliche Weise durch eine Kombination von manuellen und elektrischen Öffnungssystemen für die nächtliche Abkühlung. Es werden Monoblocks für die Belüftung installiert, um die zusätzlichen Laborabzüge der Räume für den naturwissenschaftlichen Unterricht anzuschliessen. In der Villa Gallia wird die natürliche Lüftung der Räume durch manuelle Öffnungssysteme beibehalten.

Die heutige Wärmeerzeugung mit Gas wird durch einen Anschluss ans Fernwärmenetz (Placad) ersetzt. Die Leitungen sind bereits bis zum Rand der Parzelle installiert. Im Hauptgebäude müssen die Wärmeverteiler und Radiatoren ausgetauscht werden. Beim Ausbau erfolgt die Wärmeverte-

ilung für die Gemeinschaftsräume über den Boden und in den Schulzimmern mittels Radiatoren.

In der Villa Gallia müssen sämtliche technischen Anlagen ersetzt werden. Die Radiatoren aus Gusseisen, die aus der Zeit des Baus stammen, werden restauriert.

Die neuen Sanitäranlagen können an das bestehende Versorgungsnetz angeschlossen werden. Warmwasser wird nur in einigen speziellen Räumen wie den Räumen für den naturwissenschaftlichen Unterricht verteilt. Die Geräte der bestehenden Sanitärräume im Hauptgebäude und in der Sporthalle wurden regelmässig gewartet und sind daher gut erhalten.

Das Gasverteilnetz wird nicht verändert. Für die neuen Bedürfnisse werden Gasflaschen bevorzugt.

Für die Installation einer Photovoltaikanlage auf den Dächern sind Durchgänge und technische Stellplätze sowie eine Verstärkung des Netzanschlusses geplant.

5.3. Umgebung

Der Haupteingang der Mittelschule bietet Sitzgelegenheiten in Form von grossen Holzbänken und kann mit Pflanzen begrünt werden. Dank dieser Ausstattung kann der Eingangsbereich des Gebäudekomplexes repräsentativ sowie als Treffpunkt gestaltet werden. Zudem wird ein neuer, nach Süden ausgerichteter Aufenthaltsbereich mit direktem Zugang zum Speisesaal geschaffen. Diese Esplanade dient ebenfalls als repräsentativer Eingangsbereich für die Sporthalle. Die Begrünung in unmittelbarer Nähe der Gebäude, die grösstenteils von Wald umgeben sind, kontrastiert mit farbigen blühenden Pflanzen. Die sogenannte «Ente», eine für Freilichtaufführungen angelegte Sitzanlage im Freien, wird nach Süden verlegt, nahe ihrem gegenwärtigen Standort und aus steinernen Stufen geformt.

Die Sportplätze werden renoviert und unter der Holzbedachung wird eine Kletterwand eingerichtet.

Das Projekt sieht vor, die im Programm festgelegten Parkplätze neu anzuordnen. Die Parkzonen und die Fussgängerbereichen bleiben getrennt. Für Wartungsarbeiten und Notfälle ist die Zufahrt bis zu den Tennisplätzen möglich. Die punktuelle Beleuchtung der Wege wird ersetzt.

5.4. Raumprogramm

Das Projekt berücksichtigt sowohl die bestehenden Gebäude und ihre Erneuerung wie auch die neu zu erstellenden Räume.

Das Raumprogramm umfasst eine Fläche von 11 052 m² Nutzfläche (nach der SIA-Norm 416). Die Einzelheiten sind in einer Beilage zu dieser Botschaft zu finden, die wie folgt gegliedert ist:

| | |
|--------------------------------------|---------------------|
| 1) Verwaltung und Gemeinschaftsräume | 2163 m ² |
| 2) Klassenzimmer | 3763 m ² |
| 3) Spezielle Räume | 2602 m ² |
| 4) Sporthallen/Verschiedenes | 2524 m ² |
| 5) Aussenanlagen und Parkplatz | |

Dabei ist zu beachten, dass diese Flächen leicht von denjenigen in den Plänen abweichen. Bei diesen wurden die Flächen bis zur Hinterwand und nach der SIA-Norm 416 berechnet, wohingegen die Flächen im Raumprogramm, das aus dem Architekturwettbewerb hervorging, bis zur Fassadenverglasung berechnet wurden.

6. Kostenschätzung und Finanzierung

6.1. Kostenvoranschlag der Arbeiten

Die Kostenschätzung wurde auf der Grundlage des Baukostenplans (BKP) berechnet. In den Beträgen ist die MWST von 8,0% eingerechnet.

| BKP | Bezeichnung | Fr. |
|-----|---|-------------------|
| 1 | Vorbereitungsarbeiten | 595 100 |
| 2 | Gebäude | 34 341 900 |
| 3 | Betriebseinrichtungen | 928 500 |
| 4 | Umgebung | 1 493 500 |
| 5 | Baunebenkosten und Übergangskonto | 2 796 300 |
| 6 | Provisorische Bauten | 200 000 |
| 8 | Informatikausstattung und Kleinmaterial | 431 600 |
| 9 | Einrichtung/Möblierung | 1 003 100 |
| | Gesamtkosten | 41 790 000 |

Der Anteil der Sanierung der Bauwerke macht etwa 50% des gesamten Investitionsvolumens aus.

In den Gesamtkosten von 41 790 000 Franken sind die bereits getätigten Ausgaben für den Wettbewerb und die Vorstudien von 2 270 000 Franken enthalten. Die Kosten wurden auf der Grundlage der beigelegten Pläne berechnet. Es handelt sich um die Preise von 2017, die gemäss Schweizerischem Baupreisindex (SBI) für die Kategorie «Neubau Bürogebäude – Espace Mittelland» (Stand April 2016: 98,9, Basis Oktober 2015 = 100Punkte) indexiert werden.

Gemäss dem Bauzeitplan vom 29. Mai 2017 und unter Vorbehalt der Rechnungsdaten der Firmen werden diese Auszahlungen wie folgt ausgeführt:

- > 2018: 3 000 000 Franken
- > 2019: 8 000 000 Franken
- > 2020: 13 000 000 Franken
- > 2021: 11 000 000 Franken
- > 2022: 4 520 000 Franken

Mit den Sanierungsmassnahmen kann der Energiebedarf jedes Jahr insgesamt um über 50% verringert werden (was eine jährliche Ersparnis von rund 100 000 Franken ergibt), auch wenn man den zusätzlichen Flächen und Volumen Rechnung trägt. Der Ausbau der Flächen wird aber dennoch einen höheren jährlichen Unterhaltsaufwand verursachen, da der Arbeitsaufwand für das Reinigungspersonal etwa 1,5 Vollzeitstellen entspricht. Es muss jedoch kein zusätzliches Personal für den Abwärtsdienst angestellt werden.

6.2. Verlangter Verpflichtungskredit

Der für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz nötige Verpflichtungskredit beläuft sich auf 39 520 000 Franken und setzt sich wie folgt zusammen:

| | |
|--|---------------------------|
| Gesamtkosten: | 41 790 000 Franken |
| Vom Grossen Rat am 18. März 2016 gewährter Studienkredit: | 2 270 000 Franken |
| <u>Verpflichtungskredit:</u> | <u>39 520 000 Franken</u> |

7. Referendum

Der Verpflichtungskredit übersteigt den in Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg festgelegten Betrag (1% der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung) und untersteht somit dem obligatorischen Finanzreferendum.

Ferner muss das Dekret aufgrund der Höhe der Kosten und gestützt auf Artikel 141 Abs. 2 Bst. a des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden (qualifiziertes Mehr der Stimmen).

8. Zeitplan

Unter Vorbehalt eines positiven Ausgangs der Volksabstimmung, die im ersten Halbjahr 2018 stattfinden sollte, wird die Sanierung und der Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in zwei Bauphasen erfolgen, um die Kosten der provisorischen Einrichtungen zu verringern. Die erste Phase wird 2019 mit dem Ausbau beginnen. Nachdem das Hauptgebäude im Sommer geleert ist, können die Renovierungsarbeiten beginnen. Diese Arbeiten werden zwei Jahre lang dauern. Während dieser Zeit werden die Schülerinnen und Schüler hauptsächlich in den Räumen der Hochschule für Gesundheit an der Klinikstrasse (Route des Cliniques) 15 in Freiburg unterrichtet, die nach dem Umzug dieser Hochschule auf das Zeughausareal leer stehen werden. Ab Schuljahresbeginn 2021/22 werden die Schülerinnen und Schüler wieder in die Gebäude des Kollegiums Heilig Kreuz zurückkehren. Dann beginnt die zweite Bauphase mit den Arbeiten in der Villa Gallia, die ein Jahr dauern wird.

9. Nachhaltige Entwicklung

Das Projekt erfüllt für sämtliche neuen oder geänderten Gebäudeelemente den Minergie-P-Standard, wie dies der Vorbildrolle der öffentlichen Körperschaften gemäss dem kantonalen Energiereglement entspricht. Es wurde im Zuge der Beantragung des Studienkredits vom Audit-Team mit dem Instrument zur Beurteilung der Nachhaltigkeit «Kompass21» bewertet.

Im wirtschaftlichen Bereich trägt dieses Projekt dazu bei, das Ausbildungsangebot der Sekundarstufe 2 mit Blick auf das erwartete Bevölkerungswachstum zu erhalten (eine der Rahmenbedingungen für die Wirtschaft). Es entspricht dem Bedarf, wobei es den finanziellen Vorgaben Rechnung trägt. So wurden beträchtliche Bemühungen unternommen, die Baukosten gering zu halten. Zudem können dank der energetischen Sanierung künftig Betriebskosten eingespart werden und ein Teil der Räume wurde so konzipiert, das eine Mehrfachnutzung möglich ist.

Im Umweltbereich bietet der Standort eine sehr gute Anbindung an den öffentlichen Verkehr und Erreichbarkeit für den Langsamverkehr; das Projekt erlaubt eine Siedlungsverdichtung und schont die Nutzung der Naturflächen in der Umgebung. Die Sanierung eines der energieintensivsten Gebäude der Kantonsverwaltung erlaubt es, die Luftschadstoffemissionen zu verringern. Durch die Renovierung der Gebäude wird graue Energie gespart.

In sozialer Hinsicht bringt dieses Projekt eine deutliche Verbesserung der Sicherheit, da fehlende Fluchtwege ergänzt und brennbare Wand- und Decken mit Brandschutzverkleidungen versehen werden. Das breite Angebot an Sport- und Freizeiteinrichtungen bleibt erhalten. Der grosse Saal bleibt separat zugänglich (Vermietung an Dritte). Die erhebliche Vergrösserung des Speisesaals soll eine ausgewogene Ernährung fördern; dieser bietet sich zudem als Ort der Begegnung an. Die Zahl der Zweiradparkplätze wird erhöht (336 statt der bisherigen 110), wohingegen die Autoparkplätze verringert werden (24 statt 60). Gemäss der Richtlinie des Staatsrats vom 6. Juni 2016 wird ein Mobilitätsplan eingeführt.

Ins Projekt aufgenommene Vorschläge des Audit-Team des Instruments «Kompass21»:

- > Biologische Vielfalt: Begrünung der Flachdächer;
- > Energieproduktion: Vorbereitung der technischen Anlagen der Gebäude für die Installation von Photovoltaik-Solarzellen auf den Dächern;
- > regengeschützte, sichere und gut beleuchtete Parkplätze für Zweiräder;
- > Energieeinsparung und Luftqualität: Dezentrale, an das Fernwärmenetz angeschlossene Wärmeerzeugung;
- > Luftqualität im Gebäudeinnern: Klassenzimmer ohne Belüftungssystem mit doppeltem Luftstrom, manuelle oder automatische natürliche Lüftung.

Im Allgemeinen erfüllt das Projekt den Minergie-P-Standard. Dabei soll sogar noch weitergegangen werden, indem möglichst keine mechanische Lüftung sowie elektronische Geräte, die wartungsintensiv und schwierig zu recyceln sind, installiert werden.

10. Schlussbemerkungen

Die Sanierung und der Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz entsprechen einer Notwendigkeit. Die Vorstudien haben bestätigt, dass die Sicherheit der bestehenden Gebäude beunruhigend ist, wie dies bereits 2008 in einem Bericht festgehalten wurde. Sie haben zudem die mangelnde Energieeffizienz der betroffenen Gebäude und die Notwendigkeit ihrer Sanierung aufgezeigt. Darüber hinaus wird der zusätzliche Raumbedarf durch eine kürzlich durchgeführte Bevölkerungsstudie untermauert.

Das vorliegende Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Die Vereinbarkeit mit dem Bundesrecht und mit dem Europarecht wird nicht in Frage gestellt.

Folglich ersucht Staatsrat Sie, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge

-
- Übersicht der Räumlichkeiten
- Architektenpläne

PROGRAMME DES LOCAUX

Version du 10.05.17

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|----------|---|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 1 | Administration et locaux communs | | | | | | | | |
| 101 | secrétariat | 1 | 86 m2 | 1 | 116 m2 | 1 | 105 m2 | 1 | 105 m2 |
| 102 | bureaux proviseurs | 4 | 72 m2 | 5 | 90 m2 | 5 | 106 m2 | 5 | 96 m2 |
| 103 | bureau administrateur, en relation avec 104 | 1 | 18 m2 | 1 | 18 m2 | 1 | 27 m2 | 1 | 26 m2 |
| 104 | bureaux de la rectrice | 1 | 27 m2 | 2 | 52 m2 | 1 | 35 m2 | 1 | 34 m2 |
| 105 | salle de réunion direction | | | 1 | 30 | 1 | 25 m2 | 1 | 37 m2 |
| 106 | local de rangement, proche de l'administration | 1 | 7 m2 | 1 | 20 m2 | 1 | 17 m2 | 1 | 6 m2 |
| 107 | local d'archive, au sous-sol | 1 | 11 m2 | 1 | 20 m2 | 1 | 29 m2 | 1 | 29 m2 |
| 108 | salle de travail professeurs (+ salle 403, 42 m2) | 1 | 106 m2 | 1 | 126 m2 | 1 | 107 m2 | 1 | 188 m2 |
| 109 | salle des professeurs, y-c. vestiaire | 1 | 88 m2 | 1 | 88 m2 | 1 | 88 m2 | 1 | 94 m2 |
| 110 | salles de conférence professeurs | 1 | 34 m2 | 2 | 84 m2 | 1 | 70 m2 | 1 | 72 m2 |
| 111 | local photocopies enseignants | | | 1 | 50 m2 | 1 | 68 m2 | 1 | 24 m2 |
| | local casiers professeurs | | | | | | | | |
| 112 | local dépôt mat. scolaire, accès véhicule | | | 1 | 40 m2 | 1 | 68 m2 | | avec 106 |
| 113 | grande salle + rangement | 1 | 260 m2 | 1 | 530 m2 | 1 | 390 m2 | 1 | 468 m2 |
| 114 | réfectoire (y.-c. office, préparation et dépôt) (+salle 903, 80m2) | 1 | 220 m2 | 1 | 550 m2 | 1 | 392 m2 | 1 | 494 m2 |
| 115 | bibliothèque + médiathèque, y-c. bureau | 1 | 240 m2 | 1 | 460 m2 | 1 | 302 m2 | 1 | 365 m2 |
| 117 | lieu de recueillement - crypte | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 |
| 118 | salle de médiation, accès indépendant | 1 | 19 m2 | 1 | 19 m2 | 1 | 24 m2 | 1 | 24 m2 |
| 119 | 1 bureau d'orientation, accès indépendant | | | 1 | 19 m2 | | suppr. 13.08.15 | | suppr. 13.08.15 |
| 120 | locaux d'infirmerie (P+S) | 1 | 14 m2 | 3 | 54 m2 | 2 | 35 m2 | 2 | 30 m2 |
| 121 | centrale télématique | 1 | 8 m2 | 1 | 8 m2 | 1 | 9 m2 | 1 | 9 m2 |
| 122 | bureau correspondant informatique + dépôt | 1 | 10 m2 | | | | suppr. 13.08.15 | | suppr. 13.08.15 |
| | | | | | | | | | |
| | Total administration et locaux communs | 20 | 1'282 m2 | 28 | 2'436 m2 | 24 | 1'959 m2 | 23 | 2'163 m2 |

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|----------|---|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|--|---------------------|--|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 2 | Salles de classe | | | | | | | | |
| 201 | salles de classe bât. pincipal + Gallia | 40 | 2'480 m2 | 40 | 2'480 m2 | 37 | 2'442 m2 | 39 | 2'318 m2 |
| 202 | salle de classe extension | | | 10 | 690 m2 | 13 | 910 m2 | 13 | 879 m2 |
| 203 | salles de groupes | | | 14 | 420 m2 | 10 | 317 m2 | 12 | 368 m2 |
| 204 | locaux de rangement | 7 | 44 m2 | 8 | 96 m2 | 8 | 143 m2 | 11 | 118 m2 |
| 362 | bibliothèque salle de lecture / salle d'étude | | | 2 | 384 m2 | | suppr. 13.08.15 | 1 | 80 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Total salles de classes | 47 | 2'524 m2 | 74 | 4'070 m2 | 68 | 3'812 m2 | 76 | 3'763 m2 |

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|----------|--|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 3 | Salles spéciales | | | | | | | | |
| | Secteur biologie | | | | | | | | |
| 301 | salles de cours | 2 | 162 m2 | 3 | 270 m2 | 3 | 279 m2 | 3 | 272 m2 |
| 302 | local de préparation biologie, en relation avec 301 | 1 | 30 m2 | 1 | 30 m2 | 1 | 49 m2 | 1 | 49 m2 |
| 303 | local de dépôt | 1 | 40 m2 | 1 | 40 m2 | 1 | 29 m2 | 1 | 40 m2 |
| 304 | salle de travail professeurs, biologie/chimie/physique | 1 | 50 m2 | 1 | 60 m2 | 1 | 50 m2 | 1 | 50 m2 |
| | Secteur chimie | | | | | | | | |
| 310 | salles de cours | 2 | 170 m2 | 3 | 225 m2 | 2 | 132 m2 | 2 | 142 m2 |
| 311 | laboratoires de chimie | 1 | 92 m2 | 2 | 184 m2 | 2 | 183 m2 | 2 | 182 m2 |
| 312 | local de préparation chimie, en relation avec 310 | 1 | 24 m2 | 1 | 24 m2 | 1 | 19 m2 | 1 | 40 m2 |
| 313 | local de dépôt matériel et toxique | 1 | 15 m2 | 1 | 45 m2 | 1 | 40 m2 | 1 | 19 m2 |
| | Secteur physique | | | | | | | | |
| 320 | salles de cours (salle commune science) | 2 | 120 m2 | 3 | 270 m2 | 3 | 242 m2 | 1 | 80 m2 |
| 321 | laboratoires de physique | 1 | 66 m2 | 2 | 180 m2 | 2 | 184 m2 | 4 | 368 m2 |
| 322 | local de dépôt | | | 1 | 50 m2 | 1 | 67 m2 | 1 | 91 m2 |
| 323 | local assistant technique - préparation | 1 | 50 m2 | 1 | 50 m2 | 1 | 63 m2 | 1 | 40 m2 |
| | Secteur informatique | | | | | | | | |
| 330 | salles de cours (actuellement 402 + 404) | 3 | 252 m2 | 3 | 252 m2 | 2 | 200 m2 | 2 | 158 m2 |
| 331 | rangement informatique | 1 | 18 m2 | 1 | 18 m2 | 1 | 19 m2 | | suppr. 04.10.16 |
| | Secteur arts visuels | | | | | | | | |
| 340 | salles de cours | 4 | 392 m2 | 4 | 392 m2 | 3 | 309 m2 | 3 | 245 m2 |
| 341 | local four/céramique | 1 | 38 m2 | 1 | 38 m2 | 1 | 33 m2 | 1 | 34 m2 |
| 342 | local gravure | 1 | 38 m2 | 1 | 38 m2 | 1 | 34 m2 | 1 | 81 m2 |
| 343 | local rangement | 1 | 38 m2 | 1 | 38 m2 | 1 | 39 m2 | 1 | 38 m2 |
| 344 | salle d'informatique (également pour l'enseignement de l'informatique) | | | 1 | 80 m2 | 1 | 83 m2 | 1 | 77 m2 |
| 345 | labo photo (peut rester à son emplacement) | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 |

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|-----|--|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 346 | 1 salle de groupe pour élèves | | | 1 | 30 m2 | | | | |
| 347 | salle des maîtres / bibliothèque arts visuels | | | | | 1 | 34 m2 | 1 | 20 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Secteur musique | | | | | | | | |
| 350 | salles de cours | 1 | 92 m2 | 2 | 200 m2 | 2 | 200 m2 | 2 | 186 m2 |
| 351 | local de rangement des instruments, en relation avec 350 | 1 | 30 m2 | 1 | 80 m2 | 1 | 75 m2 | 1 | 69 m2 |
| 352 | salles d'exercice (instruments) | | | 2 | 30 m2 | 2 | 60 m2 | 2 | 19 m2 |
| 353 | salle de groupe élèves | | | 1 | 30 m2 | 1 | 35 m2 | 1 | 39 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Secteur géographie | | | | | | | | |
| 360 | salles de géographie (=salle de classe) | 1 | 90 m2 | 2 | 150 m2 | 2 | 142 m2 | 2 | 144 m2 |
| 361 | local de dépôt géographie | 1 | 40 m2 | 1 | 40 m2 | 1 | 29 m2 | 1 | 23 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Total salles spéciales | 30 | 1'943 m2 | 43 | 2'940 m2 | 40 | 2'725 m2 | 39 | 2'602 m2 |

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|----------|--|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 4 | Salles de sport / divers | | | | | | | | |
| 401 | salle de sport triple (avec gradins fixes et mobiles à conserver sur un seul côté de la salle) | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 |
| 402 | local engins | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 |
| 403 | vestiaires / douches | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 |
| 404 | vestiaires maîtres avec douche | 5 | 27 m2 | 7 | 84 m2 | 5 | 27 m2 | 5 | 27 m2 |
| 405 | salle de préparation professeurs | | | 1 | 30 | 1 | 13 m2 | 1 | 13 m2 |
| 406 | salle de théorie | 1 | 60 m2 | 1 | 60 m2 | 1 | 56 m2 | 1 | 56 m2 |
| 407 | salles multi-usage (yoga, danse, etc.) | | | 2 | 200 | | suppr. 13.08.15 | 1 | 99 m2 |
| 408 | local sanitaire public | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 |
| 409 | local entretien extérieur (actuellement garages préfabriqués. Ils peuvent être démolis, l'espace nécessaire est intégré au bâtiment) | 1 | 60 m2 | 1 | 90 m2 | 1 | 87 m2 | 1 | 87 m2 |
| 410 | locaux techniques ventilation chauffage | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 |
| 411 | atelier concierge, en sous-sol | 1 | 180 m2 | 1 | 380 m2 | 1 | 180 m2 | 1 | 204 m2 |
| 412 | local stockage matériel profs de sport | 1 | 54 m2 | | | 1 | 54 m2 | 1 | 58 m2 |
| 413 | Disponible pour matériel de conciergerie et divers matériel | | | | | | | 1 | 20 m2 |
| 414 | tableau électrique | | | | | | | 1 | 16 m2 |
| | Total salles de sport / divers | 21 | 2'325 m2 | 25 | 2'788 m2 | 22 | 2'361 m2 | 25 | 2'524 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Total bâtiments | 118 | 8'074 m2 | 170 | 12'234 m2 | 154 | 10'857 m2 | 163 | 11'052 m2 |

| N° | locaux | Etat au 30.09.15 | | Programme du concours | | Programme au 30.09.15 (crédit d'études) | | Programme du projet (crédit d'engagement) | |
|----------|--|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) | Nbr locaux | Surface totale (m²) |
| 5 | Aménagements extérieurs souhaités et parking | | | | | | | | |
| 501 | théâtre extérieur (canard) | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | |
| 502 | préau couvert extérieur (remplace le couvert existant à démolir); peut être réparti en plusieurs surfaces | | 464 m2 | | 500 m2 | | 406 m2 | | 482 m2 |
| 503 | terrain vert (64 x 36 m) | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | |
| 504 | pistes de course 100m et saut en longueur | 4 | | 4 | | option | | 4 | |
| 505 | terrains de basket (15 x 28 m) | 1 | | 2 | | 1 | | 1 | |
| 505.1 | terrain de basket avec saut en hauteur | 1 | | 0 | | 0 | | 1 | |
| 506 | terrains de beachvolley (8 x 16 m) | 1 | | 2 | | option | | 0 | |
| 507 | terrains de tennis (10.97 x 23.77 m) y-c. vestiaire/sanitaires, dépôt matériel et club-house (dimension idem existant) | 2 | | 2 | | 2 | | 2 | |
| 508 | places 2 roues (vélos et scooters) | | 110 pl. | | 350 pl. | 336 | pl. | 336 | pl. |
| 509 | parking voitures | | 60 pl. | | 24 pl. | 24 | pl. | 24 | pl. |

ÜBERSICHT DER RÄUMLICHKEITEN

Version vom 10.05.17

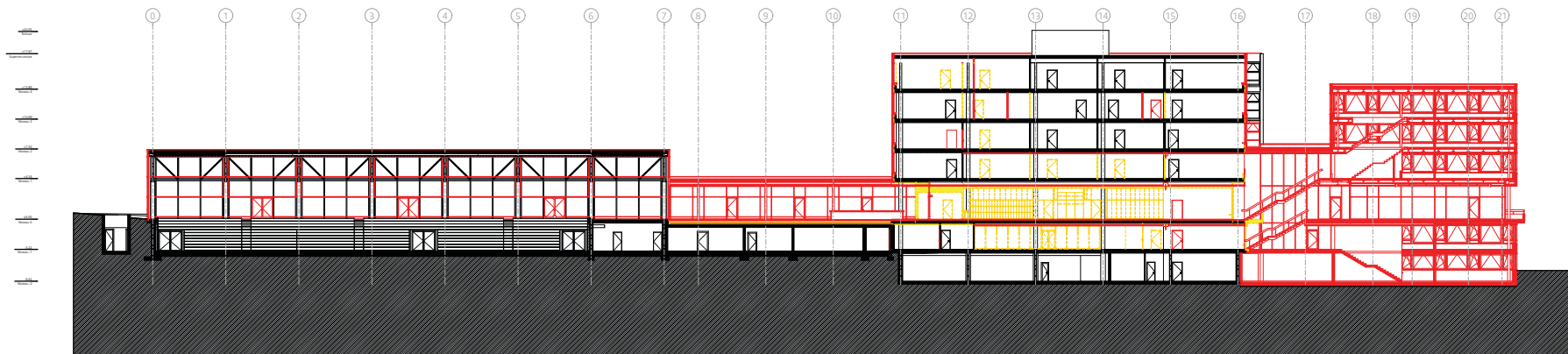
| N° | Räume | Stand am 30.09.15 | | Programm des Architekturwettbewerbs | | Programm 30.09.15 (Studienkredit) | | Programm des Projekts (Verpflichtungskredit) | |
|----------|---|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------|
| | | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) |
| 1 | Administration und Gemeinschaftsräume | | | | | | | | |
| 101 | Sekretariat | 1 | 86 m2 | 1 | 116 m2 | 1 | 105 m2 | 1 | 105 m2 |
| 102 | Büro Vorsteher/in | 4 | 72 m2 | 5 | 90 m2 | 5 | 106 m2 | 5 | 96 m2 |
| 103 | Büro Administrator, in Verbindung mit 104 | 1 | 18 m2 | 1 | 18 m2 | 1 | 27 m2 | 1 | 26 m2 |
| 104 | Büro Rektorin | 1 | 27 m2 | 2 | 52 m2 | 1 | 35 m2 | 1 | 34 m2 |
| 105 | Konferenzraum Direktion | | | 1 | 30 | 1 | 25 m2 | 1 | 37 m2 |
| 106 | Abstellraum, im Bereich Administration | 1 | 7 m2 | 1 | 20 m2 | 1 | 17 m2 | 1 | 6 m2 |
| 107 | Archiv, im UG | 1 | 11 m2 | 1 | 20 m2 | 1 | 29 m2 | 1 | 29 m2 |
| 108 | Lehrerarbeitszimmer (+ Raum 403, 42 m2) | 1 | 106 m2 | 1 | 126 m2 | 1 | 107 m2 | 1 | 188 m2 |
| 109 | Lehrerzimmer mit Garderobe | 1 | 88 m2 | 1 | 88 m2 | 1 | 88 m2 | 1 | 94 m2 |
| 110 | Konferenzraum Lehrpersonen | 1 | 34 m2 | 2 | 84 m2 | 1 | 70 m2 | 1 | 72 m2 |
| 111 | Kopierraum Lehrpersonen | | | 1 | 50 m2 | | | | |
| | Fächlein Lehrpersonen | | | | | 1 | 68 m2 | 1 | 24 m2 |
| 112 | Lagerraum Schulmaterial, Zufahrt für Lieferung | | | 1 | 40 m2 | 1 | 68 m2 | | mit 106 |
| 113 | Grosser Saal mit Abstellraum | 1 | 260 m2 | 1 | 530 m2 | 1 | 390 m2 | 1 | 468 m2 |
| 114 | Speisesaal (mit Office, Vorbereitungs- und Abstellraum) (+Raum 903, 80m2) | 1 | 220 m2 | 1 | 550 m2 | 1 | 392 m2 | 1 | 494 m2 |
| 115 | Bibliothek-Mediathek mit Büro | 1 | 240 m2 | 1 | 460 m2 | 1 | 302 m2 | 1 | 365 m2 |
| 117 | Raum der Stille, Krypta | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 | 1 | 62 m2 |
| 118 | Büro Mediation, separater Zugang | 1 | 19 m2 | 1 | 19 m2 | 1 | 24 m2 | 1 | 24 m2 |
| 119 | Büro Berufsberatung, separater Zugang | | | 1 | 19 m2 | | suppr. 13.08.15 | | suppr. 13.08.15 |
| 120 | Krankenzimmer (P+S) | 1 | 14 m2 | 3 | 54 m2 | 2 | 35 m2 | 2 | 30 m2 |
| 121 | Telematikzentrale | 1 | 8 m2 | 1 | 8 m2 | 1 | 9 m2 | 1 | 9 m2 |
| 122 | Büro Informatikkorrespondent, Abstellraum | 1 | 10 m2 | | | | suppr. 13.08.15 | | suppr. 13.08.15 |
| | | | | | | | | | |
| | Total Administration und Gemeinschaftsräume | 20 | 1'282 m2 | 28 | 2'436 m2 | 24 | 1'959 m2 | 23 | 2'163 m2 |

| N° | Räume | Stand am 30.09.15 | | Programm des Architekturwettbewerbs | | Programm 30.09.15 (Studienkredit) | | Programm des Projekts (Verpflichtungskredit) | |
|----------|---|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------|
| | | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) |
| 3 | Spezialzimmer | | | | | | | | |
| | Sektor Biologie | | | | | | | | |
| 301 | Klassenzimmer | 2 | 162 m² | 3 | 270 m² | 3 | 279 m² | 3 | 272 m² |
| 302 | Vorbereitungszimmer Biologie, in Verbindung mit 301 | 1 | 30 m² | 1 | 30 m² | 1 | 49 m² | 1 | 49 m² |
| 303 | Abstellraum | 1 | 40 m² | 1 | 40 m² | 1 | 29 m² | 1 | 40 m² |
| 304 | Arbeitszimmer Lehrpersonen Biologie/Chemie/Physik | 1 | 50 m² | 1 | 60 m² | 1 | 50 m² | 1 | 50 m² |
| | Sektor Chemie | | | | | | | | |
| 310 | Klassenzimmer | 2 | 170 m² | 3 | 225 m² | 2 | 132 m² | 2 | 142 m² |
| 311 | Chemielabor | 1 | 92 m² | 2 | 184 m² | 2 | 183 m² | 2 | 182 m² |
| 312 | Vorbereitungszimmer Chemie, in Verbindung mit 310 | 1 | 24 m² | 1 | 24 m² | 1 | 19 m² | 1 | 40 m² |
| 313 | Abstellraum (speziell für toxisches Material) | 1 | 15 m² | 1 | 45 m² | 1 | 40 m² | 1 | 19 m² |
| | Sektor Physik | | | | | | | | |
| 320 | Klassenzimmer (Gemeinschaftsraum Naturwissenschaften) | 2 | 120 m² | 3 | 270 m² | 3 | 242 m² | 1 | 80 m² |
| 321 | Physiklabor | 1 | 66 m² | 2 | 180 m² | 2 | 184 m² | 4 | 368 m² |
| 322 | Abstellraum | | | 1 | 50 m² | 1 | 67 m² | 1 | 91 m² |
| 323 | Arbeitsraum für Assistent Physik - Vorbereitungen | 1 | 50 m² | 1 | 50 m² | 1 | 63 m² | 1 | 40 m² |
| | Sektor Informatik | | | | | | | | |
| 330 | Informatikzimmer (aktuell 402 + 404) | 3 | 252 m² | 3 | 252 m² | 2 | 200 m² | 2 | 158 m² |
| 331 | Abstellraum Informatik | 1 | 18 m² | 1 | 18 m² | 1 | 19 m² | | suppr. 04.10.16 |
| | Sektor Bildnerisches Gestalten | | | | | | | | |
| 340 | Klassenzimmer | 4 | 392 m² | 4 | 392 m² | 3 | 309 m² | 3 | 245 m² |
| 341 | Raum für Keramikofen | 1 | 38 m² | 1 | 38 m² | 1 | 33 m² | 1 | 34 m² |
| 342 | Raum Schichtgravur | 1 | 38 m² | 1 | 38 m² | 1 | 34 m² | 1 | 81 m² |
| 343 | Abstellraum | 1 | 38 m² | 1 | 38 m² | 1 | 39 m² | 1 | 38 m² |

| N° | Räume | Stand am 30.09.15 | | Programm des Architekturwettbewerbs | | Programm 30.09.15 (Studienkredit) | | Programm des Projekts (Verpflichtungskredit) | |
|-----|---|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------|
| | | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) |
| 344 | Informatikzimmer Bildnerisches Gestalten (auch für Sektor Informatik nutzbar) | | | 1 | 80 m2 | 1 | 83 m2 | 1 | 77 m2 |
| 345 | Fotolabor (bleibt am jetzigen Standort) | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 | 1 | 96 m2 |
| 346 | Gruppenarbeitszimmer Schüler/innen | | | 1 | 30 m2 | | | | |
| 347 | Lehrerarbeitszimmer / Bibliothek Bildnerisches Gestalten | | | | | 1 | 34 m2 | 1 | 20 m2 |
| | Sektor Musik | | | | | | | | |
| 350 | Klassenzimmer | 1 | 92 m2 | 2 | 200 m2 | 2 | 200 m2 | 2 | 186 m2 |
| 351 | Abstellraum Instrumente, in Verbindung mit 350 | 1 | 30 m2 | 1 | 80 m2 | 1 | 75 m2 | 1 | 69 m2 |
| 352 | Proberaum (Instrumente) | | | 2 | 30 m2 | 2 | 60 m2 | 2 | 19 m2 |
| 353 | Gruppenraum Schüler/innen | | | 1 | 30 m2 | 1 | 35 m2 | 1 | 39 m2 |
| | Geografie | | | | | | | | |
| 360 | Geografiezimmer (=Klassenzimmer) | 1 | 90 m2 | 2 | 150 m2 | 2 | 142 m2 | 2 | 144 m2 |
| 361 | Abstellraum Geografie | 1 | 40 m2 | 1 | 40 m2 | 1 | 29 m2 | 1 | 23 m2 |
| | Total Spezialzimmer | 30 | 1'943 m2 | 43 | 2'940 m2 | 40 | 2'725 m2 | 39 | 2'602 m2 |

| N° | Räume | Stand am 30.09.15 | | Programm des Architekturwettbewerbs | | Programm 30.09.15 (Studienkredit) | | Programm des Projekts (Verpflichtungskredit) | |
|----------|--|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------|
| | | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) |
| 4 | Sporthalle / Verschiedenes | | | | | | | | |
| 401 | Dreifachsporthalle (mit fixen und mobilen Tribünen, beizubehalten auf einer Seite) | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 | 1 | 1'290 m2 |
| 402 | Geräteraum | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 | 1 | 236 m2 |
| 403 | Garderoben / Duschen | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 | 6 | 300 m2 |
| 404 | Garderoben / Duschen Lehrpersonen | 5 | 27 m2 | 7 | 84 m2 | 5 | 27 m2 | 5 | 27 m2 |
| 405 | Lehrerarbeitszimmer | | | 1 | 30 | 1 | 13 m2 | 1 | 13 m2 |
| 406 | Theoriesaal | 1 | 60 m2 | 1 | 60 m2 | 1 | 56 m2 | 1 | 56 m2 |
| 407 | Multifunktionssaal (Yoga, Tanz, usw.) | | | 2 | 200 | | suppr. 13.08.15 | 1 | 99 m2 |
| 408 | Öffentliche Toiletten | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 | 2 | 52 m2 |
| 409 | Geräteraum für Unterhaltsarbeiten (zurzeit vorfabrizierte Garagen. Diese können entfernt werden; die nötige Fläche wird im bestehenden Gebäude integriert) | 1 | 60 m2 | 1 | 90 m2 | 1 | 87 m2 | 1 | 87 m2 |
| 410 | Technikräume für Lüftung und Heizung | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 | 2 | 66 m2 |
| 411 | Werkstatt Abwarte, im UG | 1 | 180 m2 | 1 | 380 m2 | 1 | 180 m2 | 1 | 204 m2 |
| 412 | Abstellraum Sportgeräte | 1 | 54 m2 | | | 1 | 54 m2 | 1 | 58 m2 |
| 413 | Verfügbar für Material der Abwarte und diverses Material | | | | | | | 1 | 20 m2 |
| 414 | Elektrischen Verteilanlage | | | | | | | 1 | 16 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Total Sporthalle / Verschiedenes | 21 | 2'325 m2 | 25 | 2'788 m2 | 22 | 2'361 m2 | 25 | 2'524 m2 |
| | | | | | | | | | |
| | Total Gebäude | 118 | 8'074 m2 | 170 | 12'234 m2 | 154 | 10'857 m2 | 163 | 11'052 m2 |
| | | | | | | | | | |

| N° | Räume | Stand am 30.09.15 | | Programm des Architekturwettbewerbs | | Programm 30.09.15 (Studienkredit) | | Programm des Projekts (Verpflichtungskredit) | |
|----------|---|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------|
| | | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) | Anzahl Räume | Gesamtfläche (m²) |
| 5 | Aussenanlagen und Parkplätze | | | | | | | | |
| 501 | Theaterplatz ("canard") | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | |
| 502 | Überdachter Schulhof (ersetzt die jetzige Überdachung); kann auf mehrere Flächen verteilt werden | | 464 m² | | 500 m² | | 406 m² | | 482 m² |
| 503 | Grünfläche (64 x 36 m) | 1 | | 1 | | 1 | | 1 | |
| 504 | Leichtathletikbahn 100m und Weitsprung | 4 | | 4 | | option | | 4 | |
| 505 | Basketballfeld (15 x 28 m) | 1 | | 2 | | 1 | | 1 | |
| 505.1 | Basketballfeld und Hochsprung | 1 | | 0 | | 0 | | 1 | |
| 506 | Beachvolleyballfeld (8 x 16 m) | 1 | | 2 | | option | | 0 | |
| 507 | Tennisplätze (10.97 x 23.77 m) Garderoben mit Sanitäranlagen, Abstellraum und Klubhaus (Fläche wie vorhanden) | 2 | | 2 | | 2 | | 2 | |
| 508 | Garage Zweiräder (Velos, Scooter) | | 110 pl. | | 350 pl. | 336 | pl. | 336 | pl. |
| 509 | Parkplatz für Autos | | 60 pl. | | 24 pl. | 24 | pl. | 24 | pl. |



264 STX

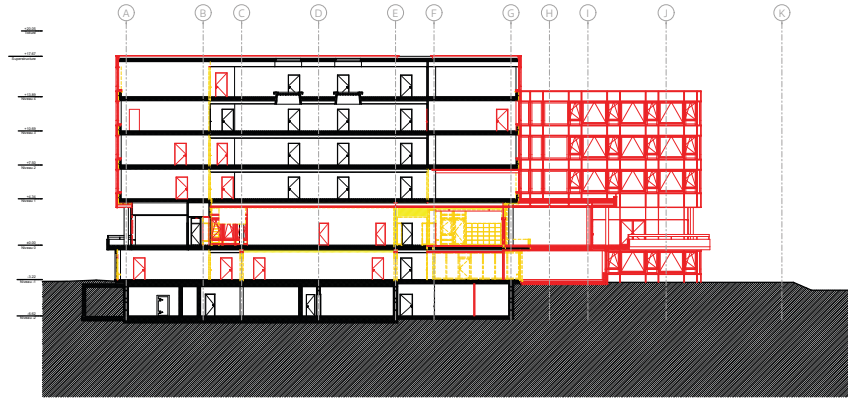
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Coupe AA
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

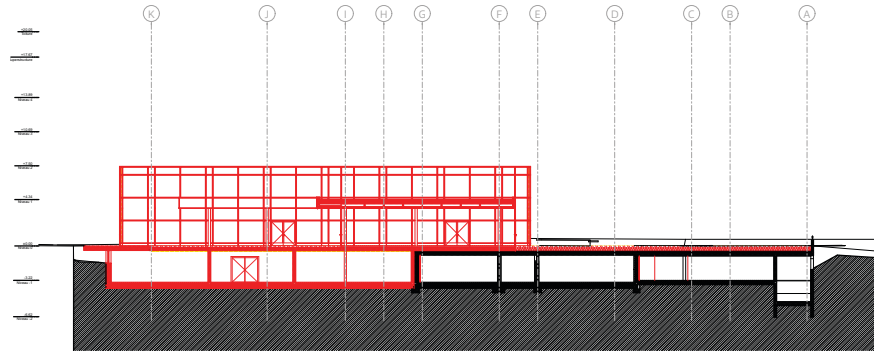
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Coupe BB
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

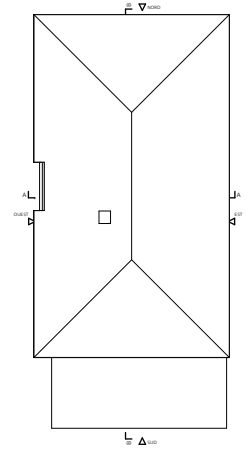
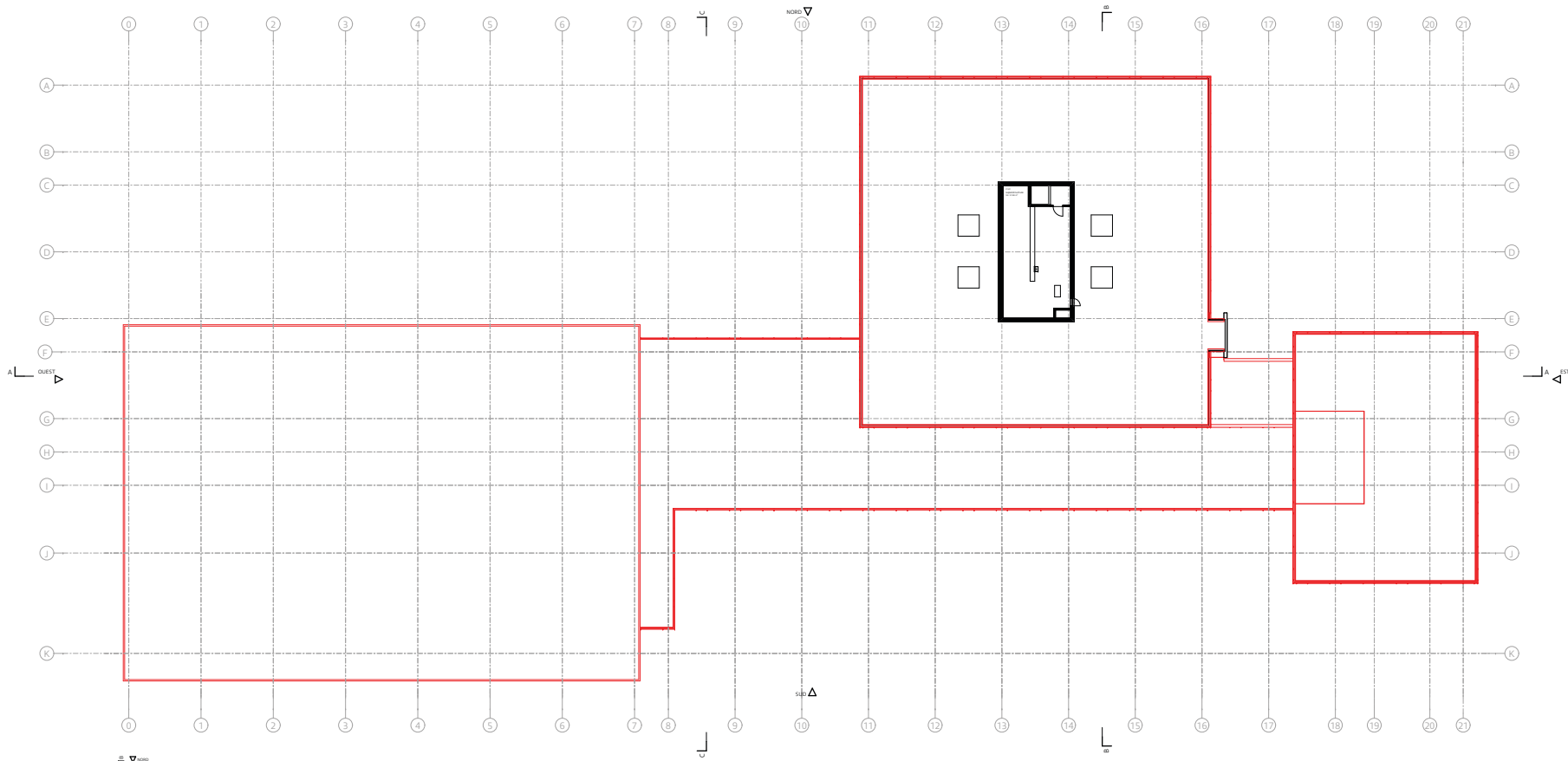
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Coupe CC
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

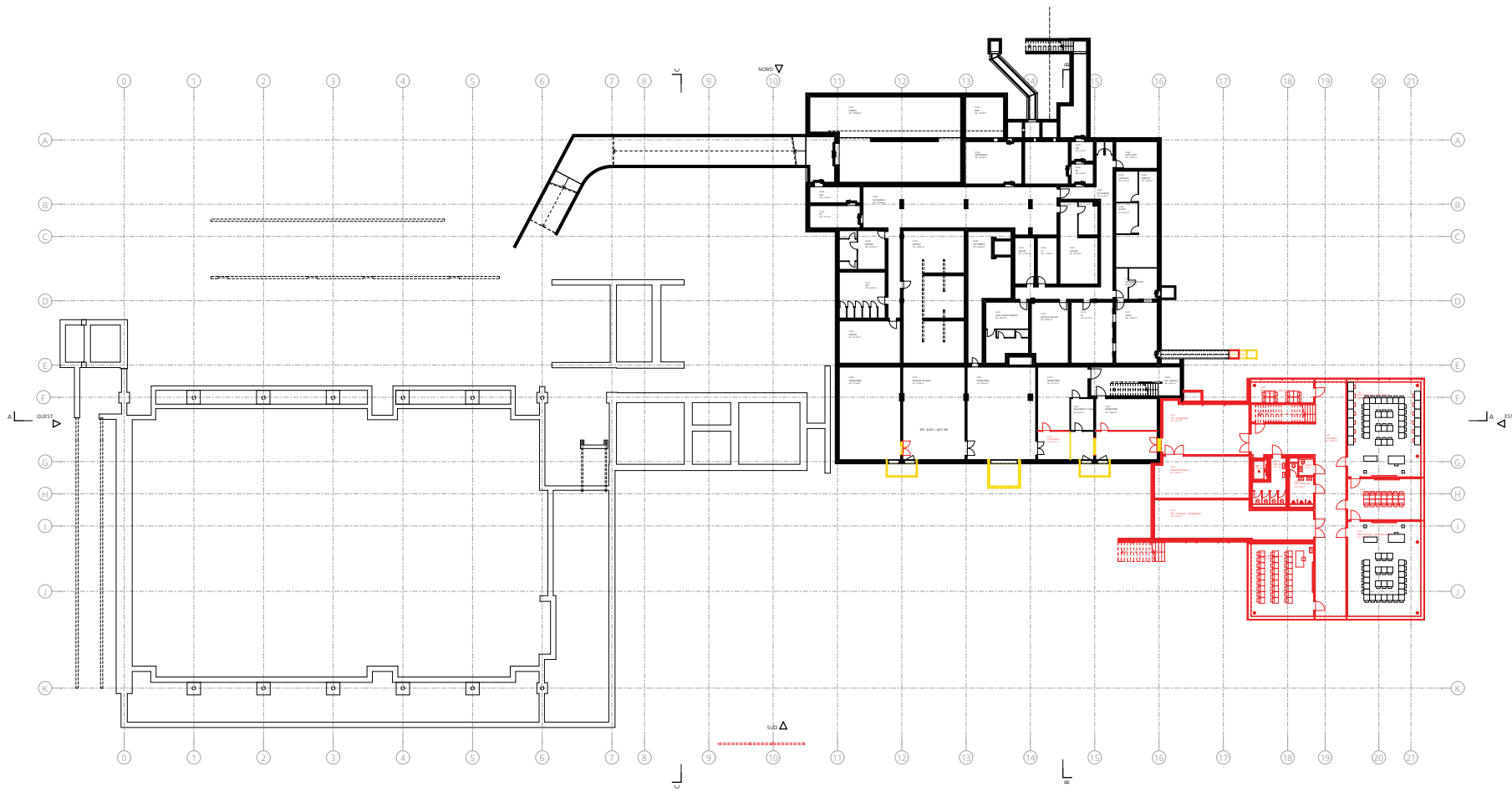
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Superstructure
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

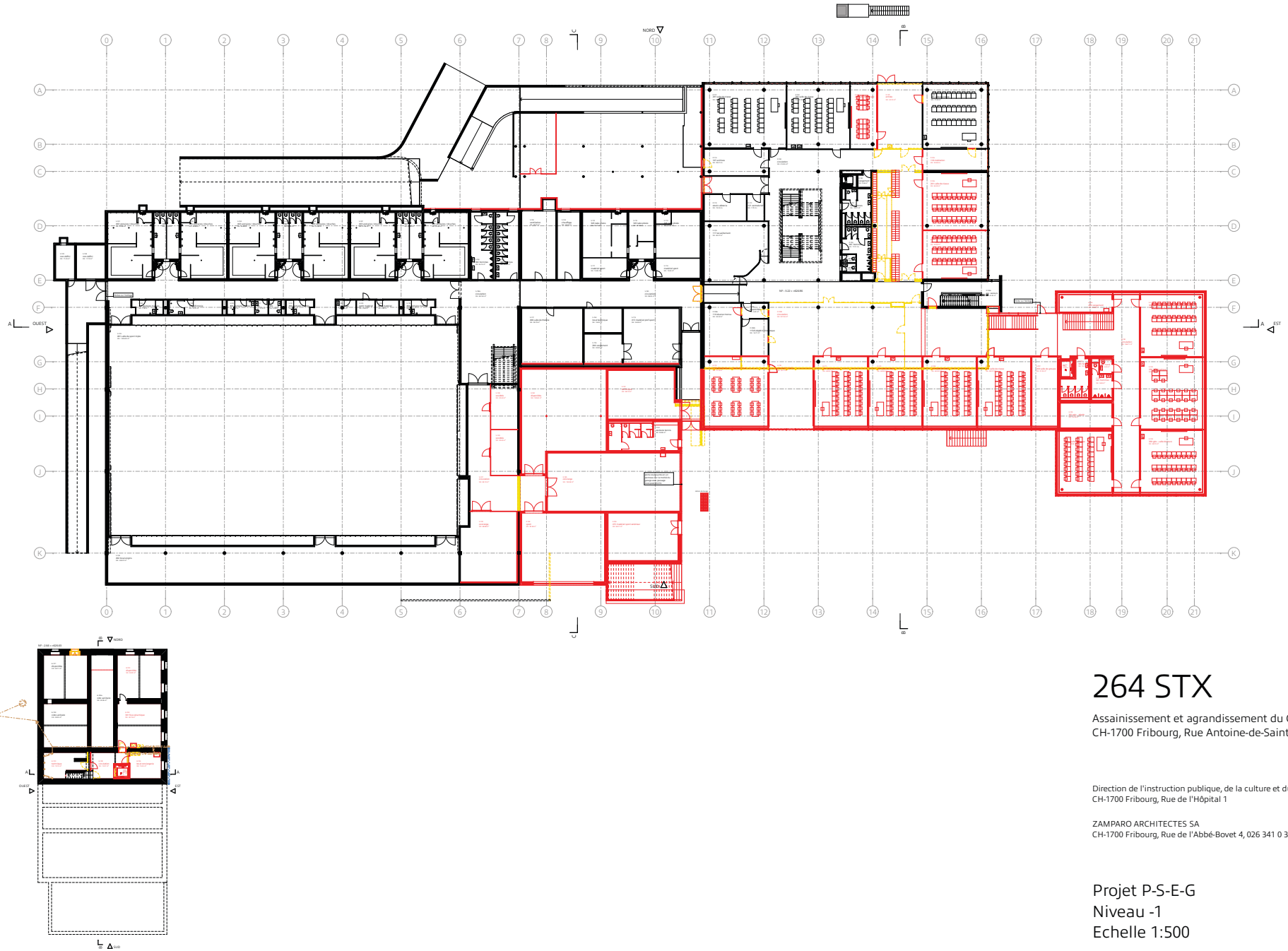
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau -2
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

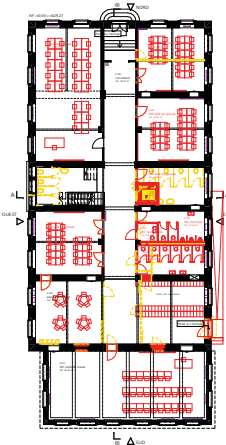
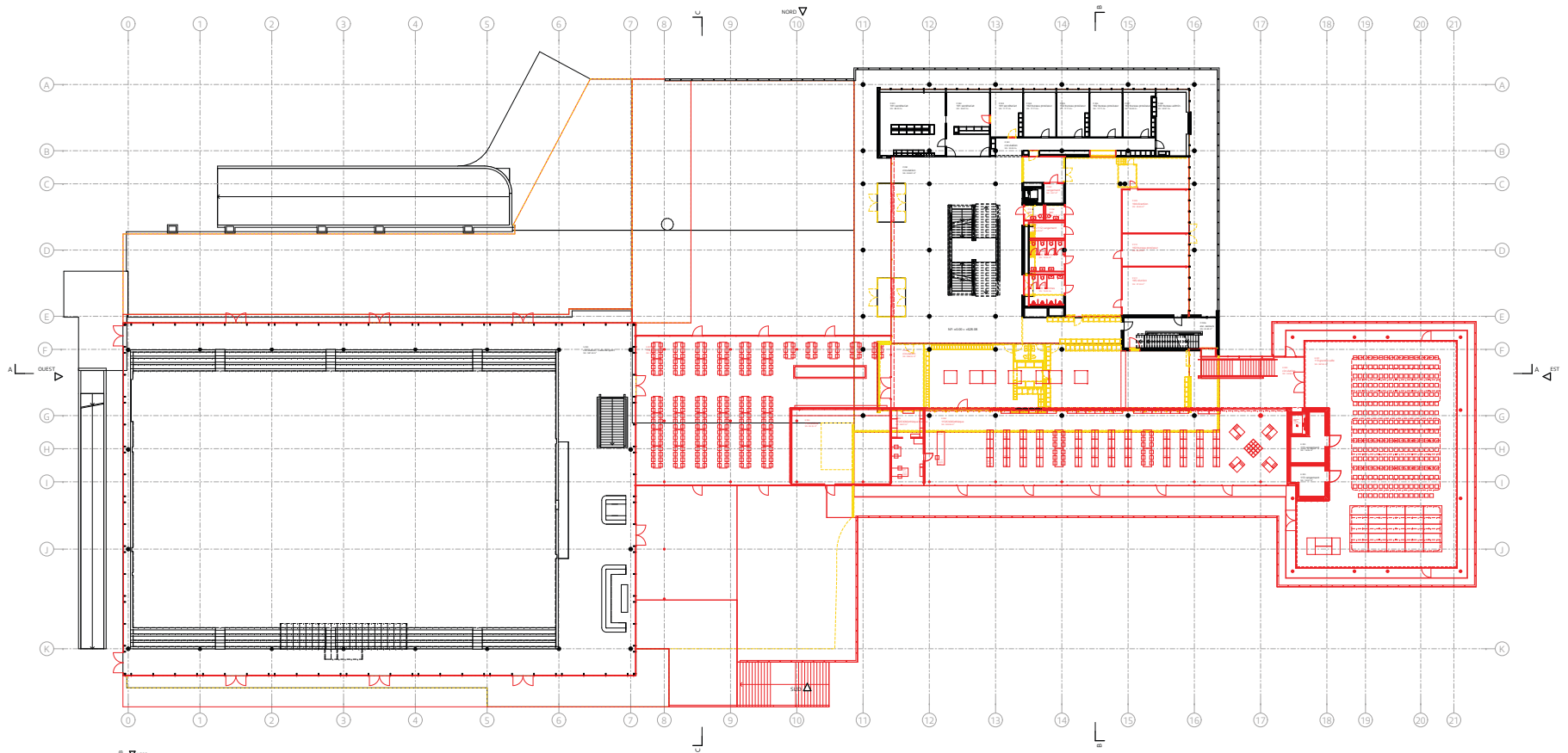
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau -1
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

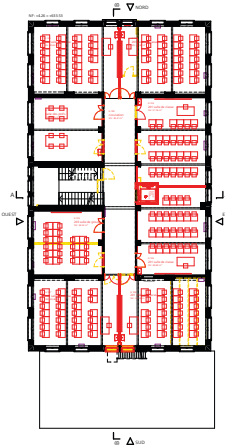
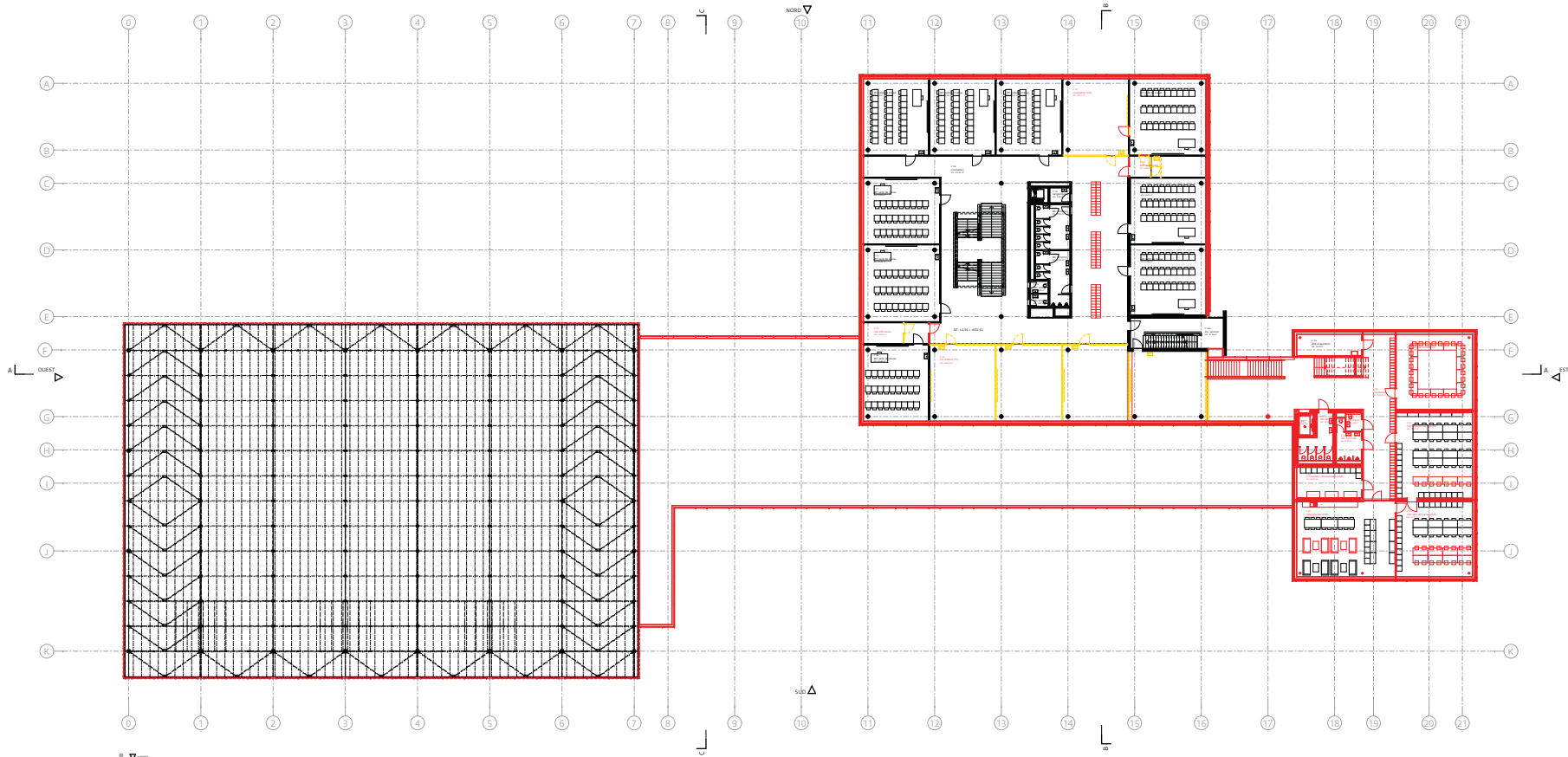
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau 0
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

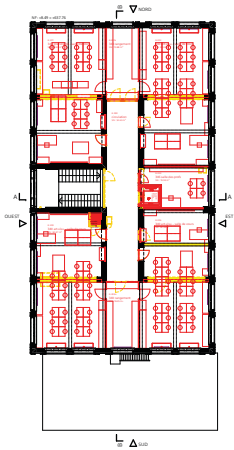
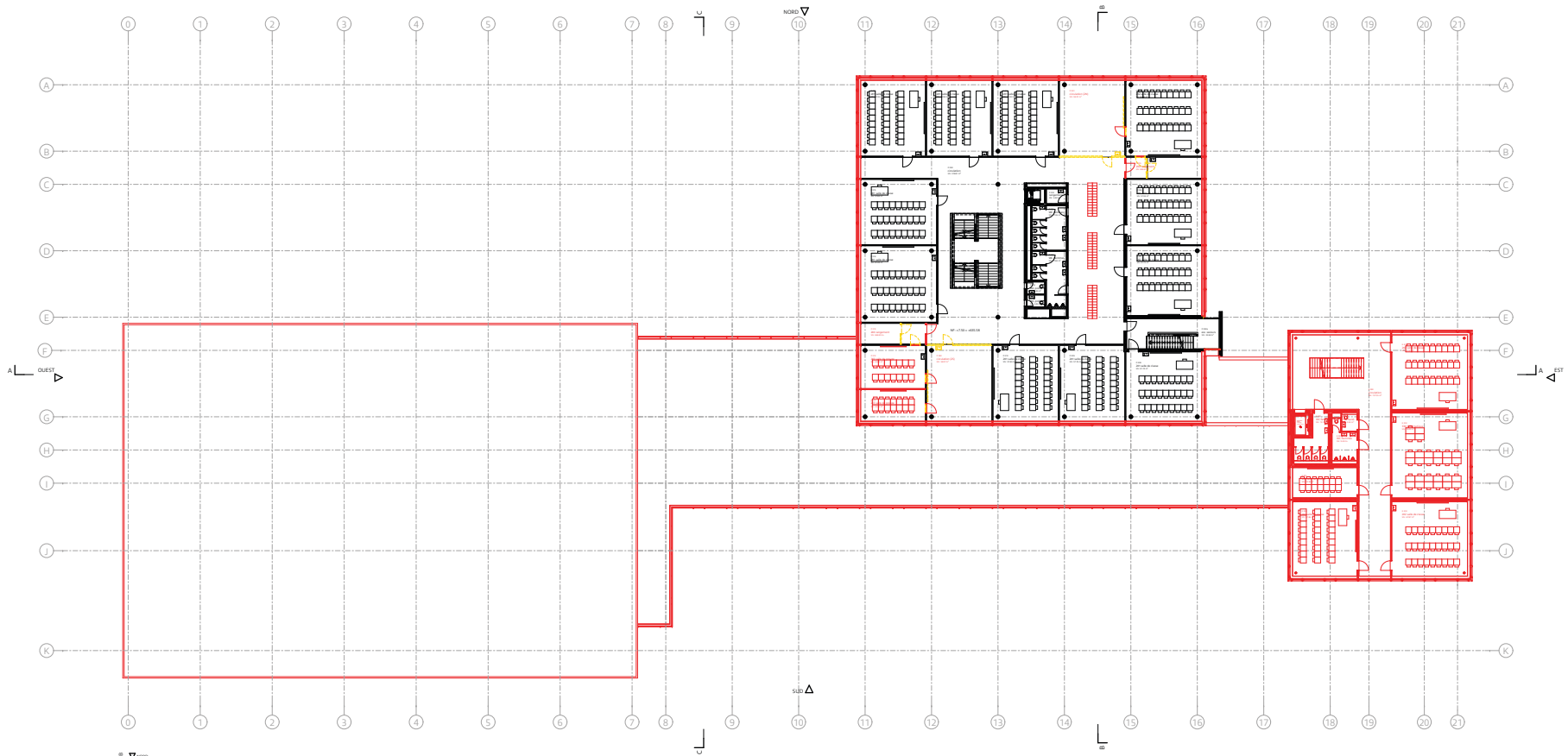
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau 1
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

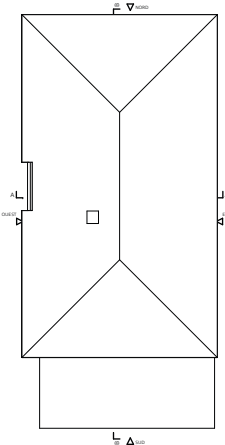
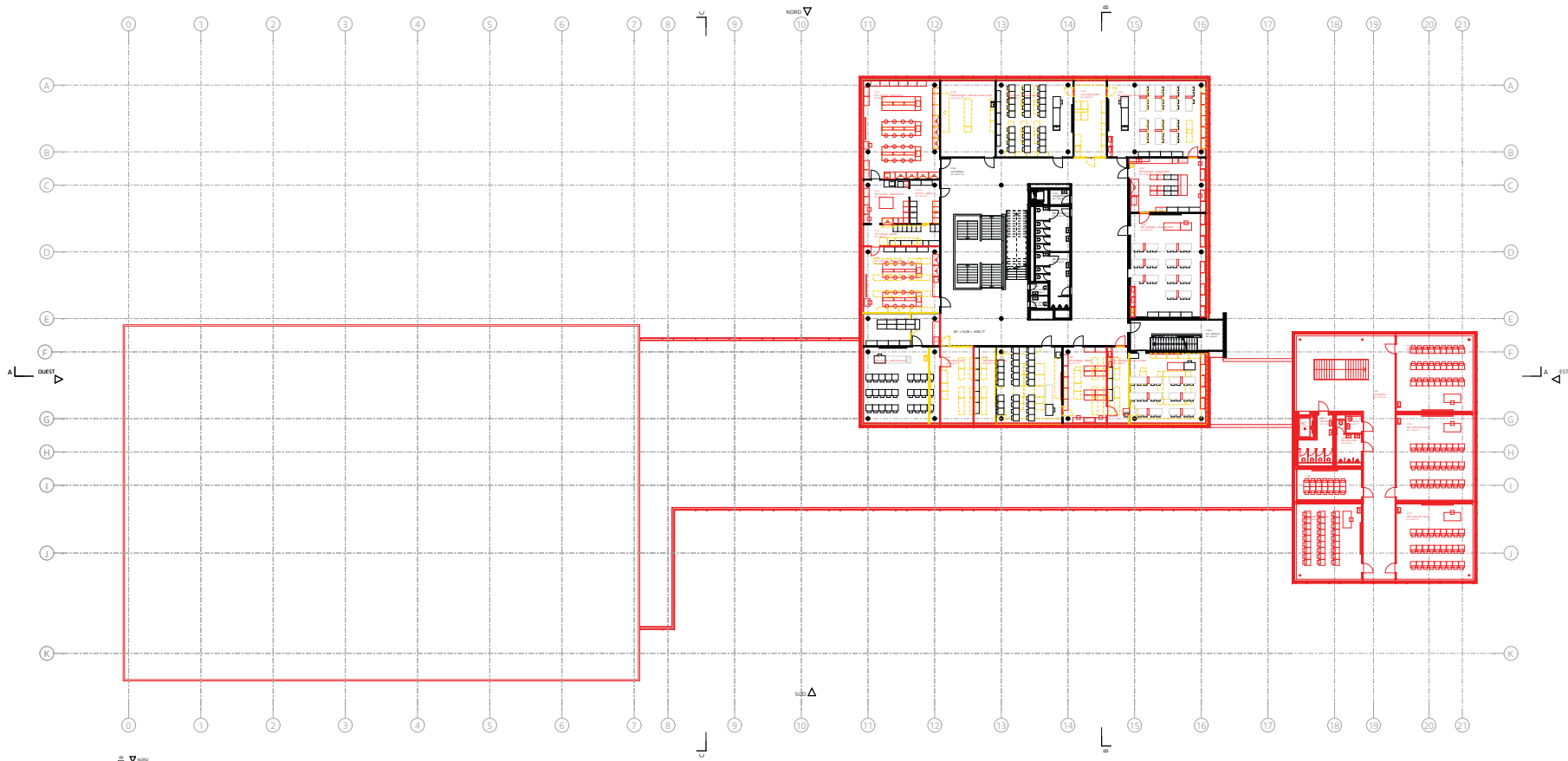
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
 CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
 CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
 CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
 Niveau 2
 Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
 Format A3



264 STX

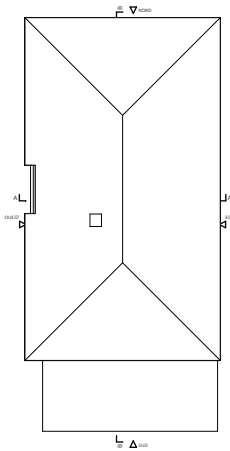
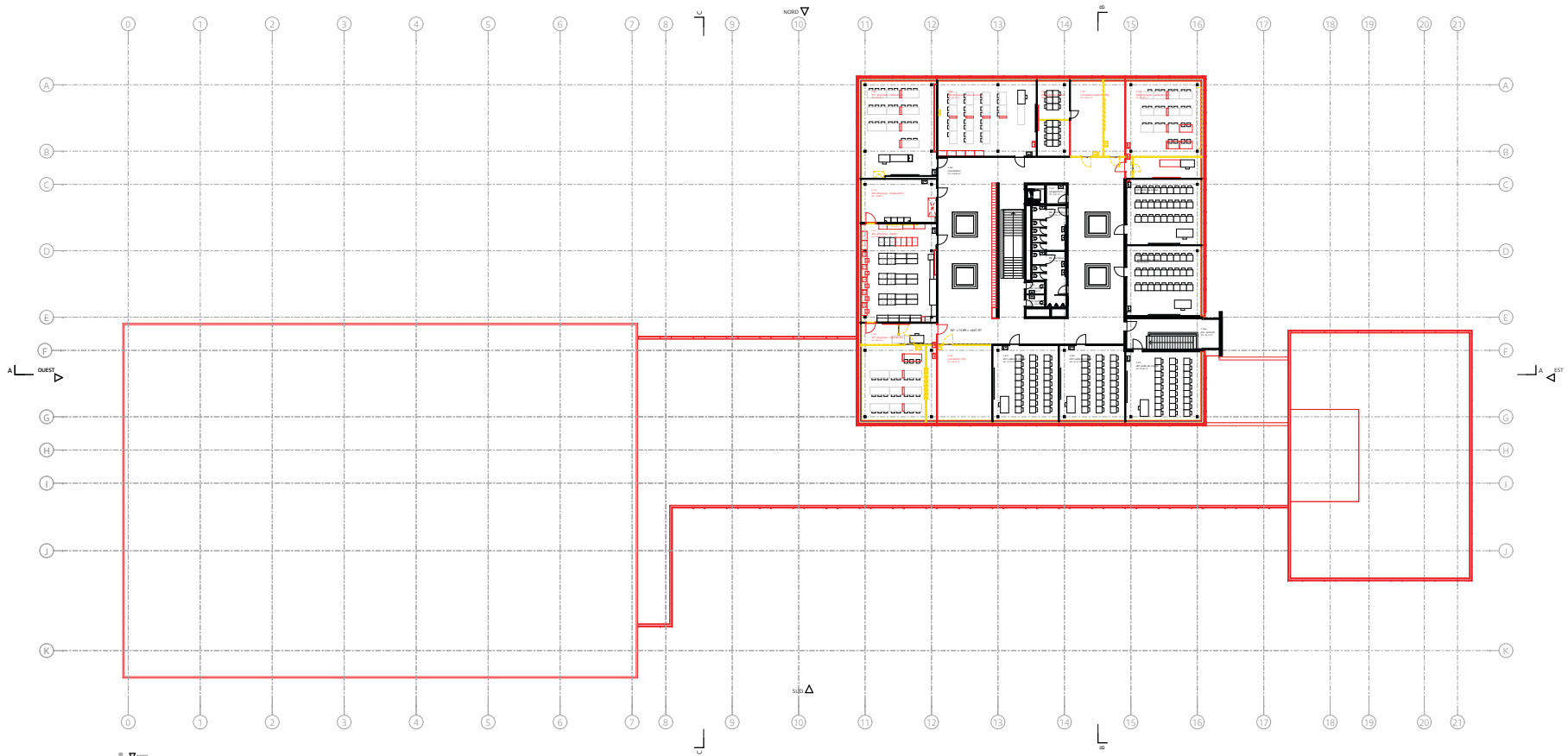
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau 3
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

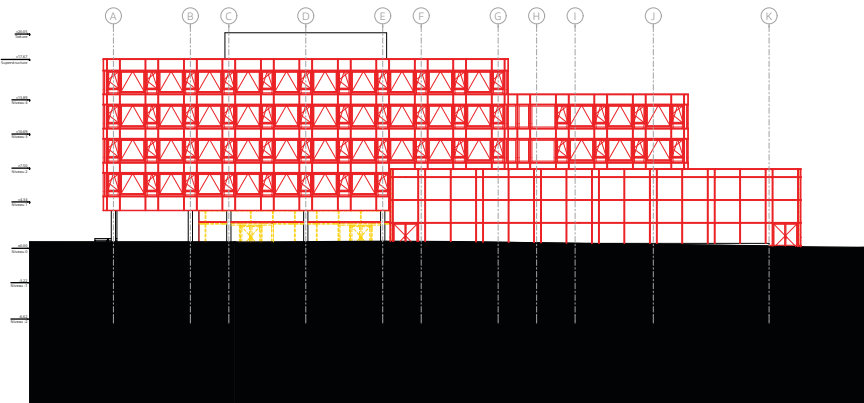
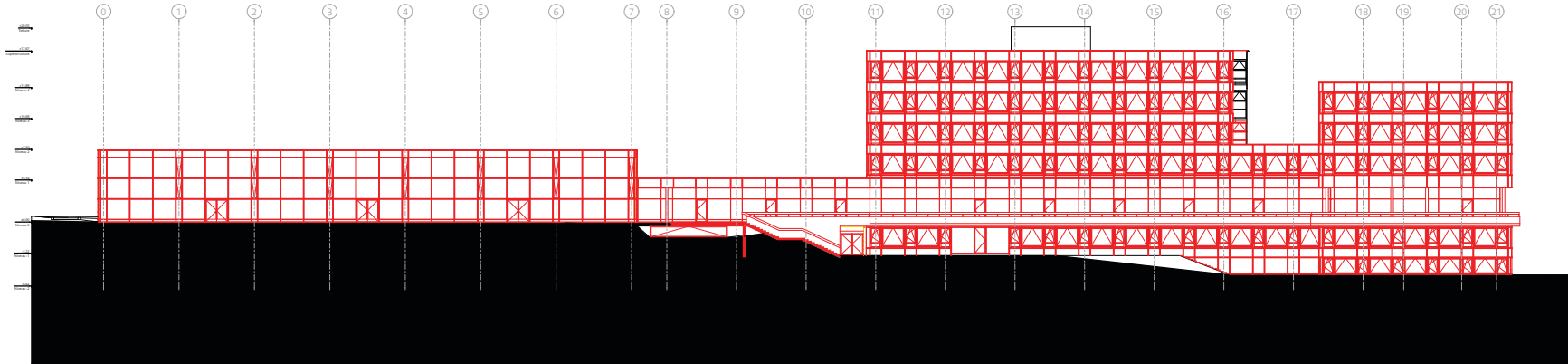
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Niveau 4
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

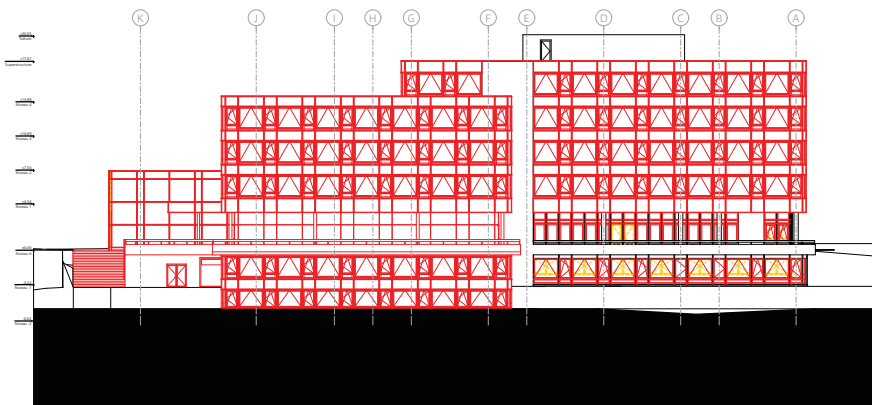
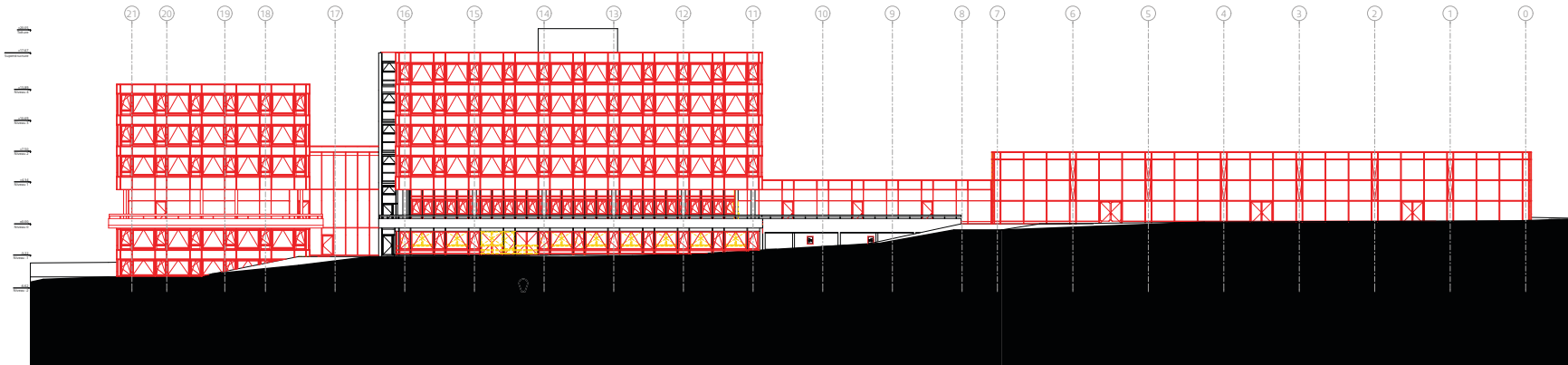
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Façade SUD, Façade OUEST
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



264 STX

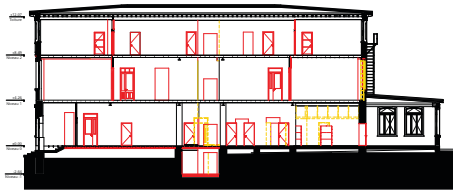
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

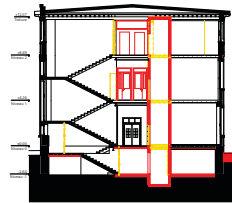
ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Façade NORD, Façade EST
Echelle 1:500

Dessiné par SN, imprimé le 31.05.17
Format A3



Coupe B-B



Coupe A-A



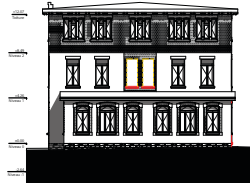
Façade OUEST



Façade NORD



Façade EST



Façade SUD

264 STX

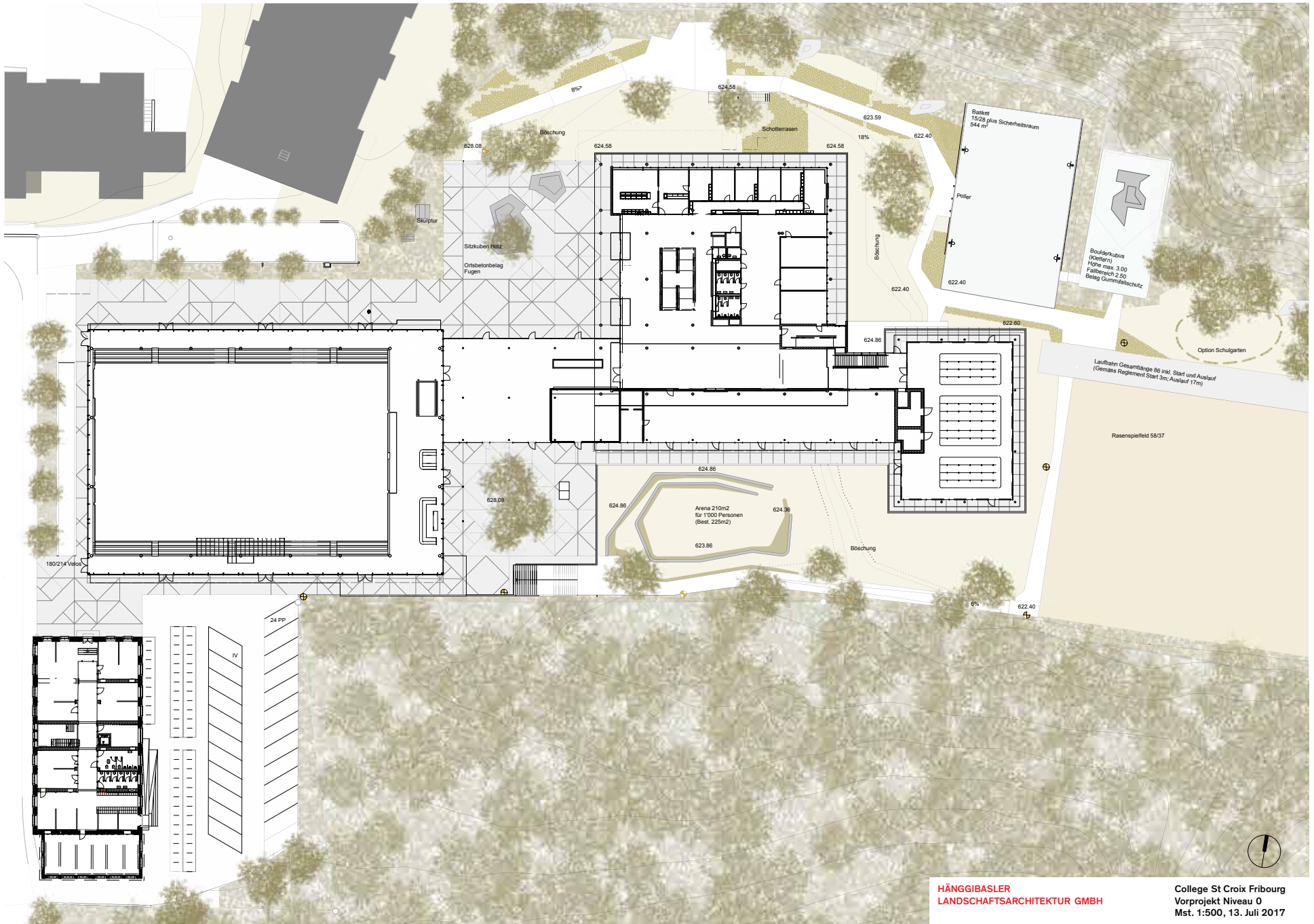
Assainissement et agrandissement du Collège Sainte-Croix
CH-1700 Fribourg, Rue Antoine-de-Saint-Exupéry 4

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Hôpital 1

ZAMPARO ARCHITECTES SA
CH-1700 Fribourg, Rue de l'Abbé-Bovet 4, 026 341 0 341

Projet P-S-E-G
Coupes et façades Villa Gallia
Echelle 1:500

Dessiné par CC, imprimé le 31.05.17
Format A3



HÄNGGIBASLER
LANDSCHAFTSARCHITEKTUR GMBH

College St Croix Fribourg
Vorprojekt Niveau 0
Mst. 1:500, 13. Juli 2017

Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message 2017-DICS-47 du Conseil d'Etat du 19 septembre 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le projet d'assainissement et d'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg, est approuvé.

Art. 2

Le coût des travaux d'assainissement et d'agrandissement est estimé à 39 520 000 francs. Le crédit d'étude de 2 270 000 francs décidé par décret du 18 mars 2016 est utilisé pour les études préparatoires. Le coût global de l'assainissement et de l'agrandissement s'élève à 41 790 000 francs.

Art. 3

Un crédit d'engagement de 39 520 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft 2017-DICS-47 des Staatsrats vom 19. September 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Sanierungs- und Ausbauprojekt des Kollegiums Heilig Kreuz wird genehmigt.

Art. 2

Die Kosten der Sanierungs- und Ausbaurbeiten werden auf 39 520 000 Franken geschätzt. Der per Dekret vom 18. März 2016 gewährte Studienkredit von 2 270 000 Franken wird für die Vorstudien verwendet. Die Gesamtkosten für die Sanierung und den Ausbau betragen 41 790 000 Franken.

Art. 3

Bei der Finanzverwaltung wird für die Finanzierung der Sanierung und des Ausbaus des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg ein Verpflichtungskredit von 39 520 000 Franken eröffnet.

Art. 4

Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets du Collège Sainte-Croix, sous le centre de charges 3240/5040.000, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 5

Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 6

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en octobre 2016 et établi à 98,9 points dans la catégorie «Construction de bâtiment administratif–Espace Mittelland» (base octobre 2015 = 100 pts).

² Le coût des travaux d'assainissement et d'agrandissement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 7

Le présent décret est soumis au referendum financier obligatoire.

Art. 4

Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle 3240/5040.000 in die jährlichen Finanzvoranschläge des Kollegiums Heilig Kreuz aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

Die Ausgaben gemäss Artikel 3 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 6

¹ Die Schätzung der Baukosten beruht auf einem Stand von 98,9 Punkten des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) für die Kategorie «Bau von Verwaltungsgebäuden–Mittelland» im Oktober 2016 (Basis Oktober 2015 = 100 Pkt.).

² Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

Art. 7

Dieses Dekret untersteht dem obligatorischen Finanzreferendum.

Projet d'assainissement et d'agrandissement du Collège Ste-Croix

Résultat de l'évaluation

Outil mis à disposition par l'Unité de développement durable du Département des infrastructures de l'État de Vaud. <http://www.vd.ch/durable>

Données concernant l'auteur de l'évaluation

Nom et prénom : Mottas Hervé
Email : herve.mottas@fr.ch
Institution : : Etat-FR
Département : : DICS
Service : : S2

Co-auteurs

Nom et prénom : Delisle Manon
Institution : : Etat-FR
Département : : DAEC
Service : : SG

Nom et prénom : Gremaud André
Institution : : Etat-FR
Département : : DEE
Service : : SG

Nom et prénom : Descloux Martin
Institution : : Etat-FR
Département : : DAEC
Service : : SEn

Informations sur le projet

Description : Projet d'assainissement et d'agrandissement du Collège Ste-Croix
Comparé au statu quo
Limite spatiale: 3 bâtiments
Limite temporelle: 40 ans
Evaluation du 04.11.2015
Effet levier Faible

Domaines concernés :

| Economie | Environnement | Société |
|-----------------|----------------------|----------------|
| Légèrement | Moyennement | Légèrement |

Commentaire général sur l'évaluation

D'un point de vue économique, ce projet participe au maintien de l'offre en formations du secondaire 2 général, en lien avec l'évolution démographique. Il est conforme aux besoins, compte tenu des impératifs financiers. En effet, un effort considérable a été consenti afin de réduire les coûts de construction. A relever que l'assainissement énergétique permettra d'économiser certains frais de fonctionnement et qu'une partie des locaux a été conçue de manière à promouvoir la complémentarité d'usage.

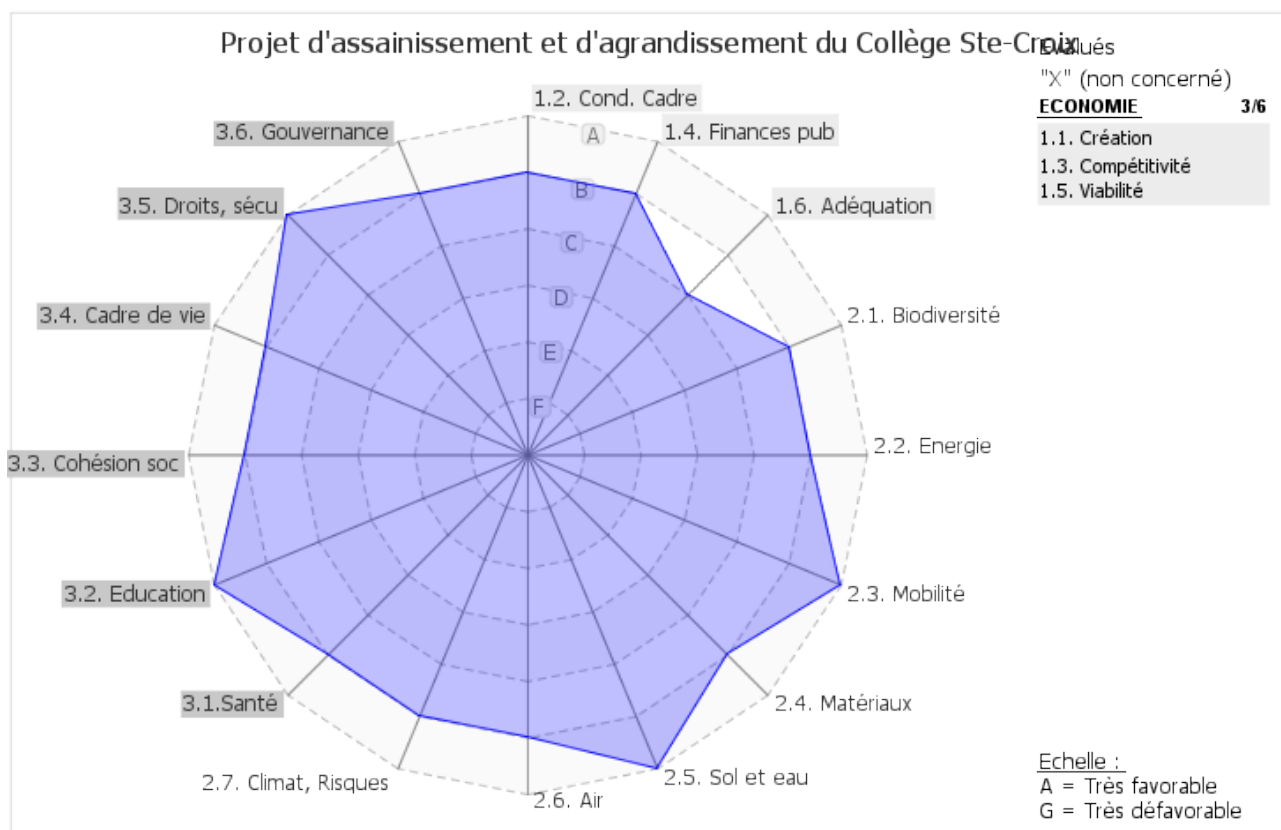
D'un point de vue environnemental, le projet, très accessible en transports publics et mobilité douce, permet une densification sur un site bâti et ménage les espaces naturels alentours. L'assainissement de l'un des bâtiments les plus énergivores de l'administration cantonale permet de diminuer les émissions de polluants

atmosphériques. Le fait de rénover divers bâtiments est économe en énergie grise. Etant donné l'âge du bâtiment, la présence de matières dangereuses - amiante - est probable et devra être analysée. D'un point de vue sociétal, le projet augmente fortement la sécurité en palliant les lacunes concernant les voies d'évacuation et le revêtement des parois et plafonds combustibles. La large offre en infrastructures sportives et de détente est maintenue. Il est prévu que la grande salle soit accessible de manière indépendante et puisse donc être louée à des tiers. L'agrandissement significatif du restaurant collectif devrait permettre de promouvoir une alimentation équilibrée et d'offrir un lieu de rencontre. Le nombre de places deux-roues sera augmenté.

Propositions de l'équipe d'audit de Boussole21 en vue de l'élaboration projet définitif:

- Diversité biologique: prévoir si possible de végétaliser les toits plats.
- Consommation d'énergie et d'énergie grise: analyser la possibilité de respecter la norme Minergie-ECO pour le bâtiment neuf, qui demande l'utilisation de béton recyclé, plus d'éclairage naturel et des matériaux renouvelables tels le bois. Analyser également le potentiel en panneaux solaires sur les toits.
- Places de parc deux roues: veiller à prévoir des places à l'abri de la pluie, sécurisées et éclairées.
- Qualité de l'air: analyser la possibilité de maximiser la part d'énergies renouvelables non polluantes pour le chauffage.
- Pollution sonore: veiller à limiter les nuisances sonores durant les travaux de rénovation.

Évaluation de chaque critère



Échelle de notation

| | |
|---|---|
| A | Très favorable |
| B | Favorable |
| C | Favorable avec quelques réserves |
| D | Moyen |
| E | Défavorable avec quelques points favorables |
| F | Défavorable |
| G | Très défavorable |
| X | Pas concerné |

Récapitulatif des critères

| Economie | Environnement | Société |
|--|--|---|
| 1.1. Création et distribution de richesses | 2.1. Diversité biologique et espace naturel | 3.1. Santé et prévention |
| 1.2. Conditions cadre pour l'économie | 2.2. Energie | 3.2. Formation, éducation, activités sportives et culturelles |
| 1.3. Compétitivité de l'économie et innovation | 2.3. Mobilité et territoire | 3.3. Cohésion sociale |
| 1.4. Finances publiques | 2.4. Consommation de matériaux et recyclage | 3.4. Cadre de vie et espace public |
| 1.5. Faisabilité et viabilité du projet | 2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau | 3.5. Droits et sécurité |
| 1.6. Conformité et adéquation aux besoins | 2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur | 3.6. Gouvernance, vie politique et associative |
| | 2.7. Changement climatique et risques | |

Economie

1.1. Création et distribution de richesses

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Création de valeur / Postes de travail / Productivité de l'activité économique / Différences de revenus / Diversification et répartition territoriale de l'activité économique / Retombées sur l'environnement économique local / Coût de la vie

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.2. Conditions cadre pour l'économie

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Accompagnement, conseil et appui à la création d'entreprises / Adéquation des infrastructures aux besoins de l'économie / Offre en crèches et parents de jours / Accès au marché international / Fiscalité / Offre de sites pour l'implantation d'entreprises / Respect de la non distorsion de la concurrence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Conditions cadre économie: bâtiment pour le maintien de la formation supérieure, en lien avec l'évolution démographique.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.3. Compétitivité de l'économie et innovation

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Capacité d'innovation / Recherche et développement / Qualification des employés / Systèmes de gestion / Accès à l'information

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.4. Finances publiques

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Bilan financier et endettement des collectivités publiques / Justification du besoin d'argent public / Frais induits et risques de coûts différés pour la collectivité / Recettes fiscales provenant des personnes morales / Recettes fiscales provenant des personnes physiques / Capacité d'action de la collectivité publique / Collaborations régionales et suprarégionales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Finances publiques: un effort considérable a été consenti afin de réduire les coûts de construction. L'assainissement énergétique permettra d'économiser certains frais de fonctionnement.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.5. Faisabilité et viabilité du projet

X - Pas concerné

Liste des sous-critères :

Investissements / Produits et charges d'exploitation / Renouvellement des infrastructures / Risque financier / Contraintes légales

Commentaires :

Justification de l'évaluation :

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

1.6. Conformité et adéquation aux besoins

C - Favorable avec quelques réserves

Liste des sous-critères :

Analyse des besoins - adéquation offre/demande / Adéquation avec le programme ou la stratégie concernés / Conformité avec le niveau de qualité souhaité / Exploitation optimale des potentiels / Gouvernance du projet

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Conformité aux besoins: est conforme aux besoins, compte tenu des impératifs financiers. Sous cet angle, le programme du concours a été revu à la baisse pour le programme du projet.

Exploitation optimale des potentiels: une partie des locaux a été conçue de manière à promouvoir la complémentarité d'usage - par exemple réfectoire et salle d'étude.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Environnement

2.1. Diversité biologique et espace naturel

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Habitats des espèces rares et menacées / Habitats des espèces courantes / Surfaces proches de l'état naturel / Biodiversité de l'espace habité ou cultivé / Régulation des populations d'espèces sensibles

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Diversité biologique et espace naturel: le projet permet une densification sur un site bâti et ménage les espaces naturels autour.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration : Diversité biologique: prévoir si possible de végétaliser les toits plats.

2.2. Energie

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Consommation d'énergie des bâtiments / Consommation d'énergie des services et de l'industrie / Consommation d'énergie grise / Production d'énergie renouvelable / Sources d'énergie locales

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Consommation d'énergie des bâtiments: assainissement de l'un des bâtiments les plus énergivores de l'administration cantonale selon le règlement sur l'énergie - Minergie P pour tous les éléments neufs ou modifiés. La rénovation de bâtiments existants est positive pour l'énergie grise.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration : Consommation d'énergie et d'énergie grise: analyser la possibilité de respecter la norme Minergie-ECO pour le bâtiment neuf, qui demande l'utilisation de béton recyclé, plus d'éclairage naturel et des matériaux renouvelables tels le bois. Analyser également le potentiel en panneaux solaires sur les toits.

2.3. Mobilité et territoire

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Densification et revalorisation des centres des localités / Changement de mode de transport vers la mobilité durable / Attractivité des transports publics / Attractivité de la mobilité douce / Intensité des transports occasionnés par l'économie / Centralité des emplois et des services / Niveau de trafic dans les agglomérations / Impacts du trafic aérien

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Centralité et densification: très favorable en terme d'accessibilité en transports publics et mobilité douce.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration : Places de parc deux roues: veiller à prévoir des places à l'abri de la pluie, sécurisées et éclairées.

2.4. Consommation de matériaux et recyclage

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Quantité de déchets / Utilisation de matériaux locaux et abondants / Utilisation de matériaux renouvelables ou recyclés / Modularité, flexibilité, recyclabilité lors de la conception / Taux de recyclage des déchets non organiques / Taux de recyclage des déchets organiques / Traitement des déchets spéciaux / Durée de vie des produits

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Matériaux: la rénovation de bâtiments est favorable d'un point de vue de l'énergie grise.

Risques de répercussions négatives : Matériaux: étant donné l'âge du bâtiment, la présence de matières dangereuses - amiante - est probable et doit être analysée.

Potentiel d'amélioration : Matériaux renouvelables: utilisation de bois pour les nouvelles constructions.

2.5. Gestion et qualité du sol et de l'eau

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Apport de substances polluantes dans l'eau ou dans le sol / Apport de polluants microbiologiques dans l'eau ou dans le sol / Apport de substances nutritives dans l'eau ou dans le sol / Consommation d'eau / Quantité d'eaux usées / Surfaces construites / Imperméabilisation du sol

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Surfaces construites: évite l'extention de zones à bâtir.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

2.6. Qualité de l'air extérieur et intérieur

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Emissions d'oxydes d'azote et de soufre (NOx, SO2) / Emissions des poussières fines (PM10) / Emissions d'ozone / Pollution sonore / Pollution électromagnétique, y compris pollution lumineuse / Pollution intérieure dans les lieux de vie et de travail / Polluants nauséabonds

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Qualité de l'air: division de la consommation de combustible par un facteur deux.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration : Qualité de l'air: analyser la possibilité de maximiser la part d'énergies renouvelables non polluantes pour le chauffage.

Pollution sonore: veiller à limiter les nuisances sonores durant les travaux de rénovation.

2.7. Changement climatique et risques

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Emissions de gaz à effet de serre / Energie de provenance nucléaire / Risques de catastrophes naturelles / Risques d'accidents majeurs

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Voir énergie.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Société

3.1. Santé et prévention

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Promotion de la santé et prévention / Qualité et accessibilité des prestations de soins / Coûts de la santé / Lutte contre les maladies / Prise en charge médico-psychosociale / Accidents de trafic, de ménage et professionnels / Activités sportives propices à la santé / Etablissements médicosociaux

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Santé et prévention: agrandissement significatif du restaurant collectif, en vue de promouvoir une alimentation équilibrée et d'offrir un lieu de rencontre. Augmentation du nombre de places deux-roues. La large offre en infrastructures sportives est maintenue.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.2. Formation, éducation, activités sportives et

A - Très favorable

culturelles

Liste des sous-critères :

Formation dans le domaine de l'école obligatoire / Formation dans le domaine de l'école postobligatoire / Orientation professionnelle / Encouragement de la culture / Offre culturelle / Offre sportive / Offre de loisirs

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Formation dans le domaine postobligatoire: positif puisque ce projet assure les infrastructures nécessaires à long terme en lien avec l'évolution démographique.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.3. Cohésion sociale

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Lutte contre la pauvreté / Insertion et réinsertion dans le monde du travail / Intégration des étrangers / Intégration des individus marginalisés dans la société / Intégration des personnes en situation d'handicap / Intégration des personnes âgées / Mixité sociale

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Personnes en situation d'handicap: mise aux normes actuelles.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.4. Cadre de vie et espace public

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Cadre de vie / Qualité de l'espace public / Identité des sites / Appropriation de l'espace par les habitants et la communauté / Revalorisation des paysages culturels / Revalorisation des paysages naturels / Protection du patrimoine / Espaces de détente de proximité / Vitalité culturelle et sociale dans les centres / Développement socioculturel local et régional

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Cadre de vie: espaces de détente de proximité et cadre favorables maintenus.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration : Cadre de vie: veiller à aménager les lieux communs intérieurs et extérieurs de manière conviviale.

3.5. Droits et sécurité

A - Très favorable

Liste des sous-critères :

Egalité des chances / Egalité entre hommes et femmes / Stabilité sociale / Sentiment de sécurité de la population / Services d'urgence

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Sécurité: le projet palie les lacunes concernant les voies d'évacuation et le revêtement des parois et plafonds combustibles.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

3.6. Gouvernance, vie politique et associative

B - Favorable

Liste des sous-critères :

Acceptabilité du projet / Participation des acteurs dans les décisions / Vie politique et associative / Structures d'organisation plus efficaces

Commentaires :

Justification de l'évaluation : Participation: participation de l'école à la définition des besoins.

Vie associative: il est prévu que la grande salle soit accessible de manière indépendante et puisse donc être louée à des tiers.

Structures plus efficaces: les locaux seront regroupés par fonctions dans la mesure du possible.

Risques de répercussions négatives :

Potentiel d'amélioration :

Annexe

GRAND CONSEIL

2017-DICS-47

Projet de décret

Crédit d'engagement en vue de l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-Croix, à Fribourg

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-015

Présidence : Jean-Daniel Wicht

Membres : Solange Berset, Daniel Bürdel, Jean-Daniel Chardonnens, Francine Defferrard, Bertrand Gaillard, Giovanna Garghentini Python, Markus Ith, Urs Perler, Nicolas Repond, Emanuel Waeber

Entrée en matière

A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 30 octobre 2017

Anhang

GROSSER RAT

2017-DICS-47

Dekretsentwurf

Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Ausbau des Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-015

Präsidium: Jean-Daniel Wicht

Mitglieder: Solange Berset, Daniel Bürdel, Jean-Daniel Chardonnens, Francine Defferrard, Bertrand Gaillard, Giovanna Garghentini Python, Markus Ith, Urs Perler, Nicolas Repond, Emanuel Waeber

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 30. Oktober 2017

Annexe

GRAND CONSEIL

2017-DICS-47

Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement en vue de
l'assainissement et de l'agrandissement du Collège Sainte-
Croix, à Fribourg

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Thomas Rauber

Membres : Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

La Commission propose tacitement au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 9 voix sans opposition ni abstention (3 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter, sous l'angle financier, ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 30 octobre 2017

Anhang

GROSSER RAT

2017-DICS-47

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Sanierung und den Ausbau des
Kollegiums Heilig Kreuz in Freiburg

Antrag der der Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Thomas Rauber

Mitglieder : Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 9 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (3 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat unter dem finanziellen Gesichtspunkt, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen

Den 30. Oktober 2017



Message 2016-DICS-28

19 septembre 2017

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à la participation de l'Etat de Fribourg au financement de la société SLSP SA (plate-forme commune des bibliothèques scientifiques suisses)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'autorisation de participer au financement de la société SLSP SA avec un montant maximal de 1 620 000 francs. La SLSP SA est une société sans but lucratif créée par 15 hautes écoles et bibliothèques scientifiques suisses dans le but d'établir une plate-forme de services commune pour les bibliothèques, sur la base d'un

système de gestion des bibliothèques de nouvelle génération. Les hautes écoles fribourgeoises et la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (BCU) participent à ce projet. Le financement demandé porte sur la phase de réalisation qui se déroulera de 2018 à 2020. A partir de 2021, la société sera opérationnelle et financée par les services vendus.

Ce message comprend les chapitres suivants:

| | |
|--|----------|
| 1. Introduction | 1 |
| 2. Situation des bibliothèques fribourgeoises | 2 |
| 3. SLSP | 2 |
| 3.1. Genèse | 2 |
| 3.2. Etat d'avancement des travaux | 2 |
| 3.3. Prochaines étapes | 3 |
| 4. Financement | 3 |
| 5. Proposition de financement | 4 |
| 6. Conclusion | 4 |

1. Introduction

Depuis toujours, les bibliothèques ont pour tâche non seulement de collectionner des livres, mais aussi d'y donner l'accès en mettant à disposition des utilisateurs et des utilisatrices des outils adéquats pour les retrouver. Pour ce faire, les bibliothèques ont développé différents systèmes de catalogage. Autrefois, il s'agissait des catalogues papier, mis à disposition du public sous forme de fiches classées dans des tiroirs. Les critères de recherche étaient alors limités à la manière dont ces fiches étaient organisées, par ordre alphabétique, par sujet, etc. Depuis les années 1980 et l'informatisation des catalogues, le catalogage et l'accès à l'information ont connu un développement majeur. Pour l'utilisateur, les possibilités nouvelles se sont ouvertes: il pouvait désormais faire des recherches indépendamment du lieu selon de nombreux critères et dans les collections de plusieurs bibliothèques. En effet, les principales bibliothèques se sont rapidement regrou-

pées pour partager les travaux de traitement et pour enrichir l'offre bibliographique. Cette numérisation se concrétisait alors par l'achat de serveurs informatiques et le développement de logiciels de catalogage et de gestion de bibliothèques. Le développement rapide des technologies de l'information représente pour les bibliothèques une véritable révolution: ces dernières ne gèrent plus uniquement les ouvrages imprimés qu'elles détiennent, mais donnent accès à une multitude d'informations numériques (revues et livres électroniques, patrimoine numérisé, bases de données scientifiques, etc.). Pour répondre aux besoins de leurs utilisateurs, elles doivent dès lors mutualiser encore davantage leurs ressources et faire appel à des applications et à des services communs.

2. Situation des bibliothèques fribourgeoises

Actuellement, la majorité des bibliothèques scientifiques, publiques et patrimoniales du canton de Fribourg font partie du RERO, acronyme de REseau ROmand qui désigne le réseau des bibliothèques de Suisse occidentale. Fait exception la bibliothèque de la Haute Ecole d'ingénierie et d'architecture, qui est desservie par le réseau NEBIS domicilié à Zurich («Netzwerk für Bibliotheken und Informationsstellen in der Schweiz», comprenant notamment les EPF ainsi que l'Université et la Zentralbibliothek de Zurich).

RERO a été créé en 1985 par les cantons romands réunis au sein de la Conférence universitaire de Suisse occidentale (CUSO) souhaitant coopérer pour mettre en place un catalogue informatique commun. Sur la base d'une convention, sa gouvernance est politique, assurée par la CUSO puis, depuis le 1^{er} janvier 2009, par la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). Les prestations de RERO sont fournies par sa «centrale» située à Martigny. Une coordination locale pour chaque canton s'occupe de l'intégration des bibliothèques dans RERO, ainsi que de la formation du personnel et du suivi professionnel. La Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (BCU) coordonne le réseau fribourgeois, qui regroupe la BCU avec ses 19 bibliothèques décentralisées sises à l'Université de Fribourg et 19 bibliothèques associées (Haute Ecole pédagogique Fribourg, Musée gruérien, etc.). Le catalogue fribourgeois comprend près de 2 millions de notices bibliographiques. Si le développement de RERO a été très bénéfique et indispensable jusqu'ici, ce réseau est cependant confronté à plusieurs difficultés, dues en partie à une gouvernance complexe et à la grande diversité des bibliothèques membres. De plus, il a perdu un partenaire important avec le retrait du canton de Vaud au 31 décembre 2016, ce qui l'oblige à redéfinir ses missions et à redimensionner l'utilisation de ses ressources devenues plus restreintes. Il s'y ajoute le fait que le système informatique exploité par RERO date du début des années 1990 et qu'il ne bénéficiera plus du support de son fournisseur à partir de 2020. RERO se trouve ainsi dans une phase de transition. Sur la base d'un rapport, la CIIP l'a mandaté d'assurer les prestations existantes jusqu'à la réalisation de la nouvelle plate-forme nationale SLSP (voir ci-dessous), de chercher à proposer ses compétences à SLSP et de développer des prestations pour les bibliothèques qui n'entreront pas dans le périmètre de SLSP.

3. SLSP

3.1. Genèse

Depuis 2014, plusieurs hautes écoles et bibliothèques universitaires, dont l'Université et la BCU de Fribourg, ont développé le projet SLSP (Swiss Library Service Platform, www.slspl.ch) avec l'ambition de créer une plate-forme nationale commune remplaçant les différents réseaux régionaux ou

thématiques actuels (RERO, NEBIS et autres). L'objectif de SLSP est de fournir des services aux bibliothèques scientifiques helvétiques sur la base d'un système de gestion de bibliothèques de nouvelle génération, une évolution qu'on retrouve dans les pays voisins. Outre les services bibliothécaires de base, l'acquisition et la gestion commune des licences d'accès aux documents électroniques fait partie des services prévus, ainsi que des services innovants indispensables à la gestion de l'information numérique (gestion des périodiques électroniques, des données de recherche, plates-formes de publication, etc.). Une partie des services seront optionnels. Ce projet s'inscrit dans une initiative plus large des hautes écoles suisses visant à regrouper leurs efforts dans la mise à disposition et le traitement des informations scientifiques. Cette initiative est concrétisée par un programme cadre «Information scientifique: accès, traitement et sauvegarde» géré par swissuniversities (conférence des recteurs des hautes écoles suisses) et financée par la Confédération dans le cadre des contributions liées à des projets¹. Le projet SLSP bénéficie depuis août 2015 d'un soutien financier dans ce cadre et déposera, en 2018, une nouvelle demande pour les années 2018 à 2020. Le 17 septembre 2015, la CIIP a considéré qu'il était dans l'intérêt des bibliothèques scientifiques actuellement rattachées à RERO de participer au projet SLSP.

Pour le réseau de bibliothèques fribourgeoises, la participation au projet SLSP, et ensuite à la fondation de la société SLSP SA, s'est imposée comme une évidence et une urgence pour garantir le fonctionnement des bibliothèques à l'avenir. Tout en veillant au bon fonctionnement de RERO, l'enjeu est de participer activement au développement de SLSP jusqu'au moment où la migration vers le nouveau système sera possible, voire de contribuer à réorienter RERO vers les services aux bibliothèques non scientifiques qui n'entrent pas dans le périmètre de SLSP. Ne pas participer à SLSP reviendrait à se retrouver dans un avenir proche sans solution bibliothéconomique, étant donné que les réseaux actuels ne fourniront plus ce type de prestations dès que SLSP sera opérationnel et qu'une solution cantonale fribourgeoise ne serait ni efficiente, ni économique. Au contraire, SLSP permettra aux bibliothèques fribourgeoises d'être reliées à un réseau national et de bénéficier de services communs performants, comme toutes les hautes écoles et bibliothèques scientifiques helvétiques qui le souhaiteront.

3.2. Etat d'avancement des travaux

Le projet SLSP se trouve à une étape décisive de son développement. L'élaboration du concept est terminée et la phase de réalisation commence. Le 30 mai 2017, la société ano-

¹ Les contributions liées à des projets sont un des instruments de financement prévus par la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE) du 30 septembre 2011. Elles soutiennent les projets des hautes écoles qui sont innovateurs et qui ont une portée significative pour l'ensemble des hautes écoles suisses.

nyme SLSP Swiss Library Service Platform SA a été fondée par 15 institutions du domaine des hautes écoles et grandes bibliothèques suisses. La forme d'une société anonyme, dont les actions sont détenues par les hautes écoles ou des bibliothèques universitaires, a été choisie afin de créer une société qui fournit les services à ces institutions et qui est gérée de manière entrepreneuriale. Les fondateurs pouvaient choisir entre un petit paquet d'actions à 20 000 francs ou un grand paquet à 40 000 francs. Onze institutions ont opté pour un grand paquet, quatre pour un petit. Les bibliothèques fribourgeoises sont présentes parmi les membres fondateurs par l'intermédiaire de l'Université de Fribourg, qui a été mandatée par le Conseil d'Etat pour l'acquisition d'un grand paquet d'actions. Quant à la BCU, elle assure la représentation des intérêts de l'ensemble du réseau fribourgeois dans les organes et les commissions de SLSP. Les Directions de l'instruction publique, de la culture et du sport et de l'économie et de l'emploi ont confié le suivi de ce dossier stratégique à un comité de pilotage réunissant les hautes écoles fribourgeoises (Université, HES-SO//FR et HEP-PH FR), la BCU, le Service de la culture et le Service des affaires universitaires. Il convient de mentionner que la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), qui a acquis un petit paquet d'actions, figure parmi les membres fondateurs de la société SLSP SA.

La décision de participer à la fondation de la société SLSP a été prise pour disposer du droit de participation fribourgeoise aux décisions essentielles qui seront prises ces prochains mois et d'ici 2020, durant la phase de réalisation. En effet, les fondateurs auront une influence non seulement sur le choix du système informatique, mais aussi sur la définition de standards communs, sur les principes de la tarification, sur la configuration du système et sur l'ordre de migration des réseaux actuels. Il est indispensable que les besoins des bibliothèques fribourgeoises soient annoncés et pris en compte. Les compétences cantonales pourront aussi profiter à l'ensemble du projet national, qu'on pense par exemple au multilinguisme. Les fondateurs ont également la possibilité de créer des alliances pour se faire représenter au Conseil d'administration de la société. Ce dernier est composé de huit membres au maximum, dont au moins deux sont indépendants dans le sens qu'ils ne représentent pas des fondateurs. L'Université de Fribourg s'est alliée à l'Université de Genève pour proposer un membre. Le Conseil de fondation a été constitué lors de la première Assemblée générale de la SA qui a eu lieu le 28 août 2017.

La première action de la SLSP SA a été la publication, le 8 juin 2017, de l'appel d'offres pour le système informatique de gestion de bibliothèques «EVALIS – Evaluation of a new Swiss Library System». Des collaborateurs de la BCU ont participé activement à l'établissement du cahier des charges, de sorte que les fonctionnalités qui y sont demandées répondent aux besoins des bibliothèques fribourgeoises. La BCU est également représentée dans le groupe qui évalue les offres déposées.

3.3. Prochaines étapes

Les résultats de l'appel d'offres constituent une information essentielle pour la planification de la phase de réalisation de SLSP. Les offres sont actuellement en cours d'évaluation, le contrat doit être signé jusqu'au mois d'août 2018 au plus tard. En parallèle, le plan d'affaires (business plan) initial du projet est mis à jour et il sera complété par les données concernant le système informatique choisi. Sur cette base, la demande pour le financement fédéral dans le cadre du programme «Information scientifique: accès, traitement et sauvegarde» sera déposée auprès de swissuniversities. En raison de la modification du calendrier de ce programme, la réponse au sujet du financement fédéral est attendue au plus tôt en juin 2018. Il est important de noter que cette réponse est nécessaire pour arrêter définitivement les conditions de financement de la part des actionnaires et pour confirmer l'adjudication du système informatique au soumissionnaire choisi.

4. Financement

Une fois opérationnelle, c'est-à-dire dès l'année 2021, la société SLSP sera financée par la vente de ses prestations aux clients. Il s'agira aussi bien des institutions fondatrices que d'autres hautes écoles et bibliothèques scientifiques qui, soit entreront dans le capital-actions de SLSP à ce moment-là, soit achèteront uniquement des prestations fournies. La tarification de prestations n'est pas encore établie, mais les coûts pour le canton de Fribourg devraient être comparables à ceux de sa participation actuelle à RERO, malgré un éventail de services beaucoup plus large.

Avant que le système ne soit opérationnel, le financement de la phase de réalisation du projet SLSP de 2018 à 2020 doit être couvert par les contributions des institutions fondatrices et, comme mentionné ci-dessus, par une participation de la Confédération par des contributions liées à des projets dans le cadre du programme «Information scientifique: accès, traitement et sauvegarde» (ci-après programme P-5). Les fondateurs ont déjà participé à la constitution du capital de la société en achetant des actions. Celui-ci s'élève actuellement à 520 000 francs, dont 40 000 francs d'actions acquises par l'Université de Fribourg qui a été mandatée pour représenter le réseau fribourgeois.

Il est en outre prévu que chaque fondateur participe au financement de la phase de réalisation en allouant à la société un prêt dont le montant sera calculé selon la formule suivante:

$$\frac{(\text{coût total de la phase de réalisation} - \text{contribution programme P-5}) * \text{actions détenues}}{\text{ensemble d'actions}}$$

Ces prêts devraient ensuite être remboursés dès l'entrée en exploitation opérationnelle, sur une durée en principe de 10 ans.

Selon le business plan provisoire actuel, le coût total de la phase de réalisation est estimé à 17,5 millions de francs. L'hypothèse probable est que SLSP introduise une demande de subvention de 8 millions de francs. Dans ce cas, les 15 institutions fondatrices devraient apporter un prêt de 9,5 millions de francs et l'apport fribourgeois pour la période 2018–2020 serait de 730 000 francs. Il est possible que la subvention soit plus modeste et, dans la situation la moins favorable, la somme totale de 17,5 millions de francs serait à financer entièrement par les fondateurs. Dans ce dernier cas, le prêt fribourgeois serait de 1 350 000 francs.

Etant donné que l'engagement portant sur la participation au financement de la phase de réalisation devra être pris avant le dépôt du projet auprès du programme P-5, en principe jusqu'au 31 décembre 2017, il n'est pas possible d'attendre toutes les décisions qui détermineront les conditions précises du financement du projet SLSP et le montant de la participation à la charge du canton de Fribourg pour requérir la détermination du Grand Conseil.

5. Proposition de financement

La participation active à la mise en place du système de gestion de bibliothèques de SLSP est essentielle pour le réseau des bibliothèques fribourgeoises et pour toutes les hautes écoles fribourgeoises, car elle permet d'assurer la couverture des besoins de ses bibliothèques et de leurs utilisateurs et utilisatrices, ceci, entre autres, en ce qui concerne les aspects linguistiques. Il est indispensable que les deux langues du canton soient prises en considération dès le début et de manière adéquate. La BCU est très active dans les différents groupes de travail, commissions ou organes de SLSP. La participation à la phase de réalisation qui débutera en 2018 est liée à l'engagement financier, c'est-à-dire à un prêt à la société SLSP SA.

Selon la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (art. 43, let. g), le Grand Conseil est compétent pour autoriser «la participation à des entreprises économique si les montants en jeu sont supérieurs à 0.2‰ des charges du dernier compte de fonctionnement arrêté par le Grand Conseil», ce qui est le cas de l'engagement financier en question. Le montant exact de celui-ci n'est cependant pas encore connu et il n'est pas possible, en raison du calendrier du projet, de différer la décision du Grand Conseil jusqu'au moment où il sera connu.

Comme indiqué ci-dessus, le financement de la réalisation du système à la charge des fondateurs de la société SLSP SA dépend de la contribution allouée par le programme P-5. Il faut aussi tenir compte du fait qu'il s'agit d'un projet informatique complexe et, par définition, non dépourvu de risques. Actuellement, tout est fait pour évaluer de manière exacte les besoins de financement, mais on ne peut exclure des imprévus. Pour cette raison, il est proposé de fixer le montant maximal de la participation fribourgeoise à 1 620 000 francs,

c'est-à-dire à un montant de 20% supérieur à la contribution calculée ci-dessus sans financement fédéral, et de charger le Conseil d'Etat de libérer les montants en fonction des besoins effectifs qui seront confirmés ultérieurement. Cette participation à SLSP se fera en principe sous forme d'un prêt dont le remboursement débutera avec la mise en production du système. Il n'est toutefois pas possible d'exclure, si des difficultés imprévues risquaient de mettre la société en situation de surendettement, qu'il soit nécessaire de convertir le prêt (partiellement) en capital. Une telle solution ne sera évidemment admise qu'en dernier recours.

Dans cette situation, il est proposé que la décision du Grand Conseil porte sur un montant plafond de 1 620 000 francs. L'engagement effectif ne portera que sur la participation financière requise selon les modalités de financement indiquées précédemment. Les montants nécessaires seront portés aux budgets des années 2018 à 2020 de la BCU.

6. Conclusion

Pour le Conseil d'Etat, la participation au projet SLSP est indispensable pour garantir le fonctionnement des bibliothèques fribourgeoises ces prochaines années, l'actuel système géré par RERO étant condamné à disparaître dans un avenir proche. Un projet national avec la participation des principales bibliothèques scientifiques et hautes écoles suisses constitue la meilleure perspective pour disposer d'un système stable, basé sur une technologie actuelle et bénéficiant d'un support informatique à long terme. Toutefois, les incertitudes mentionnées et des risques inhérents à un projet informatique complexe ainsi qu'à la constitution d'une société anonyme ne doivent pas être sous-estimés, mais ils sont fortement atténués grâce à la participation des 14 autres partenaires. Cette mise en commun des ressources permet de partager et de distribuer les risques financiers que le canton de Fribourg ne devra dès lors pas porter seul. Ainsi, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'autorisation de participer au financement de la société SLSP SA, durant la phase de réalisation du projet, c'est-à-dire en principe durant les années 2018 à 2020, par un montant de 1 620 000 francs au maximum.

Le décret proposé n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Etant donné que l'engagement financier porte sur un montant inférieur à ¼% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés, le décret n'est pas soumis au référendum financier.



Botschaft 2016-DICS-28

19. September 2017

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Beteiligung des Staates Freiburg an der Finanzierung der SLSP AG (gemeinsame Plattform der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über die Genehmigung der Teilnahme an der Finanzierung der Gesellschaft SLSP AG mit einem Höchstbetrag von 1 620 000 Franken. Die SLSP AG ist eine nicht gewinnorientierte Gesellschaft, die von 15 Hochschulen und wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz gegründet wurde, um eine gemeinsame Dienstleistungsplattform für Bibliotheken

auf der Grundlage eines Bibliothekssystems der neuen Generation bereitzustellen. Die Freiburger Hochschulen sowie die Kantons- und Universitätsbibliothek Freiburg (KUB) beteiligen sich an diesem Projekt. Die beantragte Finanzierung betrifft die Realisierungsphase von 2018 bis 2020. Die Gesellschaft ist ab 2021 betriebsbereit und finanziert sich dann durch die verkauften Dienstleistungen.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

| | |
|---|----------|
| 1. Einführung | 5 |
| 2. Situation der Freiburger Bibliotheken | 5 |
| 3. SLSP | 6 |
| 3.1. Entstehung | 6 |
| 3.2. Stand der Arbeiten | 6 |
| 3.3. Nächste Etappen | 7 |
| 4. Finanzierung | 7 |
| 5. Finanzierungsantrag | 8 |
| 6. Schlussbemerkungen | 8 |

1. Einführung

Seit jeher haben die Bibliotheken die Aufgabe, nicht nur Bücher und Dokumente zu sammeln, sondern sie auch zugänglich zu machen, indem geeignete Findmittel zur Verfügung gestellt werden. Dafür entwickelten die Bibliotheken verschiedene Katalogisierungssysteme. Früher handelte es sich um Kataloge auf Karteikarten. Die Suchkriterien beschränkten sich auf die Klassierungsweise dieser Karten: in alphabetischer Reihenfolge, nach Themen usw. Seit den 1980er-Jahren und dem Einzug der Digitalisierung haben sich die Katalogisierung und die Zugangsmöglichkeiten zur Information stark gewandelt. Nun kann nach zahlreichen Kriterien und ortsunabhängig in den Beständen mehrerer Bibliotheken gesucht werden. Die wichtigsten Bibliotheken schlossen sich rasch zu Verbänden zusammen, um die Erfassungsarbeiten zu teilen und das bibliografische Angebot zu vergrössern. Diese Digitalisierung konkretisierte sich im Erwerb von Servern und in

der Entwicklung von Informatiksystemen für die Katalogisierung und die Bibliotheksverwaltung. Die rasante Entwicklung der Informationstechnologien stellt für die Bibliotheken eine eigentlichen Revolution dar: Diese verwalten nicht mehr nur die in ihrem Besitz befindlichen gedruckten Werke, sondern gewähren auch Zugang zu vielfältigen elektronischen Publikationen (elektronische Zeitschriften und Bücher, digitalisierte Kulturgüter, wissenschaftliche Datenbanken usw.). Um den geänderten Bedürfnissen entsprechen zu können, müssen die Bibliotheken ihre Ressourcen weiter bündeln und auf gemeinsame Applikationen und Dienstleistungen setzen.

2. Situation der Freiburger Bibliotheken

Derzeit gehört die Mehrheit der wissenschaftlichen, öffentlichen und Kulturgut-Bibliotheken des Kantons Freiburg zum Westschweizer Bibliotheksverbund RERO (Abkürzung für

«REseau ROmand»). Eine Ausnahme bildet die Bibliothek der Hochschule für Technik und Architektur, die dem in Zürich domizilierten Verbund NEBIS angehört («Netzwerk für Bibliotheken und Informationsstellen in der Schweiz», zu dem insbesondere der ETH-Bereich sowie die Universität und die Zentralbibliothek Zürich gehören).

RERO wurde 1985 von den Westschweizer Kantonen gegründet, die in der Konferenz der Westschweizer Universitäten (CUSO) vereint waren, mit dem Ziel eines gemeinsamen digitalen Katalogs. Die politische Führung von RERO wurde von der CUSO wahrgenommen, bzw. seit dem 1. Januar 2009 von der *Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin* (CIIP). Die Dienstleistungen von RERO werden von seiner Zentrale in Martigny erbracht. In jedem Kanton ist eine lokale Koordinationsstelle für die Integration der Bibliotheken in RERO, die Ausbildung des Personals und die fachliche Betreuung zuständig. Die Kantons- und Universitätsbibliothek Freiburg (KUB) koordiniert den Freiburger Verbund, der die KUB mit ihren 19 dezentralen Bibliotheken an der Universität Freiburg sowie 19 assoziierte Bibliotheken (Pädagogische Hochschule Freiburg, Greyerzer Museum usw.) umfasst. Der Freiburger Katalog zählt rund 2 Millionen bibliografische Aufnahmen. Obwohl RERO über viele Jahre wertvolle und unverzichtbare Dienstleistungen erbracht hat, sieht sich dieser Verbund mit mehreren Problemen konfrontiert, die namentlich auf eine komplexe Führung und auf die Verschiedenartigkeit der Mitgliederbibliotheken zurückzuführen sind. Überdies verlor RERO einen wichtigen Partner, als der Kanton Waadt am 31. Dezember 2016 den Verbund verliess, weshalb der Betrieb den reduzierten Ressourcen angepasst werden musste. Kommt hinzu, dass das von RERO betriebene Informatiksystem Anfang der 1990er-Jahre konzipiert wurde und ab 2020 vom Hersteller nicht mehr unterstützt werden wird. Somit befindet sich RERO in einer Übergangsphase. Gestützt auf einen Bericht erteilte ihm die CIIP den Auftrag, die bestehenden Dienstleistungen bis zu Realisierung der neuen nationalen Plattform SLSP (siehe unten) weiter zu erbringen, seine Kompetenzen SLSP anzubieten sowie Dienstleistungen für die Bibliotheken zu entwickeln, die nicht zum zukünftigen Kundenkreis von SLSP gehören.

3. SLSP

3.1. Entstehung

Seit 2014 entwickeln mehrere Hochschulen und Universitätsbibliotheken, darunter die Universität und die KUB Freiburg, das Projekt SLSP (Swiss Library Service Platform, www.slsp.ch), um eine gemeinsame nationale Plattform zu schaffen, welche die verschiedenen aktuellen regionalen oder thematischen Verbände (RERO, NEBIS und andere) ablösen soll. SLSP soll den wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz zentrale Dienstleistungen anbieten, und zwar auf der Basis eines zentral betriebenen Bibliotheksverwaltungssystems

der neuen Generation. Eine solche Entwicklung ist in mehreren Nachbarländern zu beobachten. Zu den vorgesehenen Dienstleistungen gehören neben den bibliothekarischen Standardfunktionen der Erwerb und die gemeinsame Verwaltung der Zugangslizenzen zu elektronischen Dokumenten. Hinzu kommen innovative Angebote, die für die Verwaltung digitaler Dokumente unerlässlich sind (Verwaltung von elektronischen Zeitschriften, Forschungsdaten, Publikationsplattformen usw.). Ein Teil der Dienstleistungen werden optional sein. Dieses Projekt wird im Rahmen einer Initiative der Schweizer Hochschulen vorangetrieben, die eine enge Kooperation im Bereich der wissenschaftlichen Informationen bezweckt. Diese Initiative nennt sich «Wissenschaftliche Information: Zugang, Verarbeitung und Speicherung» und wird von *swissuniversities*, der Rektorenkonferenz der Schweizer Universitäten, getragen und vom Bund im Rahmen der projektgebundenen Beiträge finanziert¹. In diesem Rahmen wird das SLSP-Projekt seit August 2015 finanziell unterstützt, die laufende Förderperiode läuft bis Ende 2017; für die Jahre 2018–2020 wird 2018 ein Anschlussgesuch gestellt. Am 17. September 2015 war die CIIP der Auffassung, es sei im Interesse der an RERO angeschlossenen wissenschaftlichen Bibliotheken, sich am SLSP-Projekt zu beteiligen.

Für den Freiburger Bibliotheksverbund waren die Beteiligung am SLSP-Projekt und die nachfolgende Gründung der Gesellschaft SLSP AG ebenso naheliegend wie dringlich. Die Herausforderung liegt darin, die Funktionsfähigkeit von RERO aufrechtzuerhalten und zugleich aktiv an der Entwicklung von SLSP mitzuarbeiten, bis das neue System eingeführt werden kann. Überdies soll RERO neu auf Dienstleistungen für nichtwissenschaftliche Bibliotheken ausgerichtet werden, die nicht zum Kundenkreis von SLSP gehören. Eine Nichtbeteiligung an SLSP brächte das erhebliche Risiko mit sich, schon in absehbarer Zukunft ohne ein effizientes Bibliotheksverwaltungssystem dazustehen; ein Alleingang müsste vom Kanton Freiburg allein finanziert werden. Dank SLSP werden sich die Freiburger Bibliotheken an einen nationalen Verbund anschliessen können und wie alle Schweizer Hochschulen und wissenschaftlichen Bibliotheken, die dies wünschen, von leistungsfähigen gemeinsamen Dienstleistungen profitieren.

3.2. Stand der Arbeiten

Das SLSP-Projekt befindet sich augenblicklich in einer entscheidenden Entwicklungsphase. Die Erarbeitung des Konzepts ist abgeschlossen, und die Realisierungsphase hat begonnen. Am 30. Mai 2017 wurde von 15 Institutionen (Hochschulen und grosse Bibliotheken) die Aktiengesellschaft SLSP Swiss Library Service Platform AG gegründet. Die

¹ Projektgebundene Beiträge sind eines der Finanzierungsinstrumente, die im Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und koordinationsgesetz, HFKG) vom 30. September 2011 vorgesehen sind. Unterstützt werden Hochschulprojekte, die innovativ und von gesamtschweizerischer hochschulpolitischer Bedeutung sind.

Form der Aktiengesellschaft, deren Anteile von den 15 Gründungsinstitutionen gehalten werden, wurde gewählt, um die Dienstleistungen nach unternehmerischen Grundsätzen erbringen und finanzieren zu können. Die Gründer konnten zwischen einem kleinen Aktienpaket von 20 000 Franken oder einem grossen Aktienpaket von 40 000 Franken wählen. Elf Institutionen haben sich für ein grosses, vier für ein kleines Aktienpaket entschieden. Die Freiburger Bibliotheken sind bei den Gründungsmitgliedern durch die Universität Freiburg vertreten, die vom Staatsrat den Auftrag erhielt, ein grosses Aktienpaket zu erwerben. Die KUB gewährleistet ihrerseits die Vertretung der Interessen des gesamten Freiburger Verbundes in den Organen und Kommissionen von SLSP. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport und die Volkswirtschaftsdirektion übergaben die Betreuung dieses strategischen Dossiers einer Steuerungsgruppe, in der die Freiburger Hochschulen (Universität, HES-SO//FR und HEP/PH-FR), die KUB, das Amt für Kultur und das Amt für Universitätsfragen vertreten sind. Es sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass auch die Fachhochschule Westschweiz (HES-SO) zu den Gründungsmitgliedern der SLSP AG gehört und ein kleines Aktienpaket gezeichnet hat.

Der Entscheid für die Beteiligung an der Gründung der SLSP AG wurde getroffen, um zu gewährleisten, dass Freiburg während der Realisierungsphase bis 2020 an den wichtigen Entscheidungen teilnehmen kann. Tatsächlich nehmen die Gründer Einfluss auf die Wahl des Informatiksystems wie auch auf die Festlegung der gemeinsamen Standards, die Konfiguration des Systems, die Finanzierungsmodalitäten und die Reihenfolge der Migration der aktuellen Verbünde. Es ist unerlässlich, dass die Bedürfnisse der Freiburger Bibliotheken vorgebracht und berücksichtigt werden. Die Stärken des Kantons Freiburg können insbesondere bei den Fragen der Mehrsprachigkeit eingebracht werden. Die Gründer haben die Möglichkeit, Allianzen zu schliessen, um eine gemeinsame Vertretung in den Verwaltungsrat zu entsenden. So hat sich die Universität Freiburg mit der Universität Genf zusammengetan, um ein Mitglied vorzuschlagen. An der ersten Generalversammlung der AG am 28. August 2017 wurde der erste Verwaltungsrat ernannt.

Die erste Handlung der SLSP AG war die öffentliche Ausschreibung für das elektronische Bibliotheksverwaltungssystem («EVALIS – Evaluation of a new Swiss Library System»). Mitarbeitende der KUB arbeiteten an der Erstellung des Pflichtenhefts mit, so dass die geforderten Funktionen den Bedürfnissen der Freiburger Bibliotheken entsprechen. Die KUB ist auch in der Gruppe vertreten, welche die eingereichten Angebote prüft.

3.3. Nächste Etappen

Die Ausschreibungsergebnisse bilden eine wichtige Information für die Planung der Realisierungsphase von SLSP. Derzeit werden die Angebote geprüft; der Vertrag muss bis

spätestens August 2018 unterzeichnet werden. Parallel dazu wird der ursprüngliche Businessplan des Projekts aktualisiert und entsprechend der Ergebnisse der Ausschreibung angepasst. Auf dieser Basis wird das Gesuch um Finanzierung durch den Bund im Rahmen des Programms «Wissenschaftliche Information: Zugang, Verarbeitung, Speicherung» bei *swissuniversities* vorbereitet. Nachdem ursprünglich ein Entscheid gegen Jahresende 2017 zu erwarten war, wird aufgrund des geänderten Entscheidungsprozesses von P-5 der definitive Subventionierungsentscheid erst im Sommer 2018 erfolgen. Es ist darauf hinzuweisen, dass die Finanzierungsanteile erst nach Erhalt dieser Antwort definitiv festgelegt werden können.

4. Finanzierung

Sobald die SLSP AG ihren Betrieb aufgenommen hat, das heisst im Jahr 2021, finanziert sie sich durch den Verkauf ihrer Dienstleistungen an die Kunden. Bei diesen handelt es sich um die Gründerinstitutionen, aber auch um weitere Hochschulen und wissenschaftliche Bibliotheken, die zum genannten Zeitpunkt entweder Aktien von der SLSP AG erwerben oder nur deren Dienstleistungen in Anspruch nehmen. Die Festlegung der Tarife ist noch nicht erfolgt, doch die Kosten dürften für den Kanton Freiburg mit jenen seiner aktuellen Beteiligung an RERO vergleichbar sein, dies obwohl das Funktionsspektrum wesentlich breiter sein wird.

Vor der Inbetriebnahme des Systems muss die Finanzierung der Realisierungsphase des SLSP-Projekts sichergestellt werden, und zwar durch Beiträge der Gründerinstitutionen und durch projektgebundene Bundesbeiträge im Rahmen des Programms «Wissenschaftliche Information: Zugang, Verarbeitung, Speicherung» (nachstehend Programm P-5). Die Gründer haben sich bereits durch den Erwerb von Aktien an der Bildung des Gesellschaftskapitals beteiligt. Das Aktienkapital beläuft sich derzeit auf 520 000 Franken; die Universität Freiburg hat wie erwähnt Aktien im Wert von 40 000 Franken erworben.

Darüber hinaus ist im Aktionärsbindungsvertrag vorgesehen, dass sich jeder Gründer an der Finanzierung der Realisierungsphase beteiligt, indem er der Gesellschaft ein Darlehen gewährt, dessen Betrag nach folgender Formel berechnet wird:

$$\frac{\text{(Gesamtkosten der Realisierungsphase – Beitrag Programm P-5)} * \text{gehaltene Aktien}}{\text{gesamte Anzahl der Aktien}}$$

Diese Darlehen sollen nach der Betriebsaufnahme von SLSP über eine Dauer von 10 Jahren zurückerstattet werden.

Gemäss dem vorliegenden provisorischen Businessplan werden die Gesamtkosten dieser Phase auf 17,5 Millionen Franken geschätzt. Derzeit ist davon auszugehen, dass im Rahmen des Programms P-5 ein Bundesbeitrag von 8 Milli-

onen Franken beantragt werden wird. In diesem Fall müssten die 15 Gründer der SLSP AG ein Gesamtdarlehen von 9,5 Millionen Franken leisten, der Freiburger Beitrag für die Periode 2018–2020 würde sich auf 730 000 Franken belaufen. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass der Bundesbeitrag tiefer ausfällt, und im ungünstigsten Fall müssten die gesamten 17,5 Millionen Franken durch Darlehen der Gründer finanziert werden. In diesem – allgemein für unwahrscheinlich gehaltenen, aber denkbaren – Fall würde sich das Freiburger Darlehen auf ca. 1 350 000 Franken belaufen.

Da die Verpflichtung für die Beteiligung an der Finanzierung der Realisierungsphase bis 31. Dezember 2017 vorliegen muss, ist es nicht möglich, alle die Finanzierung bestimmenden Entscheidungen abzuwarten, bis das Geschäft dem Grossen Rat zur Beschlussfassung vorgelegt wird.

5. Finanzierungsantrag

Die aktive Beteiligung an der Bereitstellung des SLSP-Bibliotheksverwaltungssystems ist äusserst wichtig für den Freiburger Bibliotheksverbund und für alle Freiburger Hochschulen. Das Projekt ist auch deshalb zu begrüessen, weil beide Kantonssprachen von Anfang an und auf adäquate Weise berücksichtigt werden. Die KUB ist in den verschiedenen Arbeitsgruppen, Kommissionen und Organen der SLSP sehr aktiv. Die Beteiligung an der Realisierungsphase, die 2018 beginnt, ist an das finanzielle Engagement, das heisst an ein Darlehen zugunsten der SLSP AG, gebunden.

Laut dem Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (Art. 43, Bst. g) ist der Grosse Rat zuständig für die Genehmigung der «Beteiligung an Wirtschaftsunternehmen, wenn die Beträge höher sind als 0,2% des Aufwands der letzten vom Grossen Rat genehmigten Erfolgsrechnung», was auf das vorliegende finanzielle Engagement zutrifft. Der genaue Betrag dieses Engagements ist jedoch noch nicht bekannt und es ist aufgrund des Zeitplans des Projekts nicht möglich, den Beschluss des Grossen Rats bis zu dem Zeitpunkt zu verschieben, in dem dieser Betrag bezifferbar ist.

Wie erwähnt hängt die Finanzierung insbesondere von zwei noch unbekanntem Faktoren ab, den Kosten des Informatiksystems und den Beiträgen des Programms P-5. Zudem ist zu berücksichtigen, dass es sich um ein komplexes Informatikprojekt handelt, das unvermeidbar Risiken in sich birgt. Obwohl alles getan wurde, um die Finanzierungsbedürfnisse exakt zu ermitteln, lässt sich Unvorhersehbares nicht ausschliessen. Aus diesem Grund wird vorgeschlagen, den Höchstbetrag der Freiburger Beteiligung auf 1 620 000 Franken festzulegen, das heisst auf einen Betrag, der um 20% höher ist als der ohne Bundesfinanzierung kalkulierte Beitrag. Der Staatsrat wird beauftragt, die Beträge nach den effektiven Bedürfnissen, die später ermittelt werden, freizu-

geben. Diese Beteiligung an SLSP erfolgt im Prinzip in Form eines Darlehens, das nach Inbetriebnahme des Systems zurückerstattet wird. Es ist darauf hinzuweisen, dass bei unvorhergesehenen Schwierigkeiten, insbesondere bei einer drohenden Überschuldung der Gesellschaft, eine (teilweise) Umwandlung der Darlehen in Aktienkapital nicht völlig ausgeschlossen werden kann. Eine solche Lösung würde natürlich nur im äussersten Notfall akzeptiert.

In dieser Situation wird vorgeschlagen, dass der Entscheid des Grossen Rates für einen auf 1 620 000 Franken plafonierten Betrag gilt. Das tatsächliche Engagement bezieht sich nur auf die nach den zuvor festgelegten Finanzierungsmodalitäten erforderliche finanzielle Beteiligung. Die nötigen Beträge werden in das KUB-Budget der Jahre 2018 bis 2020 eingeschrieben.

6. Schlussbemerkungen

Aus Sicht des Staatsrats ist die Beteiligung am SLSP-Projekt unerlässlich, um die Funktionsfähigkeit der Freiburger Bibliotheken in den kommenden Jahrzehnten zu gewährleisten, zumal das derzeit von RERO eingesetzte System in absehbarer Zeit ausser Betrieb genommen werden muss. Ein nationales Projekt mit Beteiligung der überwiegenden Mehrzahl der Hochschulen und wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz bietet die beste Perspektive, um über ein stabiles System zu verfügen, das auf der neuesten Technologie beruht und über einen langfristigen Informatik-Support verfügt. Allerdings dürfen die erwähnten Ungewissheiten und die Risiken, die ein komplexes Informatiksystem sowie die Gründung einer Aktiengesellschaft mit sich bringen, nicht unerwähnt bleiben, doch sind sie dank der Beteiligung von 15 Partnern stark gemindert. Ohne SLSP müsste der Kanton Freiburg die mit der Einführung eines neuen Bibliotheksverwaltungssystems verbundenen technischen und finanziellen Risiken allein tragen. So ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, die Beteiligung an der Finanzierung der SLSP AG durch einen Betrag von höchstens 1 620 000 Franken während der Realisierungsphase des Projekts, das heisst im Prinzip während der Jahre 2018–2020, zu verabschieden.

Das beantragte Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es stellt keine Probleme hinsichtlich der Konformität mit dem Bundesrecht und der Eurokompatibilität.

Da das finanzielle Engagement einen Betrag betrifft, der unter ¼% der Gesamtausgaben der letzten genehmigten Staatsrechnung liegt, ist das Dekret dem Finanzreferendum nicht unterstellt.

Décret

du

**relatif à la participation de l'Etat de Fribourg
au financement de la société SLSP SA (plate-forme
commune des bibliothèques scientifiques suisses)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 2 octobre 1991 sur les institutions culturelles de l'Etat;
Vu la loi du 19 novembre 1997 sur l'Université;
Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu le message 2016-DICS-28 du Conseil d'Etat du 19 septembre 2017;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La participation de l'Etat de Fribourg, d'un montant maximal de 1 620 000 francs, au financement de la société *Swiss Library Service Platform SA (SLSP SA)*, plate-forme commune des bibliothèques scientifiques suisses, est approuvée.

Art. 2

Un crédit d'engagement de 1 620 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette participation.

Dekret

vom

**über die Beteiligung des Staates Freiburg
an der Finanzierung der SLSP AG (gemeinsame Plattform
der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 2. Oktober 1991 über die kulturellen Institutionen des Staates;
gestützt auf das Gesetz vom 19. November 1997 über die Universität;
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
nach Einsicht in die Botschaft 2016-DICS-28 des Staatsrats vom 19. September 2017;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Beteiligung des Staates Freiburg an der Finanzierung der Firma *Swiss Library Service Platform AG (SLSP AG)*, gemeinsame Plattform der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz, wird bis zu einem Höchstbetrag von 1 620 000 Franken genehmigt.

Art. 2

Bei der Finanzverwaltung wird für die Finanzierung der Beteiligung ein Verpflichtungskredit von 1 620 000 Franken eröffnet.

Art. 3

¹ Le montant définitif ainsi que les modalités de cette participation seront arrêtés ultérieurement par le Conseil d'Etat.

² Les montants nécessaires seront inscrits aux budgets de l'Etat de Fribourg pour les années 2018 à 2020, sous le centre de charges 3271 «Bibliothèque cantonale et universitaire».

Art. 4

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Art. 3

¹ Der Staatsrat wird später über den genauen Betrag und die Modalitäten dieser Beteiligung entscheiden.

² Die erforderlichen Beträge werden im Voranschlag des Staates Freiburg für die Jahre 2018–2020 unter der Kostenstelle 3271 «Kantons- und Universitätsbibliothek» eingetragen.

Art. 4

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL

2016-DICS-28

Projet de décret :
Participation de l'Etat de Fribourg au financement de la société SLSP SA (plate-forme commune des bibliothèques scientifiques suisses)

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-016

Présidence : Michel Zadory

Membres : Simon Bischof, Paola Ghielmini Krayenbühl, Fritz Glauser, Bernadette Hänni-Fischer, Patrice Longchamp, Anne Meyer Loetscher, Benoît Piller, Nadia Savary-Moser, André Schoenenweid, Katharina Thalmann-Bolz

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 30 octobre 2017

Anhang

GROSSER RAT

2016-DICS-28

Dekretsentwurf:
Beteiligung des Staates Freiburg an der Finanzierung der SLSP AG (gemeinsame Plattform der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz)

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-016

Präsidium : Michel Zadory

Mitglieder : Simon Bischof, Paola Ghielmini Krayenbühl, Fritz Glauser, Bernadette Hänni-Fischer, Patrice Longchamp, Anne Meyer Loetscher, Benoît Piller, Nadia Savary-Moser, André Schoenenweid, Katharina Thalmann-Bolz

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 30. Oktober 2017

Annexe

GRAND CONSEIL

2016-DICS-28

Projet de décret :
Participation de l'Etat de Fribourg au financement de la société SLSP SA (plate-forme commune des bibliothèques scientifiques suisses)

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Thomas Rauber

Membres : Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

La Commission propose tacitement au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 7 voix sans opposition ni abstention (3 membres excusés et 2 départs anticipés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter, sous l'angle financier, ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 30 octobre 2017

Anhang

GROSSER RAT

2016-DICS-28

Dekretsentwurf:
Beteiligung des Staates Freiburg an der Finanzierung der SLSP AG (gemeinsame Plattform der wissenschaftlichen Bibliotheken der Schweiz)

Antrag der der Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Thomas Rauber

Mitglieder : Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Raoul Girard, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 7 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (3 Mitglieder sind entschuldigt und 2 Mitglieder haben die Sitzung verlassen) beantragt die Kommission dem Grossen Rat unter dem finanziellen Gesichtspunkt, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen

Den 30. Oktober 2017